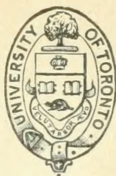

3 1761 06835455 4


UNIVERSITY OF TORONTO
VELUT ARBOR ÆVO



L'ERREUR FRANÇAISE

DU MÊME AUTEUR :

CONTRE L'OLIGARCHIE FINANCIÈRE EN FRANCE. 11e édition, corrigée, mise à jour et considérablement augmentée, suivie de la « Réponse de Lysis aux établissements de crédit ». In-16. . . . . **4 50**

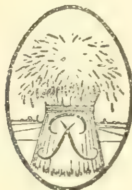
LES CAPITALISTES FRANÇAIS CONTRE LA FRANCE. In-16. **1 50**

VERS LA DÉMOCRATIE NOUVELLE. In-16 (31e mille) **4 50**

POUR RENAITRE. In-16 (19e mille). **4 50**

Lysis

L'ERREUR FRANÇAISE



PAYOT & Cie, PARIS
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1918

L'INDUSTRIALISATION ET LA SÉCURITÉ DES PEUPLES

I

La seule direction du progrès

Industrialisation! ce mot sonne désagréablement à l'oreille de beaucoup de nos concitoyens, parce qu'il éveille en eux l'idée d'une civilisation purement matérielle.

Avant la guerre, la plupart d'entre nous regardaient le développement économique de l'Allemagne, de l'Angleterre et des Etats-Unis avec le dédain que professait autrefois l'homme bien né pour le bourgeois qui s'enrichissait. Nous ne contestions pas la supériorité des méthodes de ces pays, mais leur reconnaissions peu d'intérêt, parce qu'il y avait dans notre esprit que nous étions un peuple constitué différemment des autres, qui poursuivait un idéal supérieur n'ayant rien à voir avec l'acquisition des richesses, auquel toutes les nations devaient se rallier avec le temps. Douce illusion!

Quel était du reste cet idéal? Il est difficile de le

définir et surtout de le présenter comme une doctrine intelligible pouvant servir de directive à un peuple qui veut grandir ou seulement continuer à vivre en gardant la place que ses ancêtres ont conquise pour lui dans l'univers. Une nation ne peut pas avoir pour mobile d'action unique ou même principal de faire disparaître la guerre du monde ou d'éliminer de son sein toute injustice sociale, parce que ce sont des buts négatifs qui, même réalisés, ne touchent pas au problème de son existence à laquelle, à moins d'être frappée de délire, elle doit tenir par-dessus tout.

Au surplus, on ne peut pas faire crédit aux idées indéfiniment et, quelque bienveillance qu'on ait pour elles, un moment vient où l'on doit leur demander des comptes. A cet égard, notre passif est lourd. Matériellement d'abord et par rapport aux autres peuples, la vérité oblige à dire que depuis une trentaine d'années nous n'avons fait que déchoir.

Pendant cette période d'activité industrielle intense où il a été réalisé des inventions et des découvertes sans nombre, nous avons fait des progrès qui paraissent intéressants, s'ils sont appréciés sans point de comparaison, mais qui sont à la vérité insignifiants quand on les rapproche de ceux des autres peuples. Pendant la période 1884-1891, le commerce allemand était supérieur au nôtre de 574 millions, en 1913 il le dépasse de 10 milliards 587 millions! Aux mêmes dates l'écart entre notre commerce et le commerce anglais passe de 6 milliards 641 millions à 17 milliards 627 millions! Ainsi,

quand nous faisions un pas, nos rivaux en faisaient deux, trois, quatre, cinq ou dix. Nous trouverions des chiffres aussi tristes, si nous examinions les facteurs de la population, du mouvement des ports, de la marine marchande, des rendements de notre agriculture, etc.

A coup sûr, si ces résultats avaient été obtenus par un régime hostile à nos idées, nous ne manquerions pas, qu'on nous pardonne l'expression, de les lui coller sur le dos; nous nous garderons d'agir ainsi, puisque ce régime est celui que nous voulons, que nous aimons et qui, malgré ses défauts, a le mérite de satisfaire en nous des besoins moraux, que ne contentent pas les autres.

Au surplus, nous sommes une vieille nation politique et, comme nous avons vu sombrer successivement chez nous toutes les formes de gouvernement possibles, nous commençons à comprendre que c'est nous qui ne sommes pas très gouvernables et que ce sont notre caractère, nos mœurs et nos idées qu'il faut changer. La logique nous amène donc à nous en prendre à nous-mêmes et à conclure que ni nos méthodes ni nos conceptions ne sont bonnes, puisqu'elles mènent le pays à la ruine.

Il y a du reste une observation qui doit nous frapper, c'est que notre idéal ne se réalise dans rien du tout. A défaut du développement matériel, avons-nous illustré notre pays par des œuvres d'une autre nature accomplies à notre détriment, mais contribuant au rayonnement moral de notre patrie auquel il est dans l'esprit de notre race d'être attaché? Nos rêveries humanitaires se sont-elles traduites par

des innovations généreuses susceptibles d'être imitées par d'autres peuples? Nos travailleurs vivent-ils mieux que ceux des pays voisins? Leurs salaires sont-ils plus élevés? Habitent-ils des logements plus salubres? Personne n'ose le prétendre. Dans ces questions comme dans les autres nous n'avons devancé personne, et celles des lois dites sociales que nous avons réussi à mettre sur pied sont incohérentes ou mal faites et, de l'avis de tous, doivent être remises sur le métier.

Dans les sciences, les lettres et les arts, où nos compatriotes ont toujours excellé et dans lesquels ils se maintiennent à un certain niveau par le fait des aptitudes de la race, il n'y a pas eu non plus chez nous cette floraison de grands hommes, en regard de laquelle on pourrait mettre en balance notre abaissement matériel. A la vérité, depuis quarante ans une seule chose compte pour la gloire de notre pays : c'est la manière dont nos soldats ont combattu pour la France.

Concevoir le progrès démocratique en dehors du développement de la richesse est du reste une notion qui ne s'accorde pas avec le bon sens. Comment élever le peuple, si l'on ne supprime pas sa misère et si l'on n'améliore pas ses conditions matérielles, et par quels moyens multiplier les objets de consommation, si l'on n'accroît pas les moyens de production? M. de la Palice lui-même ne poserait pas la question.

Aussi paraît-il exagéré de rattacher seulement à des préjugés idéalistes la résistance que nous avons opposée à l'industrialisation. Au fond de cette ten-

dance réactionnaire il y avait des choses moins avouables : le recul devant l'effort et la peine, un peu du sentiment du lazarone qui trouve son bonheur à manger deux sous de macaroni en travaillant peu, l'impression confuse qu'il faut redresser ses vieilles habitudes et ne plus politiquailler, ce qui ne plaît guère aux Latins. A côté de très belles intentions, il y avait peut-être des éléments plus mesquins dans notre grand idéal!

Mais l'industrialisation est la seule direction du progrès et nul peuple ne peut s'y soustraire. Le veut-il, qu'il y est ramené par la concurrence. Tel a été notre cas : ne pouvant faire autre chose, parce qu'il n'y a rien d'autre à faire, nous nous sommes occupés tout de même de commerce, d'industrie et d'agriculture, mais en rechignant et mollement. En même temps que nous fouettions le cheval, nous le tirions par la bride : nous avions des agents commerciaux, mais ils ne travaillaient pas; nous prenions des colonies, mais n'en tirions aucun parti. Nous votions des droits pour protéger notre industrie, mais arrêtions son développement par des mesures antilibérales. Incohérence, chaos, décadence!

II

Produire ou mourir

C'est une chose extrêmement coûteuse que l'expérience nationale. Pour en venir à posséder seulement un grain de sagesse, un peuple doit passer par une série de ruines, de malheurs et de désastres

qui feraient dresser les cheveux sur la tête, si l'on avait présent à l'esprit qu'ils représentent des siècles de souffrances pour des individus innombrables ; car la tristesse est justement que ces calamités se déchaînent pour la plupart inutilement, nous voulons dire sans instruire l'humanité, qui tend toujours à retomber dans les mêmes erreurs, en oubliant les flots de sang qu'elle a versés pour les avoir commises antérieurement.

De cette succession sans fin d'épreuves douloureuses, la mémoire nationale tire si peu d'enseignements, que les moralistes en viennent à penser que l'homme est peu perfectible en tant qu'être sociable ; du moins est-il vrai de dire qu'il a été jusqu'ici dans une phase où il se gouvernait par ses instincts et où son intelligence fonctionnait si peu qu'il ne tirait pour ainsi dire aucune leçon des événements.

On s'étonne moins que les faits de l'histoire aient peu de rayonnement, quand on songe que la vie humaine est de si courte durée, qu'une nation se renouvelle pratiquement en une quarantaine d'années, et qu'il n'est guère dans notre nature de réfléchir à des malheurs dont nous n'avons pas été témoins.

Personne ne peut contester que la génération qui a vu l'année terrible était autrement patriote, autrement grave, autrement pénétrée des réalités que celle qui l'a suivie : elle a rétabli nos finances, relevé notre armée, restauré l'ordre et jeté les bases d'un programme de travaux publics qui était hardi pour l'époque et dont l'exécution eût stimulé

puissamment notre essor matériel; les noms des grands hommes d'Etat qui sont sortis de son sein l'illustrent encore aujourd'hui et c'est sur leur prestige que la République a vécu.

Puis est venue la seconde génération des démocrates, qui n'avait pas souffert, et avec elle a commencé le régime d'anarchie parlementaire, où nous avons vu les préoccupations nationales passer à l'arrière-plan et le produit des impôts se gaspiller dans des œuvres électorales, tandis que notre outillage maritime et fluvial était si médiocre, qu'il nous classait au dernier rang des nations. De grandes figures d'hommes d'Etat dans cette période-là, n'en cherchons pas. Où sont les Gambetta, les Jules Ferry, les Léon Say? Où sont les neiges d'antan?

De ces réflexions on peut déjà conclure que la génération, qui a été impressionnée directement par les événements, est celle qui est le mieux à même d'en tirer la leçon et que c'est à elle qu'il incombe aussi d'introduire dans la direction des affaires les changements d'orientation, dont nul ne peut sentir comme elle la nécessité. Quant à la génération suivante, ne disons pas qu'elle échappe à notre atteinte, car il dépend de nous, au contraire, de façonner son esprit, en comprenant le rôle de l'éducation.

Une idée doit rester continuellement présente dans l'esprit des citoyens qui ne combattent pas : c'est de créer la plus grande contre-partie de bien possible à l'effroyable hécatombe des vies humaines que coûte la guerre actuelle. Nous autres, qui restons, avons le devoir écrasant de rester dignes des héros qui sont morts pour dégager le terrain où

nous avons à élever la patrie. Si notre conscience s'élevait à la hauteur de nos obligations, ce n'est pas nous qui aurions la tâche la plus légère; car s'il est sublime d'être un héros dans la bataille, on peut dire qu'il est surhumain de faire son devoir toute sa vie. Tel donne son existence et ses biens dans un magnifique élan du cœur, qui ne voudra pas avouer, même pour sauver son pays, que ses idées sont fausses et qu'il doit les reviser.

De cette guerre, il se dégage des enseignements nombreux que nous n'avons pas la présomption d'être le seul à formuler — jamais nos concitoyens n'ont eu de si belles occasions de penser, — nous les signalerons en cours de route à nos lecteurs; mais nous voulons en mentionner sans tarder quelques-uns qui sont d'une importance vitale pour notre pays et qui dominent le sujet que nous allons traiter plus loin.

Le premier est que l'importance d'une nation, son pouvoir, son influence et son rayonnement dans le monde sont en rapport *avec sa capacité de produire.* La France peut nourrir deux fois plus d'habitants sur son sol. Pour avoir fait de la politique au lieu de travailler, pour avoir négligé notre essor économique, pour n'avoir pas modernisé notre outillage et nos méthodes, nous avons vu notre population reculer de 30 millions par rapport à celle de l'Allemagne, et sommes tombés en l'espace d'un tiers de siècle au rang d'un Etat de troisième ordre.

Sans un concours de circonstances fortuites, et sur lesquelles nous n'étions pas en droit de compter,

notre déchéance était définitive. C'est un hasard si l'Allemagne nous a assaillis dans des conditions si odieuses et si maladroites, que l'Europe s'est mise avec nous et, quelle que soit la valeur de nos soldats, c'est encore un hasard, une faute de la stratégie allemande, si nous avons tenu jusqu'au jour où l'Angleterre a été à même de nous aider efficacement. Non seulement les circonstances pouvaient, mais elles avaient les plus grandes chances de se présenter autrement.

Et c'est un hasard surtout, si l'Allemagne nous a déclaré la guerre. Admettant qu'elle ne l'eût pas fait, qui peut douter qu'avec son nationalisme ardent, l'énorme avance que lui conféraient son outillage et ses méthodes, et le génie spécial avec lequel elle développait ses procédés d'infiltration dans tous les pays du monde, et dans le nôtre en particulier, la disproportion existant entre elle et nous eût été en s'accentuant assez rapidement, pour nous ramener en l'espace d'une dizaine d'années au rôle d'une petite puissance insignifiante, qui n'aurait plus été capable d'élever la voix devant son colossal voisin, et dont l'existence eût dépendu de l'humiliante protection de pays alliés? Ah! nous avons vu la mort de près!...

Sans ordre et sans discipline, pas de travail ; sans travail, pas de production ; sans production, pas de population ; sans population, pas d'avenir, ni pour la race, ni pour les idées que celle-ci représente : telles sont les conditions que la vie moderne impose aux peuples. Il faut s'y plier ou renoncer à être une grande nation.

III

La victoire par l'industrie

Si le progrès de la nation est en rapport étroit avec ses moyens de production en temps de paix, en temps de guerre son existence en dépend strictement ; et l'on peut formuler une seconde leçon qui se dégage des événements en disant que, de nos jours, *la puissance industrielle est aussi la puissance militaire* ou peut le devenir très rapidement.

La puissance industrielle est déjà la puissance militaire, pour la raison que l'industrie fait proliférer la population et que le nombre des soldats est un des facteurs les plus importants dans les conflits armés ; mais elle l'est d'une manière encore plus profonde, à cause du fait que la guerre moderne est une lutte industrielle où toutes les usines des pays belligérants sont réquisitionnées pour produire le maximum d'engins de destruction ; il en résulte que, livrée à ses seules ressources, la nation qui a le moins d'usines est la plus faible et que son écrasement est certain. Il y a trois ans, nous ne nous doutions pas de ces vérités ; maintenant elles sont pour nous comme la clarté du soleil : la vie seule instruit décidément.

Les discussions rétrospectives auxquelles il sera procédé dans notre pays, une fois la paix conclue, feront apparaître avec quelle insuffisance de moyens nous avons commencé la guerre. Cette faiblesse a été accentuée encore par l'invasion : l'en-

nemi s'est emparé de la plus grande partie de nos bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais et de nos mines de Briey, nous privant de quatre-vingt-sept hauts fourneaux sur cent dix-sept que nous avions en activité, et de nombreuses industries indispensables : fours à coke, distilleries du sucre et des alcools, usines chimiques, verreries, filatures, etc. De ce fait, la capacité de production de notre pays, déjà bien inférieure, a été réduite encore dans une proportion qu'on estime à 40 0/0. On peut rappeler aussi pour mémoire que les Allemands ont fait main basse dans les régions envahies sur nos stocks de matières premières : coton, laine, cuirs, peaux, cuivre, etc.

Comme la Russie n'était pas non plus un grand pays manufacturier, il apparaît aujourd'hui nettement que ni notre alliée, ni nous, n'étions en mesure de faire face à l'Allemagne dans une guerre, où toutes les qualités militaires sont annihilées par l'emploi de moyens mécaniques si extraordinairement développés que la lutte devient un match industriel dont le vainqueur est celui qui fabrique le plus d'armes et de munitions dans un temps donné.

Quoique l'héroïsme de nos soldats se soit élevé à la hauteur des plus tragiques circonstances, chacun comprend aujourd'hui qu'il eût été vain, si l'Angleterre ne nous avait apporté l'inestimable appui de sa force industrielle, en même temps que celui de sa flotte et de sa vaillante armée. C'est grâce à elle que nous avons eu la liberté des mers et qu'il nous a été possible d'acheter au dehors une

partie des matières premières et des produits fabriqués dont nous avions besoin.

Mais cette facilité n'eût pas suffi à nous permettre de résister à des ennemis, dont les moyens grandissaient sans cesse. Pour tenir tête à ces adversaires redoutables et pour en venir à triompher d'eux, il a été nécessaire aussi de mobiliser et d'intensifier d'une manière inouïe la production industrielle de l'Angleterre et, dans une grande mesure, aussi celles des Etats-Unis et du Japon, qui sont venus s'ajouter à la nôtre et à celles de la Russie et de l'Italie.

Il serait puéril de ne pas reconnaître que de tels faits témoignent du degré très élevé de développement auquel était parvenue l'industrie allemande. Cet organisme a toutefois présumé de ses forces en croyant qu'il pouvait s'opposer au reste du monde.

Conséquence extraordinaire et qui montre par quelles étranges voies le monde chemine : en mobilisant l'industrie pour ses ignobles desseins, la guerre intensifie considérablement cette dernière, si bien qu'en regard de l'effrayante destruction de vies humaines et de richesses à laquelle aura donné lieu l'infernale boucherie actuelle, nous allons nous trouver devant l'étonnant résultat que le monde en sera sorti mieux outillé que par le passé.

Comme c'est la nécessité qui crée le génie et qui force l'homme à l'effort, les peuples dont le sort se jouait sur le champ de bataille ont travaillé désespérément pour élever leur niveau technique; l'impossibilité de se passer de certaines denrées qu'on

ne pouvait plus se procurer par les moyens ordinaires a eu pour effet qu'on a cherché à les fabriquer chez soi ou à leur trouver des substituts; la nécessité de produire immédiatement d'immenses quantités de marchandises a fait sortir du sol des milliers de nouvelles usines; l'esprit d'invention a été stimulé au plus haut degré, et les idées nouvelles ont été passées au crible avec une bienveillance qu'elles n'étaient pas accoutumées à recevoir; attirés par les gros intérêts, les capitaux se sont employés fiévreusement; faut-il ajouter que même des administrations, qui dormaient depuis des siècles, ont été réveillées par le bruit des canons et qu'on affirme les avoir vues remuer et prendre des initiatives?...

Les grands dramaturges ont un sens profond de la vie. quand ils mêlent le bouffon au tragique, car c'est le propre de tous les événements tristes de présenter quelque chose de burlesque. Ici, nous voyons un peuple qui rêve d'industrialiser le monde à son profit, en se servant de méthodes modernes qui ne sont pas à proprement parler les siennes, mais dans lesquelles il est conforme à la vérité de reconnaître qu'il possède une grande avance. Et son rêve se réalise, les méthodes auxquelles il croit se répandent; le monde entier, selon son vœu, s'industrialise, mais... contre lui, pour l'éliminer. O destinée!

En 1915, les statistiques montrent que les Etats-Unis ont exporté 17 milliards et demi de francs de marchandises, près du double de l'année précédente, et que l'excédent de leurs livraisons sur leurs im-

portations a été de 9 milliards que nous et nos alliés avons dû leur payer. Ils ont produit 36 millions de tonnes de fonte au lieu de 26, 4 millions de tonnes d'acide sulfurique au lieu de 2, 20 millions de gallons de benzol au lieu de 3, etc. L'effort industriel de l'Angleterre a été colossal : en l'espace de deux années, son territoire s'est couvert de nouvelles usines, conçues avec la largeur de vues qui caractérise nos hardis alliés.

Nous aussi avons travaillé; mais, privés par l'invasion de notre région industrielle la plus riche et la plus vivante, en même temps que de la meilleure partie de notre population mobilisée pour tenir tête à l'armée la plus puissante que le monde eût jamais vue, il nous était difficile d'égaler sur le terrain industriel nos voisins plus favorisés. Quelque honorable que soit notre effort, il ne faut pas se dissimuler que, sous le rapport de la capacité de production, l'écart qui nous séparait des autres peuples s'est plutôt élargi que comblé.

Ces considérations n'ont pas pour but de nous amener à étudier les conditions qui vont régner après la guerre, et dont il est prématuré de parler en ce qui concerne notre pays, aussi longtemps que nous ne serons pas fixés sur l'étendue des réparations qui devront nous être accordées pour l'attentat sans nom dont nous avons été l'objet : en attirant l'attention sur le lien rigoureux qui se crée de nos jours entre la guerre et l'industrie, nous avons pour objet de conduire le lecteur à d'autres vérités ; car un grand fait ne tombe pas sur le monde à la manière d'un bolide, il a ses racines,

cela va de soi, dans le milieu qui nous entoure, et notre esprit est en faute, s'il n'en tire pas une doctrine.

IV

Pas de sécurité sans usines

Certaines personnes, qui peuvent se croire moralement responsables de notre politique ancienne, ont une tendance à se persuader que la victoire complète aura pour effet d'abolir dans notre population toute envie de récriminer sur les fautes commises, et qu'en raison de l'adage : « Tout est bien qui finit bien », les millions de citoyens que cette guerre aura cruellement éprouvés seront saisis d'une telle ivresse au moment du triomphe qu'il n'y aura plus de place en leur cœur pour le regret ou l'amertume.

Quand sonnera l'heure grandiose, il se sera écoulé quatre ou cinq années, qui compteront bien pour une dizaine en raison de l'intensité des émotions qu'on y aura ressenties; et les personnes dont nous parlons caressent l'espoir secret que la situation de l'avant-guerre apparaîtra comme si lointaine, que nul ne sera plus tenté de se rappeler ce que l'un a fait, ce que le deuxième a dit et ce que le troisième a écrit.

N'ayons pas d'illusions, la politique est prête à recommencer. Déjà nous voyons des êtres à conscience inquiète se rapprocher des ailes de la victoire de Samothrace, attendant visiblement pour s'y

blottir, qu'elle soit prête à monter vers le ciel. Réussiront-ils à passer pour des triomphateurs auprès de la foule à laquelle ils en ont tant fait croire? Il ne faut pas le souhaiter pour le pays.

A notre avis, autant il serait injuste d'envisager des sanctions individuelles à l'occasion d'une erreur collective, où M. Tout-le-Monde a sa responsabilité, autant il importe au salut national que le peuple soit amené à méditer sur les causes profondes, qui ont amené la guerre, et qu'il ait une claire notion des raisons pour lesquelles nous l'avons abordée dans des conditions qui l'ont rendue si meurtrière pour nos soldats.

Si les Allemands sont devenus les plus grands criminels de l'Histoire en décidant de sang-froid la mort de plusieurs millions d'hommes, on n'épuise pas l'énumération des motifs de la guerre en s'appesantissant sur la barbarie germanique. Un autre aspect des choses consiste à noter que les Allemands se sont jetés sur nous, parce qu'ils étaient les plus forts, et nous avons à nous demander pourquoi nous étions les plus faibles.

La réponse à cette question a été donnée dramatiquement par les événements, quand nous avons découvert avec stupeur que nous n'étions pas en mesure de faire la guerre, parce que nous avions négligé d'installer chez nous des industries essentielles, dont nos voisins étaient pourvus et qu'ils avaient portées au plus haut degré de perfection.

Tandis que les Allemands étaient à même de fabriquer sur leur propre sol les explosifs en quantités illimitées, tant en raison du développement de

leurs usines que de la possession de procédés industriels, qu'ils avaient mis au point après de nombreuses années de travail, nous, grande nation militaire, que l'arrogant voisin menaçait périodiquement de sa poudre sèche, nous sommes trouvés tributaires de l'étranger pour nos munitions. Si nous avions été bloqués sur mer, la nation française disparaissait pratiquement de la carte du monde, pour avoir manqué au moment du danger de certaines industries indispensables!

Nous devons à la flotte anglaise d'avoir évité ce désastre suprême, mais la négligence dont nous avons fait preuve a été payée en vies humaines. Tandis que se construisaient les industries nécessaires à la victoire, suppléant aux moyens qui leur manquaient par l'héroïsme, pendant des mois, et l'on peut dire pendant des années, les pauvres soldats français reçurent la mitraille.

Des milliers de pauvres êtres sont tombés, des milliers de mères n'ont plus de fils, des milliers de fils n'ont plus de pères, des milliers de femmes n'ont plus d'époux, des milliers de malheureux sont mutilés ou ruinés, parce qu'il y a trente ans que nous faisons de la politique au lieu de travailler pour le pays!

Il se pose la question de savoir s'il est possible de faire entrer dans l'esprit du peuple une perception de ce rapport de cause à effet entre des circonstances qui sont très éloignées dans le temps les unes des autres, et dont le lien est pourtant incontestablement rigoureux. Assurément il serait superflu de vouloir démontrer aux poilus que nos

moyens étaient inférieurs à ceux de nos ennemis, puisqu'ils ont été les premiers à s'en apercevoir et à nous l'apprendre et que nul ne sait mieux qu'eux de quel prix sanglant cette inégalité a été payée par la nation.

Mais la masse populaire aura-t-elle la clairvoyance de rattacher cette triste situation aux conceptions erronées qui nous ont fait longtemps poursuivre un idéal irréalisable et négliger le côté pratique et tangible de la vie; la révélation se fera-t-elle dans son esprit que le développement des moyens de production est, en même temps que la source des progrès, le seul gage de la paix?

Abstraction faite des rêveries dans lesquelles nos conceptions vieillottes nous amènent toujours à retomber, il se dégage des événements la froide leçon que l'établissement du pacifisme entre les nations ne peut pas résulter seulement de la diffusion des idées morales, qui resteront longtemps des éléments très superficiels à côté des vieux instincts, dont se compose le caractère humain.

Ni les orateurs, ni les prophètes, ni les poètes, ni les amuseurs ou courtisans du peuple ne conviendront de cette vérité, car ils en sont encore à croire que les idées justes sont sèches et stérilisantes, et qu'il faut mener la foule avec des chansons, tandis que nous avouons appartenir à l'école opposée, qui voudrait mettre le citoyen d'instruction ordinaire au courant des réalités, sans lui dorer la pilule, de manière à l'aider à se faire une opinion saine sur la manière dont marche le monde, sans égard aux intérêts d'aucun parti... Nous voulons la paix?

Fondons-la sur des moyens pratiques. Que chaque nation ait bec et ongles, de manière qu'il faille payer si cher sa conquête, qu'il ne vaille pas la peine de l'entreprendre.

Nous voulons la paix? Alors ne nous laissons pas déchoir et prenons soin de rester industriellement au niveau des Etats de notre rang.

Nous voulons la paix? En ce cas gravons en nous la formule que la paix ne peut être basée sérieusement que sur l'équilibre des forces et que par suite elle suppose une égalité relative des moyens techniques des grands pays.

Malheur à la nation qui resterait en arrière et dont l'existence dépendrait de l'humiliante paix que lui concéderait la charité du droit!

V

La grande industrie nécessaire aux grands Etats

Certaines observations peuvent faire utilement réfléchir. L'une a trait à cette concentration de puissance, unique au monde, à laquelle sont parvenus nos ennemis, en donnant à leurs industries un développement qui n'était égalé par aucun autre pays d'Europe.

Si l'Allemagne, avec un territoire équivalent au nôtre, est à même de tenir tête aussi longtemps à l'assaut des grandes nations qui se trouvent dans la nécessité de mobiliser toutes leurs ressources pour lui faire mordre la poussière, est-elle redevable de ce résultat à l'absolutisme de son régime ou bien

aux qualités guerrières de sa race? Son organisation militaire est-elle meilleure, ses chefs ont-ils plus de valeur ou ses soldats sont-ils plus héroïques?

De telles questions ne peuvent plus se poser, et nos adversaires eux-mêmes sont pleinement conscients que le secret de leur force ne réside pas dans des vertus exceptionnelles, que le Dieu des armées leur aurait prodiguées, mais dans les puissantes usines, qui travaillent jour et nuit pour les alimenter d'armes et de munitions.

Un autre fait peut nous frapper : voici l'Angleterre, qui possédait une petite armée « méprisable », inexistante à côté de celle de ses voisins continentaux, et qui réussit à mettre sur pied en l'espace de deux années une colossale machine à tuer, que les Allemands apprennent à respecter. Rendons justice à l'énergie légendaire de nos alliés, mais comprenons aussi que leur œuvre est avant tout le fait de l'admirable industrie britannique.

Et s'ils voulaient faire la guerre eux aussi? Qui cela, eux? Mais les Américains! S'il leur plaisait de faire la guerre, avouons qu'ils seraient bien placés (1). Ayant la plus grande industrie métallurgique du monde et produisant non seulement le fer, la fonte et l'acier, mais le cuivre et tous les métaux en immense abondance, fabriquant près de 40 mil-

(1) Dans ces lignes écrites le 5 août 1916 nous n'envisagions pas l'intervention des Etats-Unis dans la guerre actuelle, mais la puissance qu'ils peuvent atteindre comme nation armée. Ces réflexions s'appliquent aussi bien aux nouvelles circonstances.

lions par an de tonnes de coke, étant en mesure d'extraire assez d'explosifs pour faire sauter l'Europe; ah! la jolie besogne qu'ils pourraient accomplir!

Nous n'avons pas l'intention d'insinuer qu'il existe une possibilité que le vertige militariste tourne la tête à ces braves amis républicains, quoique un sage proverbe dise qu'il ne faut jurer de rien. Au surplus, la divination est un art trop ingrat pour qu'il vaille la peine de s'y livrer, et la seule besogne un peu rémunératrice consiste à regarder le présent pour le comprendre, ce qui ne va pas déjà sans difficultés. A ce point de vue, la réalité nous apprend — et nous ne saurions nous tromper en affirmant un fait qui se produit devant nous — que toute puissance industrielle peut devenir une puissance militaire en quelques années, si elle le veut.

Il n'y a pas lieu d'être pessimiste, car, s'il est vrai que nous marchons vers de grandes luttes industrielles, auxquelles toutes les nations se préparent, il n'y en a pas moins les plus sérieuses probabilités pour que le monde soit si déprimé par le cortège de douleurs que cette guerre va traîner derrière elle, qu'aucun peuple ne voudra de sitôt rentrer dans l'enfer du bombardement moderne.

Ce n'est pas ainsi toutefois que se pose la question. Envisageant un avenir un peu plus lointain que la dizaine d'années qui va suivre la conflagration actuelle, il y a lieu de se demander si l'horreur de la guerre aura pris de telles racines dans le cœur des hommes, qu'il sera possible aux nations

de négliger leur développement matériel, tant elles auront la certitude que les peuples voisins sont devenus trop moraux pour abuser de leur faiblesse.

Il n'est pas trop tôt pour examiner ce problème, car les événements de l'Histoire se préparent longtemps à l'avance, et l'on peut dire sans exagération que, si tous les efforts doivent être tentés pour favorèglent la destinée qui nous attend dans beaucoup d'années d'ici.

Beaucoup d'indices permettent de croire qu'il va régner parmi les nations la conception raisonnable que si tous les efforts doivent être tentés pour favoriser la diffusion des idées pacifistes en aidant les peuples à se connaître et à s'apprécier les uns les autres, il n'en sera pas moins du devoir de chacune d'elles de s'assurer tous les éléments que nécessite une défensive efficace; et, dans cet ordre d'idées, l'expérience amène à reconnaître qu'il n'est pas possible à un pays de jouer un grand rôle ou de se prémunir heureusement contre l'agression d'un puissant voisin, s'il ne possède pas sur son propre sol une métallurgie et une industrie chimique.

Dans les milieux de la finance française, qui paraît décidément n'avoir rien appris et vouloir recommencer à exporter nos capitaux comme autrefois, on voit de nouveau poindre la thèse que la France n'est pas un pays de grandes entreprises et que son aptitude la porte vers la petite industrie.

Qu'elle se spécialise, insinue-t-on, dans la production des œuvres de goût, présentant une valeur artistique pour laquelle elle est douée si particuliè-

rement; et, l'on n'ose pas le dire, mais la contrepartie du raisonnement se déduit toute seule : qu'elle laisse aux Allemands le soin de fabriquer ces marchandises grossières, qui s'appellent les métaux, les acides, les sels, etc., qu'ils s'entendent mieux que nous à produire!

Si telle était la leçon de la guerre, il faudrait désespérer des Français. D'abord, sans la grande industrie, pas de ports de mer, pas de marine; ensuite, pas de sécurité, impossibilité pour le pays de pourvoir à ses armements; conséquence aussi : pas d'expansion. A quoi bon des colonies? Pour leur envoyer des romans et des tableaux? Ne pouvant du reste les protéger, comment les garder? Alors, la population du pays reste petite, son ambition se rétrécit; il devient un modeste placier d'articles de luxe sur le marché mondial. Mais aura-t-il au moins la paix dans ces conditions? Nous en doutons.

Pas de puissance, pas d'indépendance, pas de paix, ce n'est pas nous, c'est le bruit du canon qui le répète inlassablement depuis deux ans...

LA DÉMENCE INTERNATIONALISTE

I

Souvenirs et réflexions

Quand nous partîmes en guerre, il y a de cela dix ans, pour dénoncer la politique insensée par laquelle les milliards de notre épargne étaient prêtés systématiquement à l'étranger au lieu d'être employés à créer les industries qui manquaient dans notre pays, bien des lecteurs qui nous ont suivi depuis le début de notre campagne peuvent témoigner des difficultés que nous avons rencontrées, pour éveiller dans l'esprit public un sentiment de protestation répondant à l'extraordinaire abus qui lui était révélé...

Bien mieux, nous avons publié, trois ans avant la guerre, dans le journal l'*Humanité*, une série d'articles établissant, avec preuves et documents à l'appui, que « c'était grâce à l'argent français que l'Allemagne avait pu jusque-là développer ses industries, surmonter ses crises, placer ses emprunts et continuer ses monstrueux armements dirigés

contre notre pays »; et ces révélations n'eurent pas d'écho.

Les faits étaient tels qu'on devait les démentir ou tirer d'eux les sanctions qu'ils comportaient; nous avions, du moins, l'illusion que la question se posait ainsi devant les gouvernants de la nation; mais cette autre solution intervint que, pas un mot n'étant dit à son sujet à la Chambre ou dans les journaux, la campagne tomba dans l'eau.

Un thème de cette nature éveille des réflexions nombreuses, qui ne sont pas de saison et sur lesquelles l'esprit du lecteur est libre de broder à sa fantaisie. La seule qu'il nous plaise de retenir en ce moment est celle qui a trait à la mentalité des capitalistes, qui croyaient avoir non seulement une faculté légale, mais un droit moral à placer leur argent à l'étranger, s'ils le voulaient.

Par une coïncidence curieuse, alors que Karl Marx a lancé le mot fameux que « les prolétaires n'ont pas de patrie », le grand économiste bourgeois Adam Smith a imprimé la phrase audacieuse que « le capitaliste moderne est un citoyen du monde », voulant dire ainsi que, par le développement de la fortune en papier, tout possédant est libre de transporter son bien dans le pays qu'il lui plaît.

En tant qu'elles s'appliquent à des individus pris isolément, les deux affirmations expriment des vérités qui ne sont pas contestées et qui peuvent s'énoncer dans les termes suivants : les conditions de la production se ressemblent tellement chez toutes les grandes nations, qu'un ouvrier connaissant son métier est à peu près certain de trouver du tra-

vail et de gagner sa vie dans l'une ou dans l'autre; de même, en raison de l'extension du marché financier mondial, il est possible à un capitaliste de convertir sa fortune en titres étrangers de n'importe quel pays.

Mais ces propositions deviennent absurdes, si on les généralise, car il n'est pas concevable que tous les ouvriers et tous les capitalistes, ou seulement un grand nombre d'entre eux, agissent de même, sans jeter par terre un système économique, dont le ressort est la concurrence des nations et qui ne peut durer qu'avec celles-ci.

Nous pouvons ainsi toucher du doigt le vice de ces raisonnements généraux, qui s'appuient sur des faits observés et qui n'en sont pas moins des sophismes, quand on leur donne une extension qu'ils ne peuvent avoir réellement à cause de l'existence d'autres facteurs importants, qui s'y opposent et qui font partie, eux aussi, du problème...

II

Erreur fondamentale

L'erreur que nous avons commise en France a été de regarder l'idée de nationalité comme une notion secondaire, dépassée par les événements, destinée à s'effriter petit à petit sous la poussée du progrès dont nous avions la présomption de croire que nous connaissions la direction.

Il suffisait dans notre pays d'exprimer un certain souci de la sécurité nationale pour être aussitôt taxé

de chauvin, appellation qui coulait irrémédiablement son homme en le classant dans la catégorie des cerveaux bouchés, imbus des préjugés d'autrefois. Juchés sur les sommets de la conscience de classe d'où, paraît-il, on découvrait des vérités inaccessibles au commun des mortels habitant la plaine, le prolétariat et les pédants universitaires écrasaient de leur mépris le « patriotard ».

Ah! ce pauvre Déroulède, était-il assez ridicule avec son Alsace-Lorraine, ses grands gestes enflammés et sa longue redingote apparemment aussi démodée que ses idées! Quel pompier! Mais tout de même il avait raison, le brave homme. Si l'on n'a pas la franchise de l'avouer, on peut le taire, mais il n'empêche que c'est bien lui qui triomphe aujourd'hui du snobisme intellectuel et de l'infatuation populaire...

Tous les partis ont cependant leur part de responsabilités à revendiquer dans la méprise dont nous avons été les victimes en laissant passer l'intérêt du pays au second rang de nos préoccupations. S'il faut avoir la justice de reconnaître que certains d'entre eux ont été plus clairvoyants que les autres, quand il s'est agi d'apprécier le danger que faisait courir à la France le militarisme allemand, on ne peut guère dire de plus en leur faveur au point de vue qui nous intéresse ici.

Il importe, en effet, de ne pas oublier que le péril extérieur, qui résultait des armements allemands, était lui-même une conséquence de l'abaissement matériel dans lequel était tombé notre pays, et qu'il était par suite en rapport avec la chute de notre

industrie, l'exode de nos capitaux, l'inexécution de nos travaux publics, l'extension de l'alcoolisme, etc.

Cependant, on cherche en vain le parti qui a pris en main ces questions, d'où dépendait notre relèvement national. Où est le parti qui en á reconnu l'importance et qui les a adoptées comme plate-forme? Où est le parti surtout qui en a poursuivi la solution?

Le développement économique du pays, admirable programme, n'est-ce pas? Il n'y en avait pas de plus grand, de plus noble, de plus national dans le sens du mot qui doit rallier tous les esprits et, pour notre compte, nous avons fait ce qui était dans la limite de nos faibles moyens pour le signaler; mais toutes les organisations politiques ont passé à côté de lui et il n'y en a pas une qui l'ait ramassé.

Ignorance, esprit de routine, défaut de vision à l'égard de problèmes nouveaux pour l'esprit français si mal éduqué, évidemment ces facteurs ont joué un rôle dans l'indifférence des partis; mais pourquoi ne pas reconnaître aussi que les groupements de droite ont agi pour les mêmes petites raisons que les groupements de gauche en s'écartant des grandes questions nationales, qu'il est si difficile de solutionner sans léser des intérêts particuliers et sans s'exposer aux représailles du corps électoral? Pourquoi ne pas avouer enfin que, réactionnaires ou avancés, les députés étaient avant tout des parlementaires, qui n'appréciaient pas la noblesse de rester sur le carreau pour la défense d'une belle cause?...

III

Nation et civilisation

Toutes ces vérités s'imposent : les industriels ne doivent pas rester isolés, mais s'unir pour défendre leurs intérêts; les agriculteurs doivent se constituer en associations pour acheter leurs engrais, leurs machines et vendre leurs récoltes; les ouvriers doivent se grouper en syndicats pour régler leurs rapports avec les patrons; au-dessus des producteurs, l'Etat doit intervenir pour les aider, les encourager, mais aussi pour les surveiller, les contrôler et coordonner leurs efforts pour le bien général : la société doit, en un mot, s'organiser. Plus les citoyens se rapprochent, plus ils sont forts; plus ils se divisent, plus ils sont faibles.

Une observation cependant. Des molécules de vapeur se combinent pour former une goutte d'eau, des combinaisons chimiques aboutissent à créer une plante ou un animal, des idées gravitent autour d'un moi pensant. Ce n'est pas une chose indéterminée qui se constitue, c'est une unité. Or, quel est le point d'attraction des travailleurs et que veulent-ils créer? L'univers? Non, c'est la nation.

Dans l'unité, les éléments se rassemblent, mais l'unité, elle, s'oppose aux unités : il n'y a pas deux objets identiques dans la nature. Qui n'a fait en classe ce pensum littéraire? Plus l'objet se complique, plus son individualité est tranchée. Complication croissante : deux grains de sable, deux plan-

tes, deux insectes, deux chevaux, deux hommes, deux pays.

Une nation, c'est un système économique ayant pour but de faire vivre une population. Voyez une usine moderne : que d'ateliers, que de rayons, que de départements! Chacune a sa sphère; elle est grande, moyenne ou petite, comme il convient, en vue d'un certain but. Un pays, c'est la même chose en beaucoup plus vaste; un pays c'est une immense entreprise de production, qui embrasse tous les genres d'activité, tous les métiers, toutes les professions, l'agriculture, l'industrie, le commerce dans toutes leurs formes et dans toutes leurs variétés : toutes ces branches n'ont pas cependant poussé au hasard, mais elles se sont ajustées automatiquement dans des rapports déterminés pour répondre aux besoins d'un certain groupement humain ayant ses goûts, ses habitudes, ses particularités, etc., en tenant compte aussi de ses mœurs, de sa législation, de son climat, de sa configuration physique, de la nature de son sol et de son sous-sol, etc...

Une nation, c'est autre chose encore; c'est un individu qui vit depuis mille ans dans un pays plat ou montagneux, brumeux ou ensoleillé, stérile ou fécond, et qui fait corps avec la terre sur laquelle il a grandi. Dans cette longue existence, que d'événements bons ou mauvais, que de mauvais surtout, que d'épreuves, que de vicissitudes, que de calamités! Il a connu la famine, la peste, la guerre civile, l'invasion étrangère. Et que de moments dans sa vie! Il a été conquérant et bourgeois paisible, sage et turbulent, travailleur et paresseux, ordonné

et dissolu. De grands hommes sont nés sur son sol : ministres, écrivains, poètes, artistes, philosophes, savants ; il a agi sur eux, ils ont agi sur lui. Sa personnalité s'est formée sous l'influence de toutes ces causes, de tous ces accidents, elle est si individuelle et originale qu'elle s'exprime dans une langue qui ne ressemble à aucune autre. La profondeur de l'idée nationale, on la voit dans l'histoire : Polonais, Alsaciens-Lorrains, Slaves opprimés n'ont oublié jamais. On peut abaisser ou asservir un peuple, mais, pour le dissocier, il faut le tuer.

Cependant, à côté d'une patrie il y a les autres, et toutes les patries s'opposent, elles luttent pour se dépasser en richesse, en influence, et chacune d'elles veut rayonner matériellement et intellectuellement. Il ne peut en être autrement. Même si la boucherie actuelle était la dernière, la lutte des peuples continuerait sur le terrain économique et, pour être plus humaine et moins brutale, elle n'en serait pas moins destructive. La guerre avec l'Allemagne, elle dure en vérité depuis trente ans et pendant cette période nos ennemis ont gagné sur nous 30 millions d'habitants. Ecrasés déjà, nous l'étions.

Homme d'Etat, diplomate, député, industriel, ouvrier, etc., qui avons une tâche à remplir et la négligeons ou nous en acquittons mollement, citoyens qui nous querellons et nous calomnions sans répit, ayons présent à l'esprit que chacune de nos défaillances est un coup léger que nous appliquons sur le front de notre pays ; à force de pleuvoir, ces petits chocs laissent une empreinte, puis un creux, puis un trou. Un jour, on découvre ce trou. D'où

vient-il? Mystère. Pourquoi sommes-nous moins riches et moins peuplés que nos voisins? Qui peut dire? Cela s'est fait si lentement et il n'y a pas une cause, il y en a mille. A qui s'en prendre alors? A personne. Et rien ne change et tout continue jusqu'au jour où le pays chancelle…

IV

Le mirage

Le pays s'organise, cela veut dire : en bas la commune se forme, se délimite, plus haut un grand groupement, la région, se détache et se consolide; de tous côtés des choses éparses se rapprochent et s'agglomèrent, les industries se concentrent, les citoyens se groupent selon leurs affinités; le pays s'organise, cela veut dire, les rouages qui le composent s'isolent, se perfectionnent, se compliquent dans un certain rapport avec le tout qu'ils constituent.

Nous ne devons pas laisser aux Allemands le mérite de défendre une idée juste : ils ont raison quand ils soutiennent que le progrès est dans l'organisation. De bas en haut de l'échelle animale on remonte des êtres les plus simples aux plus diversement composés; les savants l'ont constaté depuis longtemps.

Dans le jaune d'œuf, à l'origine, la protéine, les graisses, les sels sont indistinctement mélangés; petit à petit ces matières se séparent, elles se localisent, se combinent. Alors, à tel endroit se forme

le sang, à tels autres le tissu nerveux, le cartilage, l'os. Dans la société les choses se passent de même : plus elle est rudimentaire, plus elle est diffuse; plus elle s'élève, plus ses éléments sont classés; plus ils sont tranchés, différenciés, spécialisés, plus ils obéissent à un plan.

Au-dessus de la nation il y a sans doute autre chose. Des nations se concertent et forment des ententes plus ou moins durables; au-dessus des fédérations des nations, un groupement spirituel englobe plus théoriquement que réellement tous les hommes : on l'appelle l'humanité.

Une vérité frappe : ces groupements ne se valent pas en durée, en cohésion. Une nation dure mille ans, deux mille ans, pratiquement toujours pour l'individu. Les groupements des nations sont éphémères, ils durent dix ans, vingt ans; cinquante ans sont beaucoup pour eux, l'histoire le dit.

Notre pays, c'est notre corps, nos sentiments, nos idées, notre famille, notre village, notre région, nos souvenirs, notre langue, nos intérêts, etc. A côté de tout cela que sont les pays des autres? Pendant les périodes où l'on partage avec eux des épreuves communes, de vaillants alliés et des amis intimes; en temps ordinaire, des étrangers sympathiques, au contact desquels on est heureux de s'instruire, et plus prosaïquement des clients acheteurs de marchandises.

Voyons les choses par le côté le plus élevé : le besoin qui pousse les peuples à se rapprocher les uns des autres et qui a toujours existé, quoi qu'on en dise, car il n'y a rien d'absolument nouveau

sous le soleil, est peut-être une caractéristique des temps modernes pour plusieurs raisons; l'une, la plus importante sans doute, est d'ordre matériel, elle a trait à la constitution de ce marché mondial où tous les pays s'approvisionnent et que chacun alimente avec les produits qu'il fabrique à meilleur compte, d'où il résulte un naturel souci de connaître les moyens d'action, les méthodes et les besoins de ses voisins.

Mais d'autres facteurs intellectuels et moraux poussent dans le même sens, ils sont du reste en rapport avec le rayonnement économique; nous sommes de plus en plus sociables, de plus en plus instruits, notre curiosité, notre désir de savoir, de comprendre débordent nos frontières d'un bond, notre esprit franchit ces dernières et rien ne l'arrête plus, d'un continent il passe à l'autre ou, ralentissant son allure, il voltige comme un papillon sur les Etats, républiques ou monarchies, erre au-dessus des peuples de toutes couleurs sans se lasser. Où n'a-t-il pas été? Dites-le lui qu'il y coure!

Cette tendance existe : chez certains hommes elle est très forte. Parmi eux il y a des personnes instruites qui connaissent bien les langues vivantes et qui ont habité longtemps l'étranger; d'autres, riches, qui ont beaucoup voyagé; il y a aussi les hommes d'affaires qui ont ce qu'on appelle la « bougeotte »; toujours en chemin de fer et sur le bateau, ils passent leur vie à se déplacer; d'abord la nécessité les y oblige, puis ils le font par manie. Comme l'alcool, le mouvement grise.

Ce sont là toutefois des cas exceptionnels, et, pour

la moyenne des hommes il n'y a pas à prévoir un développement de l'internationalisation qui soit de nature à saper les fondements sur lesquels on a vu les sociétés reposer jusqu'à ce jour.

Affirmation superflue, diront quelques-uns. Hélas! non. Sur ces questions nous déraillons depuis longtemps, nous sommes abrutis, si l'on peut dire, par le romantisme social; le mot n'est pas trop fort, si l'on songe qu'un grand nombre de nos concitoyens croient naïvement à la venue d'un monde extraordinaire qui ne ressemblera à aucun autre. Quand tombera-t-il du ciel? Cette année-ci ou la prochaine? Les politiciens ne peuvent pas dire, ils sont trop scrupuleux, mais, comme ils garantissent l'heureux événement, renommons-les.

En attendant, au lieu de la société merveilleuse retardée pour quelque temps encore — mon Dieu! que ces ajournements sont énervants! — il nous arrive la guerre, à laquelle on ne s'attendait pas. Comment, la guerre? Mais puisque c'était fini et qu'il ne devait plus y en avoir? Eh! oui, mais c'est la faute au kaiser, il a voulu la guerre, alors il a fallu la faire; mais cette fois, c'est la dernière, et si tous les peuples se massacrent, c'est pour supprimer les frontières et fonder ensemble une vraie République, où chacun embrassera son voisin jusqu'à la consommation des siècles. Ah! très bien.

V

Théories dissolvantes

Internationalisme! ce mot exprime une tendance qui répond au progrès, aussi longtemps qu'elle ne sort pas d'une zone où elle peut à bon droit se déployer. Veut-on la pousser plus loin, on tombe dans l'irréel ou le fantastique ; c'est notre cas depuis trente ans.

Comme les idées sont les reflets des choses matérielles qui sont unies les unes aux autres dans de certaines proportions, il n'est pas possible de les grossir arbitrairement, ou bien elles n'expriment rien de véritable et sont des rêves d'artistes, des paradoxes de précieux, des élucubrations d'esprits faux, voire des divagations d'aliénés.

On appelle fou l'homme qui poursuit une idée fixe, et l'idée fixe est celle qui remplit la conscience et qui n'est pas perçue dans ses rapports avec les autres. Il y a des fous complets, des demi-fous, des quarts de fous. Tous nos regrets de vous choquer, peut-être, lecteur, mais comme nous marchions, avant la guerre, sur des idées sans valeur, il faut bien reconnaître que nous n'étions pas tout à fait sains d'esprit.

Les idées sont faites pour mesurer les réalités et reproduire leurs proportions, aussi leurs dimensions sont-elles variables : elles peuvent s'exprimer en mètres, en centimètres, en millimètres. De cela nous n'avons cure en France : une idée nous plaît?

Nous l'agrandissons, nous l'amplifions. Est-elle vraie, est-elle fausse à cette échelle? Mon Dieu, nous n'en savons rien et puis nous ne comprenons guère ce mot-là. Au fond, nous avons la conviction qu'on peut réaliser toutes les idées, quand elles sont acceptées par la majorité; curieux état d'esprit, n'est-ce pas?

Les idées extrêmes se développent dans les milieux populaires où l'on ne connaît pas les réalités : on est crédule dans la mesure où l'on est ignorant. Ayant pour unique lecture des articles de journaux qui ne sont pas écrits pour l'instruire, mais pour le distraire et le flatter, voyant à peine la surface des choses et n'ayant aucune connaissance des ressorts cachés qui font mouvoir le monde, le peuple est un enfant; les gens au pouvoir ne le regardent pas autrement, quoiqu'ils lui témoignent autant de condescendance qu'il en faut pour le faire marcher. Quant à rectifier ses erreurs, aucun d'eux n'y songe; ce serait une besogne ingrate et dangereuse à entreprendre, tandis qu'il est si fructueux d'en vivre. O peuple français, si droit et si brave, que n'abat pas la mitraille, comme ils se trompent ceux qui croient que tu crains la vérité!

Depuis longtemps on appelle chez nous aller à gauche exprimer des idées qui froissent les honnêtes gens. Vous vivez régulièrement selon la vieille manière qui consiste à respecter sa femme et à élever ses enfants soi-même? Vous êtes ridicule, pot-au-feu, bourgeois et ne comprenez rien à la morale nouvelle qui consiste à vivre sa vie; mais

tout se tient : vieux jeu dans vos mœurs, vous l'êtes aussi dans vos idées. Patriote, cocardier? Nous en étions sûr. Vous êtes complet. Oh! ce n'est pas votre faute : on vous a élevé dans des principes étroits qui ont déformé votre intelligence, étouffé vos instincts d'homme libre, etc... Vous ne sentez donc pas que le monde se transforme? Famille, nation, vous croyez encore à ces choses? Elles ont eu leur valeur autrefois; mais historiquement, scandez le mot, elles s'effritent, elles disparaissent. Nous allons vers d'autres mœurs : plus de contrainte, plus de discipline, plus de frontières, la liberté enfin, on fera ce qu'on voudra.

De telles idées sont un aimant pour les gens déséquilibrés, ou moralement tarés, qui sont en abondance dans la société. Ces derniers adhèrent avec allégresse à des théories qui transforment en supériorité l'inaptitude où ils sont à se conduire proprement. Dans cette atmosphère de dissolution, est-ce la crème de la population qui peut venir au pouvoir? Laissant de côté le point de vue moral, la doctrine elle-même est inintelligible : décomposer une société, faire fondre ses cadres et briser les ressorts de sa vie collective pour reconstituer avec ces éléments dissociés un organisme supérieur est une conception de dément. Dans quelques années, quand nous serons délivrés de cette idée saugrenue, il nous apparaîtra que pour internationaliser le monde, il faut commencer au contraire par constituer fortement les nations.

VI

Idées puériles

Le socialisme d'avant la guerre était une doctrine éminemment politicienne, affirmant les choses les plus contradictoires et si flottante, que chacun y trouvait ce qu'il voulait.

En même temps qu'il incitait à la révolte ceux qui travaillent et se plient à des règlements, ouvriers, cheminots, postiers, soldats, etc., au nom du principe de la liberté individuelle compris à la manière anarchiste, il entendait personnifier l'idéal d'une société prochaine, où tout allait être réglementé pour le bien commun.

Ou les mots n'ont pas de sens, ou plus d'organisation veut dire moins de liberté, car il va de soi que si chacun avait le droit d'agir à sa guise, il n'y a pas une œuvre collective qui tiendrait debout.

Incidemment aussi reconnaissons que c'était une drôle de façon de préparer les gens à jouer leur rôle dans une société bien ordonnée que de les habituer à désobéir d'une manière chronique. Par quel miracle des citoyens habitués à résister à toute contrainte pendant une génération seraient-ils devenus brusquement disciplinés?

On parlait aussi de la suppression des classes; or, organisation veut dire hiérarchie, subordination, inégalité des rôles : dans la production comme dans l'armée, il y a d'autant plus de grades que

l'œuvre est plus grande. Illogisme tout cela, par conséquent.

Internationalisme aussi, qu'entendait-on par ce mot? Ce qu'on voulait. Cependant la croyance la plus répandue chez les ouvriers était que les peuples devaient à un moment donné exproprier chez eux tous les possédants et qu'ayant mis la main sur leurs usines, leurs terres, etc., ils mettraient cet outillage en commun pour fonder une société nouvelle qui marcherait comme sur des roulettes; car les capitalistes une fois suprimés, il n'y aurait plus de querelles entre les nations, c'était évident, n'est-ce pas?

D'abord les nations, on allait les supprimer, et les races, on allait les mélanger. Livrés à eux-mêmes, les peuples sont bons, ils aiment la paix, la tranquillité. Quand ils seraient libérés de leurs gouvernants, Allemands, Français, Anglais, etc., s'entendraient comme des frères dans la grande famille humaine, Un cantique sur ce thème était chanté dans les congrès.

Il y a trente ans que notre peuple se nourrit de ces idées de « gosse ». Dans le parti socialiste, il y a des gens intelligents et cultivés. S'ils croient réellement à la possibilité de fusionner toutes les nations en une seule, ils doivent avoir la probité de faire connaître comment la chose se conçoit, car dans les milieux instruits des réalités, il n'y a pas une personne qui se représente un système de production des marchandises fonctionnant sans concurrence entre les peuples. De même, depuis que le monde existe, le progrès humain a résulté de la

lutte des nations, et modifier cela paraît aussi difficile que changer l'eau en vin.

Il n'y a pas de plus grand danger pour la démocratie que ces formules imprécises, élastiques, permettant toutes les gradations, en partant des plus raisonnables pour finir aux plus absurdes. Qui n'est internationaliste, si l'on entend par ce mot être partisan du rapprochement des peuples, désirer leur concorde, s'intéresser à leur histoire, à leurs progrès? Il faudrait bien retarder pour ne pas l'être, en un moment où les liens d'intérêt unissent les pays plus étroitement de jour en jour.

Tout le monde sympathise avec cette tendance, mais chacun la suit avec la connaissance qu'il a de la réalité. Le directeur de la production qui lutte avec ses concurrents étrangers apprécie nettement où commence la solidarité des nations et où elle finit; mais il n'en est pas de même de l'ouvrier qui ne connaît du mécanisme économique que sa machine ou son établi. Cette ignorance l'amène à croire aux choses les plus fantastiques. Il ne peut pas en être autrement. Songez aux illusions de l'enfant, du jeune homme. Trente ans après, il n'a plus les mêmes idées. Le peuple aussi, croyons-nous, après la guerre, aura changé d'opinion.

Le malheur est que nous avons beau savoir le peuple incompétent, ses sentiments nous mènent leur force nous entraîne et ses passions une fois déchaînées, personne ne se risque à leur barrer la route, ce serait trop dangereux : chacun suit la pente, les politiciens sont heureux qu'il y ait du « courant », ils l'exploitent, le captent et le conver-

tissent en places bien rétribuées; c'est leur métier du reste, ne leur demandons pas autre chose; les gouvernements, si tant est que nous en ayons, s'inclinent devant un mouvement d'idées qu'ils n'approuvent pas, pour rester au pouvoir; les intellectuels marchent dans le même sens; l'imitation, la suggestion jouent leur rôle, le vertige gagne tout le monde, c'est fini, l'on ne l'arrêtera plus. Il s'agit d'idées contraires au sens commun, les gens sérieux s'en rendent compte, mais on ne peut plus freiner. En route alors pour la culbute!

VII

La banqueroute socialiste

Toutes les discussions sont vaines devant les réalités : nous ne voulions pas la guerre et nous étions persuadés qu'elle n'aurait pas lieu; elle n'en est pas moins arrivée et nous dépensons aujourd'hui dix fois plus d'hommes et d'argent qu'il n'en aurait fallu, si nous avions été prêts en temps voulu. Encore est-il incroyable que nous sortions d'une aventure, où nous étions à peu près sûrs de sombrer, si les circonstances ne s'étaient pas combinées pour nous en tirer.

On ne peut pas dire que nous avons été surpris par l'Allemagne : après nous avoir provoqués, bousculés, injuriés pendant des années, celle-ci a prélevé chez elle un impôt extraordinaire pour nous faire la guerre et s'est armée publiquement pour nous envahir. A tous ces avertissements, nos partis

d'extrême gauche sont restés froids, ils étaient tellement sûrs que la guerre était impossible qu'ils stigmatisaient, comme nationalistes, ceux qui dénonçaient le péril allemand (voir les discussions de cette époque à la Chambre et dans les journaux).

Nous avions une confiance absolue dans les socialdémocrates. Ah! ceux-là, c'étaient des lapins. Détenteurs de la doctrine marxiste, qui était la vérité même, organisés, disciplinés, comme nous n'avions pas su l'être, nous nous disions : que le kaiser se frotte à eux, il verra ce qu'il en coûte de marcher contre les Kautsky, les Bernstein, les Auer, les Scheidemann, etc.! Quels jobards nous étions, n'est-ce pas?

Depuis quarante ans, nous étions convaincus que les nations allaient disparaître, alors qu'elles se renforçaient dans tous les pays du monde. L'histoire était là cependant pour nous ouvrir les yeux. En 1890 et 1897, les Etats-Unis protégeaient leur industrie par des droits très élevés, en 1891 la Russie faisait de même, l'Autriche et l'Allemagne marchaient dans la même voie depuis 1878 et 1879, la France relevait aussi ses droits en 1885, 1887 et 1892; même politique en Espagne, en Italie, en Suède, en Norvège, etc. A cause de sa situation spéciale et aussi de ses préjugés, l'Angleterre n'avait pas recours aux mêmes moyens pour se défendre, mais elle fondait l'impérialisme et prenait le Transvaal.

Quand tous les faits marchent dans une direction, c'est une chose vaine de dire qu'ils ont tort; et qui

le disait, au surplus? Des gens qualifiés? Non. Des intellectuels déclassés, des politiciens arrivistes ou de braves travailleurs à l'esprit simple, ignorant l'*a b c* des conditions qui font vivre les peuples.

Il est difficile de se tromper plus complétement que notre vieux socialisme. On peut dire que les faits le giflent de tous les côtés. Pas moyen pour lui de s'en tirer. En politique, ordinairement, il est rare qu'on ait tort si complétement qu'on ne puisse plus discutailler, mais ici, comment épiloguer? Ce qui arrive est juste le contraire de ce qu'on a prédit.

Spectacle effarant, quand on y songe. Tous ces socialistes qui ne croyaient pas à la patrie se battent aujourd'hui pour la défendre. Dans le but de se mettre à couvert, leurs meneurs leur disent, il est vrai, qu'ils le font pour des raisons spéciales et pour des mobiles à eux, qui ne sont pas ceux des autres, mais bêtises, cela : depuis que le monde existe, l'homme sacrifie sa vie pour défendre son sol et sa race, et les poilus socialistes ont les mêmes sentiments que les Grecs ou les Romains luttant contre l'invasion. Ce sont les mêmes passions, les mêmes instincts qui vibrent en eux. Nos sophismes, nos stupidités logiques ne peuvent rien contre la nature humaine que des milliers d'années d'épreuves ont contribué à former; elle se retrouve en toute circonstance semblable à elle-même avec ses petitesses et ses grandeurs, avec ses tares et ses vertus, elle se nourrit aux mêmes racines, elle obéit aux mêmes besoins. Les aspects de la civilisation changent, ce que nous appelons les idées se modi-

fient, mais le cœur de l'homme est le même aujourd'hui qu'il y a mille ans.

Ce qui est fâcheux pour le vieux socialisme, c'est qu'il n'a pas l'espoir de prendre une revanche et qu'il aura plus tort encore dans l'avenir que dans le présent. L'avenir, nous entendons par là les années qui vont suivre, disons pour fixer les idées un quart de siècle. C'est dans cet intervalle qu'il est possible aux hommes d'Etat de se livrer à des prévisions, de réaliser un plan, de poursuivre un programme; au delà, personne ne sait ce qui peut arriver.

L'avenir lointain, nul ne le connaît, par la force des choses il nous échappe; ne pouvant le comprendre ou le préparer que d'une manière extrêmement vague, ce n'est pas à nous qu'il incombe de s'en occuper, mais aux générations qui suivront. Chacune a sa tâche, et nous avons la nôtre qui consiste à résoudre les problèmes des temps où nous vivons.

C'est une duperie de dire au peuple qu'il doit sacrifier ses intérêts pour aider à la création d'une société mirifique, appelée à fleurir dans cinquante ans d'ici. Le moindre grain de mil dans le présent vaut mieux pour lui que cet imaginaire eldorado; et qu'ils le veuillent ou non, les vieux socialistes doivent se résigner à voir les événements leur donner tort, parce qu'il n'y aura pas d'autre idée en France après la guerre que de relever la nation.

VIII

Le péril de demain

A l'issue de cette guerre sans précédent, on envisage un remaniement important de la carte européenne; il aura lieu sans doute, mais sera-t-il définitif et valable éternellement pour les nations? Celles-ci renonceront-elles à s'opposer les unes aux autres? Chassons de notre esprit cette illusion.

En rectifiant les frontières, on donnera seulement de nouvelles cartes aux partenaires : à ce moment, les uns auront plus d'atouts dans leur jeu, les autres en auront moins, et la partie continuera comme avant.

Comme avant, chaque pays devra travailler pour produire aussi bien que ses voisins; comme avant, chaque pays sera tenu d'améliorer ses procédés pour garder son rang sur le marché mondial; comme avant, le pays qui ne fera pas d'effort verra décroître sa puissance. On tenterait vainement de résister à cette loi : il faut lui obéir ou mourir.

Assez de bêtises : aucun privilège, aucun droit, aucune existence ne peuvent être assurés aux nations par un statut éternel. De telles prétentions sont futiles et contraires à la vie qui nous enseigne que les peuples doivent lutter sans cesse pour garder leur place.

Nous savons ce qui arrive, quand on fonctionnarise les hommes, en les fixant dans leurs emplois : ils cessent de travailler, et leurs qualités

s'atrophient. De même le monde pourrirait, si l'on fonctionnarisait les nations.

On parle d'instituer un tribunal qui délimitera leurs frontières. Celles-ci seront fixées pour toujours : chaque peuple aura droit à son territoire, qu'il travaille ou se relâche, que sa population soit grande ou petite, etc... Laissez-nous tranquilles avec ces rêveries.

Quand même elles seraient « démocratiques », elles nous irritent par leur fausseté; nous n'en voulons plus, nous savons ce qu'il en coûte de croire à ces chimères, qu'elles viennent de La Haye ou d'ailleurs. Si dure que soit la vérité, mieux vaut la regarder en face : l'effort est une nécessité qu'on ne peut éluder, la loi naturelle dit à tout être, à tout peuple, à toute société : combats ou tu périras.

La lutte économique s'annonce de tous les côtés. Les Allemands, battus, resteront des concurrents dangereux. Nous pouvons leur imposer un gros tribut de guerre, mais il n'est pas en notre pouvoir de leur retirer leur intelligence industrielle, ni de diminuer la foi qu'ils ont dans leurs méthodes, auxquelles ils croiront d'autant plus fermement que grâce à elles ils auront pu résister pendant longtemps à la coalition des plus grandes nations.

En Angleterre, en Italie, il se prépare un développement économique intense. Ces pays seront amis, dit-on. Sans doute. Aussi procéderons-nous avec eux à des conventions équitables; on a parlé d'un état de coopération qui s'établirait entre eux après la guerre; cette situation existera peut-être provisoirement pour répondre à des nécessités mo-

mentanées, mais on a peine à croire qu'elle puisse durer, parce que les industries des Etats alliés ont des intérêts divergents.

Raisonnons droit, au surplus. Si favorables que soient nos accords avec ces pays, ils n'empêcheront pas la concurrence de jouer sur les bases que nous aurons choisies. Si les manufacturiers anglais sont à même de nous vendre des tissus à des prix avantageux, tout en payant les droits qui leur sont imposés, notre industrie périclitera, sans que nous soyons en droit de rien reprocher à nos alliés. A nous de travailler, d'améliorer nos procédés, de réduire nos prix de revient, personne ne peut le faire à notre place.

Le salut du pays dépend de la question de savoir s'il trouvera des hommes d'Etat pour le diriger dans les voies où il doit s'engager, et qui sont toutes nouvelles pour lui. Ceux-ci doivent comprendre que nous entrons dans une ère de grande industrialisation, où tous les peuples vont lutter pour développer leurs moyens techniques.

Des transformations immenses se préparent, des Etats, jusqu'ici peu importants ou presque inexistants industriellement, sont appelés à devenir des producteurs formidables; c'est un avenir qu'on peut pressentir, parce qu'on connaît l'importance de leurs ressources.

Pour cette raison, la concurrence entre les peuples doit s'accentuer et, la guerre terminée, nous aurons tout juste le temps de préparer notre relèvement, si nous ne voulons pas être étouffés par des rivaux plus modernes.

Dans le domaine de la production comme dans celui de la politique, il faut prévoir assez longtemps à l'avance. Aussi n'est-il pas trop tôt pour envisager les grands bouleversements économiques auxquels tous les gens compétents savent que nous allons assister dans les vingt ans qui vont suivre.

IX

Le mythe de la diplomatie populaire

On reparle d'abolir la diplomatie secrète, laissant entendre que les guerres n'auraient pas lieu, si les tractations des peuples se faisaient au grand jour et s'il était donné à ces derniers d'intervenir dans les négociations, sinon directement, au moins par l'entremise de leurs représentants au Parlement.

Flagornerie de laisser croire à l'électeur, qu'on interroge déjà sur toutes sortes de questions, militaires, économiques, administratives, financières, étrangères à sa compétence; qu'il est à même de conduire aussi sa politique étrangère en connaissance de cause.

Autre flatterie de dire aux peuples qu'ils sont foncièrement pacifiques et ne se disputeraient jamais, s'il n'y avait pas de mauvais gouvernements, pour semer entre eux les divisions.

Quand en finirons-nous avec ces inepties? Les peuples appartiennent à des races, ils ont leurs qualités, leurs défauts, comme les individus; il y en a de doux, de méchants, de francs, de rusés, de bons, de vicieux.

Si les peuples négociaient entre eux directement, leurs relations ne seraient pas plus sincères ou plus exemptes d'arrière-pensée qu'elles ne le sont sous la conduite des diplomates. Nous sommes payés pour le savoir, puisque les socialistes allemands ont berné les nôtres pendant vingt ans par de fausses promesses. Ils ne changeront pas de peau, cela va sans dire, après la guerre. Un escroc ne devient pas honnête. Ces choses-là se voient dans les romans, mais pas dans la vie.

La diplomatie conduite par les peuples ou leurs représentants, la jolie chose que cela serait! On peut s'en douter en voyant la crédulité des socialistes qui sont prêts à se contenter d'une déclaration du peuple allemand qu'il respectera désormais le droit des nations, pour oublier qu'il s'est emparé d'une partie de notre pays, de la Belgique, de la Serbie, qui a tué les meilleurs de nos hommes, violé nos femmes, mutilé nos enfants, détruit nos propriétés.

Allons, veuillons, un bon mouvement, un petit mot pour dire seulement que vous ne le ferez plus, que c'est la faute au méchant kaiser, que vous serez très doux, très gentils dans l'avenir, allons vite, dépêchez-vous, pour que l'incident soit clos et qu'on ne parle plus de cette vilaine affaire!

L'examen des réalités mène à des conclusions bien différentes de celles que préconise le vieux socialisme. Le développement des relations économique détermine une extension croissante des rivalités des peuples et fait surgir une foule de questions spéciales, dont il est impossible aux citoyens

ordinaires de comprendre la portée. Loin d'accroître le domaine de l'incompétence, il faut de toute nécessité le diminuer.

X

Le socialisme et la nation

Tandis que nous étions occupés consciencieusement à tuer l'idée nationale, en poussant à l'extrême des arguments qu'on nous avait passés de l'autre côté du Rhin, une évolution inverse se produisait chez nos inspirateurs, les socialistes allemands.

Dans un ouvrage intitulé *Le Socialisme théorique et la Social-Démocratie pratique,* paru en 1900, Edouard Bernstein formulait les principes nouveaux, qui devaient guider son parti. Il convient de citer quelques-unes de ses affirmations, parce qu'elles sont de nature à faire voir aux socialistes français qu'ils n'étaient pas dans la bonne voie, quand ils croyaient avoir le même idéal que les travailleurs germaniques, et aussi pour la raison que les idées de Bernstein étaient justes, sensées, et constituaient un premier pas dans la transformation qui doit amener le socialisme à renoncer à des principes surannés, pour s'adapter aux réalités qu'il a méconnues jusqu'ici.

Citant la phrase légendaire « le prolétariat n'a pas de patrie », Bernstein dit qu'on l'a mal comprise, en l'appliquant aux ouvriers modernes, alors qu'elle visait seulement ceux de l'année 1848, qui

étaient exclus de la vie politique. La théorie de Bernstein est que les ouvriers ont une patrie, dans la mesure où ils sont des citoyens. Or, dans l'Etat et la commune moderne, les ouvriers sont les égaux des autres habitants, ils détiennent avec eux les biens communs de la nation : la collectivité instruit leurs enfants, elle veille sur leur hygiène, etc.

Bernstein poursuit : on parle beaucoup de la conquête du pouvoir politique par la social-démocratie; étant donnée la force que celle-ci a acquise, il n'est pas impossible qu'elle soit appelée à jouer prochainement un rôle décisif en Allemagne. En ce cas la social-démocratie sera tenue d'être *nationale* (souligné dans le texte), si du moins elle tient à garder le pouvoir, ou bien, en d'autres mots, elle devra confirmer sa capacité de parti dirigeant — de classe dirigeante (*sic*) — en se montrant à même de prendre en main, avec la même décision, les intérêts de classe et l'intérêt national.

Citons encore : c'est dans le cas seulement où la social-démocratie se bornerait à faire de la propagande doctrinaire, en limitant l'expérimentation socialiste pratique, qu'elle pourrait s'obstiner dans une attitude purement critique vis-à-vis des questions politico-nationales (ce qui veut dire en français : on est antinational dans l'opposition, mais on ne peut pas l'être au pouvoir)...

L'action politique, comme telle, ajoute le théoricien allemand, constitue déjà une compromission, elle oblige à prendre des mesures qui ne sont pas toujours socialistes. Petit à petit, le *national* deviendra aussi socialiste... N'avons-nous pas dès main-

tenant, dans certains Etats démocratiques, des socialistes qui aiment à se dire nationalistes, et qui parlent sans hésitation de la nationalisation du sol, du sous-sol, etc., au lieu de s'en tenir au mot de socialisation qui est beaucoup plus vague et qui constitue plutôt un pis aller qu'un perfectionnement de l'expression première?

Il est vrai, fait observer Bernstein, que la social-démocratie n'est pas encore au pouvoir, mais elle occupe une situation qui lui crée des devoirs, elle a voix au chapitre, et le gouvernement tient compte de son attitude; par exemple, il y regarderait à deux fois, avant de commencer une guerre qui aurait la social-démocratie comme adversaire décidée (*sic*). Dès maintenant rien n'oblige la social-démocratie à renoncer à la sauvegarde des intérêts allemands. Que des chauvins anglais, français ou russes s'en formalisent, peu lui importe... L'internationalisme ne peut pas être une raison d'abdication servile en face des prétentions des intéressés étrangers. D'ailleurs une attitude ferme peut souvent faire plus pour le maintien de la paix que des concessions sans fin; aussi faut-il regarder comme légitime la préoccupation du gouvernement allemand de dire son mot dans les questions de politique extérieure.

A titre d'exemple, Bernstein félicite les hommes d'Etat allemands d'avoir mis la main sur le golfe de Kiao-Tchéou. L'Allemagne ne peut pas laisser la Chine sous la dépendance de la Russie ou devenir la proie d'autres nations. En occupant Kiao-Tchéou, elle prend une mesure qui garantit ses intérêts futurs, et la social-démocratie peut l'ap-

prouver sans rien faire qui soit contraire à ses principes.

On combat de même la politique coloniale, parce qu'elle s'inspire du chauvinisme. « Cependant, l'avenir a des droits sur nous. Si nous tenons compte du fait que l'Allemagne importe chaque année de grandes quantités de produits coloniaux, nous sommes bien obligés de nous dire aussi qu'un jour viendra peut-être où il sera désirable de pouvoir faire venir une partie de ces produits de nos propres colonies... S'il n'est pas condamnable d'utiliser les produits des plantations tropicales, peut-il l'être d'administrer ces plantations soi-même?... Il n'est pas obligatoire que l'occupation de pays tropicaux par les Européens nuise au bonheur des indigènes. Au surplus, la civilisation supérieure a en dernier ressort des droits supérieurs, et ce n'est pas la conquête, mais l'exploitation du sol, qui crée le titre juridico-historique à son utilisation. »

Ces lignes ont été écrites en 1900, et nous ne sommes pas assez au courant des tendances qui régnaient dans le peuple allemand à cette époque pour être à même de décider si Bernstein était, en les rédigeant, le précurseur courageux qui combat les préjugés de son milieu ou l'interprète éclairé qui traduit le sentiment populaire. Il était probablement l'un et l'autre, quand il sonnait le glas du vieux socialisme antinational, que quatorze ans plus tard la guerre devait enterrer, comme elle ensevelit les hommes par milliers dans les tranchées...

L'IDÉOLOGIE POLITICIENNE

I

Pour tuer un peuple

Quand le socialisme devint marxiste, on le baptisa de scientifique et l'on tint pour certain qu'il était sorti de l'ère de l'utopie pour entrer dans celle de l'observation exacte. S'appuyant sur des lois naturelles rigoureusement constatées et présentant la même certitude que la physique et la chimie, le socialisme devait marcher en avant avec l'irrésistible élan de la vérité.

Sincère au début, le mouvement dévia par la suite, mais il était, il y a vingt ans encore, dans cette période naïve où les jeunes étudiants y brûlaient leur raison, comme les papillons flambent leurs ailes à la chandelle. De tels souvenirs éveillent un peu d'attendrissement chez ceux qui sont d'âge à les avoir, parce qu'il est toujours beau d'être croyant ou enthousiaste; cependant, on ne peut les remuer bien longtemps, non plus, sans éprouver un sentiment inverse et sans en venir à

la conclusion que s'il y a des procédés variés pour en finir avec un peuple, comme ceux qui consistent à l'alcooliser, à le ruiner, à le démembrer, le moyen de le tuer le plus sûr de tous est encore de lui inoculer de fausses idées.

Pour que celles-ci se répandent, il est nécessaire que des hommes de talent les condensent en des formules claires, limpides, saisissantes et telles, que chacun soit à même de les comprendre sans effort et de les repasser au voisin. Une fois créés, ces clichés font leur chemin à travers les cerveaux des foules, comme un virus s'insinue dans le corps humain. Ensuite il y en a pour longtemps, car le peuple ne peut plus réfléchir, ni observer, sans être influencé par les sophismes avec lesquels on a contaminé son esprit, et pour s'en défaire il devra passer par des bouleversements douloureux.

Le marxisme devait changer l'humanité de fond en comble : en même temps qu'il détruisait la propriété comme entrée de jeu, pour se faire la main, il démolissait la famille et la nation qui n'étaient plus des choses à conserver ; on l'affirmait du moins au quartier Latin, à la terrasse des cafés. Le marxisme était la doctrine la plus révolutionnaire de toutes — comme on faisait rouler les *r* en prononçant ce mot !

De jeunes potaches qui venaient de quitter leurs parents soutenaient doctoralement les aberrations suivantes : le patron ne faisait rien à l'usine que de voler ses ouvriers, il fallait donc s'en débarrasser au plus tôt ; la famille actuelle était une chose immorale, le mariage était une institution vieux jeu,

plus de lien durable entre les hommes et les femmes, et s'il y a des enfants, c'est l'Etat qui les élèvera; la patrie était une invention des possédants, de frontières il n'en fallait pas, les peuples mettraient leurs ressources en commun et chacun puiserait dans la masse...

Tout devait être supprimé pour commencer, on était d'accord sur ce point, mais pour réédifier on s'entendait moins. Les collectivistes voulaient rémunérer chacun selon son effort, mais les communistes entendaient que chacun consommât selon ses besoins et les deux clans se tenaient à distance comme des gens que sépare un abîme.

Au point de vue sexuel, l'absolue liberté des rapports était l'idéal, mais il se posait un problème troublant, celui des bossus. Vous ne comprenez pas? Eh bien! les bossus, comment feraient-ils? Est-ce qu'ils n'auraient pas de jolies femmes, eux aussi? Il serait injuste qu'il en fût autrement, car tout le monde a les mêmes droits, n'est-ce pas?

D'autres disaient : les ouvriers, ce sont encore des bourgeois, il faut chercher le pivot de la société future dans la classe la plus basse; les seuls gens intéressants, ce sont les gueux, les va-nu-pieds, les vagabonds, les nègres exploités dans les colonies; c'était la doctrine du lumpen-prolétariat, du prolétariat en haillons, que les Soviets ont mise en action, on sait avec quel succès, depuis.

Générosité, bonté, sentimentalité, dans certains cas, oui, mais plus souvent bêtise intellectuelle, déliquescence, arrivisme aussi : parmi ces apparents enthousiastes, que de gens froids ont su mener

leur barque! Vingt ans ont passé, la société est restée la même, mais combien a changé la situation de nos idéalistes! Ils occupent les meilleures places de l'Etat, et le pays, qui n'a pas travaillé et qui ne s'est pas plié aux nécessités sous l'influence de leurs promesses illusoires, doit payer les pots cassés...

Arrivons à ces constatations : tandis que le socialisme veut organiser la société, c'est-à-dire introduire dans celle-ci la cohésion, l'ordre, l'harmonie que l'individualisme n'y fait pas pénétrer, son action véritable a consisté à la désagréger et à la troubler. Au lieu de modérer les antagonismes et de les concilier, il s'est employé à les attiser, il a cultivé le désordre, l'émiettement, le conflit et s'est comporté comme un dissolvant à l'égard de nos institutions fondamentales : l'Etat, l'administration, l'armée, l'industrie, etc. Grand et noble dans son but, notre socialisme a donc été jusqu'à ce jour antisocial et, ne s'étant pas compris lui-même, il n'a pas réalisé sa destinée.

II

La folie du droit

Pas de guerre économique, ont proclamé solennellement les socialistes des pays neutres dans une conférence à La Haye. Constatant que les nations belligérantes ont l'intention de suivre après la guerre une politique tendant à développer systématiquement les relations économiques des uns au

détriment des autres (*sic*) et rendant hommage à l'attitude du groupe socialiste de France qui s'est prononcé nettement et promptement contre cette politique (*sic*), la conférence a exprimé l'avis que la classe ouvrière devait imposer à ses gouvernants un système national fondé sur le libre-échange pour tous les pays, leurs colonies et protectorats, ainsi que sur la liberté des mers.

Le parti socialiste français est-il partisan du libre-échange après la guerre? Nous doutons, pour notre compte, qu'il aille aussi loin dans l'absurde, mais il est vrai qu'il parle obscurément de maintenir l'indépendance économique de l'Allemagne, sans dire ce qu'il entend par ce mot malheureux qui blesse nos sentiments et en même temps notre raison, parce qu'il exprime à nouveau le préjugé stupide qui décompose notre pays et nos institutions. En effet, on en revient toujours là : dans les doctrines soi-disant avancées, il y a des points qui ne s'accordent pas avec les réalités et nous devons les sacrifier délibérément, ou nous serons débordés par les événements.

Nous avons la monomanie du droit. A vrai dire celui de l'homme sain et honnête qui serait le plus important à protéger nous intéresse médiocrement, mais parlez-nous du droit des gens timbrés, dégradés, tarés, comme nous vibrons sur ce sujet passionnant!

Il y a le droit de la prostituée : est-il juste de la mettre en carte? N'est-elle pas citoyenne, n'a-t-elle pas le droit de circuler et de faire son commerce comme tout le monde? Palpitante question.

Il y a le droit du voleur et du souteneur : il a purgé sa peine, il est redevenu un homme comme les autres et vous l'envoyez servir en Afrique! Nous protestons, c'est injuste.

Il y a le droit de l'assassin : Vous voulez lui couper le cou, c'est scandaleux. Ce malheureux aurait-il tué, s'il avait été millionnaire à son berceau? Evidemment non. Vous voyez bien que la société est responsable.

Il y a le droit du débitant à vendre son poison, le droit du buveur à s'enivrer, le droit du journaliste à salir n'importe quel homme dans sa vie privée, il y a comme cela des quantités de droits nouveaux, intéressants à dégager, auxquels on ne pensait pas autrefois et qui sont au rang des plus belles découvertes des temps modernes.

Un de nos principes est qu'il faut adoucir la répression, parce que tout homme qui se conduit mal est une victime ou un malade. Comme il n'y aura plus de crime, quand nos institutions seront bien faites, le mieux est d'être clément en attendant un événement qui ne peut guère tarder. Un homme est condamné sans preuves absolument certaines. Aussitôt nous sommes prêts à rendre tout le mécanisme de la justice inopérant pour empêcher le retour de ce cas exceptionnel, parce que mille criminels en liberté comptent moins pour nous qu'un innocent en prison.

C'est très bien, mais il y a le revers de la médaille. Cette politique humanitaire, indulgente et généreuse est-elle bonne pour la nation, élève-t-elle son niveau moral, diminue-t-elle sa criminalité, lui

permet-elle de prospérer? Quand on oriente son pays d'après une certaine ligne de conduite, on doit se demander ce qu'il en adviendra, pour lui, dix ans, vingt ans, trente ans plus tard, et si l'on n'a pas cette préoccupation, on est déraisonnable, on est fou. Qui pourtant s'occupe chez nous de ce côté de la question, qui le suppute, qui s'efforce de prévoir honnêtement sa répercussion? En matière de finances, il faut équilibrer les dépenses et les recettes ou l'on fait faillite, et dans le domaine moral les droits et les obligations doivent se compenser ou la société pourrit.

Pour les Allemands, c'est la même chose. Ils ont commis des crimes abominables, tué des millions d'hommes, massacré des civils, violé des femmes, etc. Oui, mais est-ce absolument de leur faute? Il y a peut-être des circonstances atténuantes : l'éducation, un mauvais gouvernement; ces pauvres gens, ils n'étaient pas en république, ils ont été trompés, etc., etc.

Mais si nous laissons l'indépendance aux Allemands, que va-t-il arriver? Pourrons-nous lutter avec eux par la suite, et quelle sera leur situation, quelle sera la nôtre dans plusieurs années? Avons-nous des idées claires sur ce point?

Ma foi non, pour dire la vérité, mais la chose est secondaire à nos yeux, car le droit avant tout, vous comprenez.

III

Le sophisme du libre-échange

Toutes les fois qu'on creuse un peu ces vieilles idées socialistes que d'aucuns ont l'illusion encore de conserver intactes, on trouve au fond des affirmations sans consistance, des pensées inintelligibles ou contradictoires et, trop souvent, il faut l'avouer, des puérilités. Il est humiliant d'avoir à reconnaître que nous donnons le nom de démocratique à des manières de voir qui ne supportent pas l'examen des gens habitués à observer et à raisonner.

Il fut un temps où la fortune ou la ruine des Français dépendaient de la question de savoir s'ils croyaient la grâce nécessaire pour aller au ciel et nous écarquillons les yeux aujourd'hui, quand on nous dit que cette situation a existé. Cependant nous sommes les dignes continuateurs des jansénistes et des jésuites, les dogmes ont changé, mais pour l'intolérance et la crédulité nous n'avons rien à envier à nos devanciers.

Avant la guerre quiconque ne récitait pas le *credo* populaire devait abandonner l'espoir d'entrer dans le paradis politique. Tout de même, une fois au pouvoir et placés devant les réalités, nos gouvernants étaient obligés de constater intérieurement qu'il n'y avait rien de vrai dans les théories abêtissantes dont ils s'étaient servis pour arriver, et les nécessités de l'action les contraignaient à les trahir ou à leur résister d'une manière sournoise; mais

comme ils étaient tenus d'avoir l'air d'y croire, sous peine de perdre leur place, force leur était de leur faire à chaque instant des concessions.

A quelles ruses il a fallu procéder pour étendre notre domaine colonial, que d'habiletés ont été nécessaires pour augmenter un peu nos moyens militaires! Quant à développer la production, c'était la plus vaine des tâches. Pensez-y. Toute mesure prise dans cet ordre d'idées était utile aux ouvriers, mais elle favorisait aussi les patrons, et c'était assez pour qu'on n'en voulût pas!

Pour pratiquer une politique nationale, il fallait avoir le peuple avec soi, mais on n'a rien fait pour l'instruire. Au contraire, chacun a pris la situation comme elle était et s'en est servi pour ses besoins. Les députés voulaient repasser aux élections, les ministres entendaient garder leur portefeuille, les grands journaux travaillaient à maintenir leur tirage en suivant la foule, et tous étaient bons démocrates ou croyaient l'être, car il était « réactionnaire » en ce temps-là de dire la vérité au peuple.

Hypocrisie, car l'idéal démocratique n'est pas en danger et nul n'y veut toucher, mais les moyens à employer pour le faire passer dans les faits sont susceptibles d'être discutés et valent en définitive selon l'expérience. Si pour servir des aspirations justes nous usons de procédés défectueux, faute d'être renseignés exactement sur les réalités, il est de notre devoir de rectifier notre tir, ou bien alors ne parlons plus de notre idéal, car au lieu d'être son serviteur nous devenons son ennemi, si nous sommes l'obstacle à sa réalisation.

Voyez où nous en sommes. Des militants socialistes disent solennellement aux ouvriers qu'il ne faut pas de guerre économique entre les nations, quand la paix sera conclue, mais la guerre économique est le fait qui domine le monde depuis qu'il existe un marché mondial, elle constitue le régime sous lequel la civilisation moderne s'est développée. A moins que les Etats ne cessent d'exporter et ne s'enferment chacun chez eux, hypothèse folle à imaginer, il faut qu'ils entrent en concurrence. Si les vieux socialistes ont découvert un moyen de supprimer ce mécanisme, qu'ils le fassent connaître et qu'ils nous disent aussi comment on peut empêcher la pluie de tomber...

Le plus abracadabrant de leur part est de préconiser le libre-échange comme un remède à la guerre économique, alors qu'il est une forme de lutte si brutale que presque toutes les nations la fuient aujourd'hui. Le libre échange, si l'on peut dire, c'est la guerre de mouvements. Avec lui, les nations les plus faibles sont envahies brusquement, sans pouvoir se défendre et sans avoir le temps de s'outiller, par un flot de produits qui les inondent; occupées ensuite économiquement par l'ennemi, elles ne peuvent plus recouvrer leur liberté. Le protectionnisme, dirons-nous en suivant la même image, c'est la guerre de tranchées; on ne peut s'en tenir à elle exclusivement, parce qu'elle favorise trop l'inertie des producteurs, mais sans elle il n'est pas possible à ces derniers de s'organiser.

Dans la préparation des matières colorantes où les Allemands ont une grande avance, les hommes

compétents font valoir que si nous n'instituons pas un droit de 50 0/0 pour protéger ces produits, il est vain de les fabriquer chez nous et l'on peut dire généralement, en considérant les prix de revient auxquels sont descendus les Allemands par l'emploi des méthodes modernes, avec lesquelles nous sommes peu familiarisés, que si nos ennemis étaient libres d'importer leurs marchandises sur notre territoire, en un rien de temps ils nous auraient asservis, subjugués...

IV

Questions modernes

Libre échange intégral pour tous les pays, leurs colonies et protectorats, telle est la formule à laquelle se sont ralliés les socialistes des Etats neutres, en disant qu'elle était approuvée par les ouvriers français. Dans son rapport, le citoyen Wibant, échevin d'Amsterdam, a déclaré que le prolétariat se prononçait contre le protectionnisme, parce que ce dernier aboutissait à la guerre économique et desservait par conséquent la cause de la paix. Il y a plus d'erreurs que de mots dans ces affirmations.

Première méprise : il n'est plus possible d'être libre-échangiste ou protectionniste d'une manière absolue, comme on l'était autrefois; on est les deux et l'on penche d'un côté ou de l'autre selon des circonstances qui varient sensiblement en peu de temps, car les choses vont si vite, à l'époque où

nous sommes, que les conditions industrielles et commerciales deviennent différentes en quelques années.

Le critérium de la politique économique est l'intérêt national, et on ne peut lui en substituer un autre sans tomber dans l'utopie : nous ne sommes pas « humains » au point de regarder la civilisation comme un bloc et d'être indifférents à la question de savoir si notre pays gagne ou perd sur ses voisins. N'insistons pas, c'est humiliant. Tant de sang versé, tant d'épreuves subies pour être libres, et nous laisserions ensuite l'ennemi nous envahir avec ses produits!

Le principe étant posé que l'Etat s'inspire de son intérêt et pas d'autre chose, les problèmes à trancher sont spéciaux pour chaque branche d'activité. Voyons les cas. Une industrie fonctionne dans des conditions défectueuses, mais elle est nécessaire à la sécurité du pays, par exemple l'industrie chimique : sans elle nous ne sommes pas à même de fabriquer nos explosifs; attaqués, nous ne pouvons nous défendre que si l'étranger consent à nous vendre et à nous livrer en quantité suffisante les produits qui sont aujourd'hui le nerf de la guerre, et, si la liberté des mers n'existe pas, nous sommes obligés de capituler. Une telle industrie, c'est évident, doit être soutenue.

Avec l'expérience moderne, cette notion s'élargit. Non seulement il n'est pas possible de laisser péricliter des manufactures indispensables à la guerre, mais on arrive à la conclusion que, pour être sûr du lendemain, un grand pays doit posséder sur son

sol les industries fondamentales : agriculture, industries textile, métallurgique, etc. Pour se soustraire à cette nécessité et rester un Etat de premier ordre, il faut avoir la maîtrise de la mer en entretenant une flotte immense, ce qui n'est permis qu'à l'Angleterre.

On dira peut-être : quelle sujétion! Alors, après la guerre, nous n'aurons pas la paix pour toujours; au lieu de nous laisser vivre, nous devrons rester encore aux aguets! Quelle vue décourageante! Au contraire, amis, quelle leçon tirez-vous des événements, si vous n'avez pas compris que, pour jouir de la paix, un pays doit être assez fort pour se défendre?

Il est vrai qu'on vous dit souvent qu'une fois battus, les Allemands cesseront d'être dangereux pour nous; mais de cela ne croyez rien. Si diminués qu'ils soient militairement, ils se relèveront. Ils ont une grande population qu'on ne peut exterminer; le caractère avide, ambitieux, dont ils font preuve depuis des siècles, ils ne le perdront pas, soyez-en sûr; pour les méthodes, pour l'organisation, pour l'instruction professionnelle, ils sont en avance de beaucoup d'années sur notre pays, qui peut le nier? Quand nous les aurons jetés par terre au moyen d'une coalition qui ne se reformera peut-être pas aussi facilement dans l'avenir, nous aurons une vingtaine d'années pour nous remettre en selle, et, si nous ne les utilisons pas, gare à nous!

Un pays qui n'a pas la suprématie maritime et ne produit pas sur son sol les denrées indispensables à sa vie courante, mène une existence précaire. Si

nous n'avions pas protégé notre agriculture, nous aurions peut-être acheté nos blés à meilleur marché à l'étranger; mais quelle serait notre fragilité, si nous dépendions en ce moment de lui pour notre pain quotidien!

Ce n'est pas seulement à cause de l'éventualité de la guerre, à laquelle les hommes d'Etat clairvoyants ont l'obligation de penser, qu'un pays doit avoir à cœur de posséder ses industries classiques; c'est aussi que le mouvement économique comporte une instabilité qui lui en fait un devoir. Par exemple : le continent américain est exportateur de blé, aussi longtemps qu'il n'a pas des habitants assez nombreux pour manger toutes les céréales qu'il produit, mais au fur et à mesure que sa population grandit, il dispose de moins en moins d'aliments à revendre aux autres pays. Par suite, une nation qui renoncerait à son agriculture, parce qu'elle peut se nourrir momentanément à meilleur compte en achetant à l'étranger, risquerait d'être trente ans plus tard en fâcheuse posture, si ces conditions n'existaient plus.

Cependant, ces questions de principe étant réglées, quand il s'agit de savoir dans quelle mesure une industrie doit être protégée pour se maintenir en vie et se développer, et dans quelle mesure elle ne doit pas l'être, au contraire, pour rester sous l'aiguillon de la concurrence qu'elle a besoin de sentir dans ses flancs pour améliorer ses méthodes, on entre dans des conditions d'espèces très difficiles à trancher pour le profane. Une telle détermination n'est possible que si l'on est à même de

connaître les conditions dans lesquelles fonctionnent véritablement les industries; cet examen, d'autre part, on ne peut y procéder sans le concours des gens de métier, et ces derniers, il faut l'avouer, sont un peu suspects, parce qu'ils ont tendance à demander une protection plus grande qu'il n'est nécessaire, d'où il résulte que si le droit de douane est indispensable dans la plupart des cas, son dosage est par contre une opération très délicate.

En énonçant ces généralités, nous avons seulement l'intention de montrer que si nos partis démocratiques veulent garder leur prestige et jouer le rôle utile auquel ils peuvent prétendre, il faut qu'ils renoncent à résoudre les questions économiques très complexes devant lesquelles nous allons être placés après la guerre, au moyen de formules qui sont vides de sens pour qui connaît les réalités.

L'INÉGALITÉ NÉCESSAIRE

I

Vérités « bourgeoises »

Une grande erreur de ce point de vue socialiste ancien que culbutent les événements, a été de regarder comme sans valeur ce qu'il appelait dédaigneusement l'économie « bourgeoise ». Celle-ci fait reposer, comme on sait, le progrès économique sur l'effort que déploie le producteur pour tenir tête à des concurrents qui dépensent de leur côté la même énergie pour parer au même danger.

Si cette lutte n'existait pas, dit la théorie « bourgeoise », si les patrons n'étaient pas en même temps stimulés par l'attrait du profit et menacés de se ruiner, ils travailleraient mollement, se laisseraient vivre, n'amélioreraient plus leurs procédés et la production n'augmenterait pas ou diminuerait. Le progrès de la richesse est donc basé sur la liberté, l'autorité et la responsabilité des chefs d'entreprises. La lutte étant ouverte, si les initiatives peuvent s'exercer sans entraves, le mécanisme de la

concurrence est tel que l'élite industrielle ira toujours en se perfectionnant.

Il est évident que cette théorie renferme des vérités, des vérités — faut-il ajouter — qui ne sont pas plus bourgeoises que socialistes, des vérités qui s'appliquent à tous les temps et à tous les milieux, des vérités humaines en un mot.

L'autorité, nous sommes-nous assez moqués de cette chose-là! L'autorité, disions-nous, c'est bon pour les Allemands. La masse du peuple était convaincue chez nous que l'autorité n'était pas un principe démocratique, mais une survivance de l'ancien régime et que plus on marchait vers le progrès, moins on devait obéir. Le mot était si compromettant qu'il avait disparu du vocabulaire politique et que personne n'osait l'employer de peur d'être traité de monarchiste. On coulait un ministre en disant qu'il était « à poigne », et Dieu sait pourtant ce que furent chez nous les hommes d'Etat énergiques! La police était une institution honteuse et le sergent de ville était un « flic »!

Les intellectuels flirtaient avec ce mouvement comme toujours : flattant le peuple, ils soutenaient la théorie que les démocrates étaient des citoyens conscients qui obéissaient librement, volontairement et se soumettaient d'eux-mêmes à toute discipline; que, parvenus à ce stade supérieur, encore ignoré dans les monarchies voisines, ils entendaient ne céder à aucune contrainte extérieure. Citoyens conscients ou enfants gâtés, peu importe! Une chose certaine est que nous n'obéissions pas, qu'il n'y avait aucune autorité chez nous pour trancher

les conflits ou remettre les gens à leur place et qu'il était impossible, dans ces conditions, d'y créer la richesse!

L'homme ne fait pas d'effort, s'il n'y est contraint par la nécessité ou par un mobile puissant, dit aussi l'économie « bourgeoise ». Encore un principe universel. Avant la guerre, beaucoup des nôtres ne voulaient pas le reconnaître et prétendaient qu'il était possible de faire une société dans laquelle chaque citoyen aurait travaillé pour les autres — la jolie aisance qu'on aurait eue dans ce régime-là! — Nos ouvriers entendaient être rémunérés à la journée et pas à la tâche, en affirmant qu'ils donnaient le même rendement dans les deux cas. Mais, ayant vu nos fonctionnaires à l'œuvre, nous sommes revenus de ces idées et comprenons aujourd'hui la nécessité d'instituer du haut en bas de l'échelle sociale des primes à l'action.

L'économie « bourgeoise » dit enfin que le progrès s'opère au moyen d'une élite, mais il en est ainsi depuis que le monde existe, et sans doute il en sera de même aussi longtemps qu'il durera. La société actuelle ne vivra pas éternellement, après elle il y en aura d'autres, mais il y aura toujours des élites, parce qu'il n'est pas possible de gouverner les hommes sans celle-ci. De même, aussi longtemps qu'il y aura des armées, il y aura des généraux, comme il y aura des chefs de parti aussi longtemps qu'il y aura des organisations politiques.

Plus nous allons, plus la production se complique et plus la fonction de l'élite est importante, plus elle est nécessaire, plus elle est indispensable. Cette

classe dirigeante comprend des degrés : en commençant par le bas, il y a les meilleurs ouvriers, puis les contremaîtres, puis les ingénieurs, les mécaniciens, les chimistes, les électriciens, les constructeurs, et au-dessus d'eux les chefs d'entreprises. Ce sont les cadres de l'armée industrielle avec laquelle nous menons la guerre économique.

A la tête de ces immenses effectifs, il y a des hommes qui sont l'équivalent des chefs militaires et l'essor du pays dépend de leur initiative, de leurs connaissances, de leur énergie, de leur audace, de leur prudence, de la justesse de leur vision, de leur coup d'œil, du sens profond qu'ils ont de l'avenir et de ses possibilités. Ce sont ces hommes d'action qui ont créé les industries en Allemagne, en Amérique, en Angleterre et ce sont eux qui les créeront aussi chez nous, si nous leur donnons les « canons et les munitions ».

II

Comment naissent les hommes

Il convient de noter que les hommes de talent qui créent les entreprises ne naissent pas en toute circonstance, mais qu'il y a des conditions qui favorisent leur éclosion et d'autres qui la paralysent ou la rendent impossible. C'est du reste un fait général qu'aucun être ne vit que sur un terrain convenable.

Dans les pays neufs, où il n'y a que des obstacles naturels, il est loisible à l'industrie de creuser son lit et de façonner le milieu dont elle a besoin pour

fonctionner; mais les choses se passent autrement dans nos vieux pays où l'esprit d'entreprise ne peut se déployer sans tomber dans les filets des institutions, des lois et des règlements, promulgués en d'autres siècles, ou sans se briser contre la coalition des intérêts et des préjugés qui ne s'accommodent pas du progrès.

Soit dit incidemment, nulle part les affaires ne sont aussi difficiles qu'en France, nulle part l'homme d'initiative ne rencontre sur son chemin autant d'écueils à franchir, autant de haies à sauter, nulle part il n'est aussi combattu, nulle part il n'est pas aussi jalousé. Et dire, ô miracle! qu'il y a tout de même des gens chez nous pour faire quelque chose!

Dans nos vieux pays on ne peut créer l'industrie que si l'Etat joue un rôle révolutionnaire. C'est à lui qu'il appartient de saper des institutions démodées, de mater les préjugés et d'intervenir dans des domaines où les citoyens sont sans pouvoir. Son rôle consiste à déblayer le terrain, puis à le préparer, à le rendre favorable à l'activité par des mesures judicieuses qui ne seront efficaces que si elles sont très hardies.

Avant la guerre de 1870, l'Allemagne n'était pas un pays industriel, la technique y était peu avancée et les transactions s'y poursuivaient difficilement entre de petits Etats qui se protégeaient par des droits de douane et qui payaient avec des monnaies différentes. La réforme monétaire et l'entente douanière furent les préludes de la renaissance économique allemande; celle-ci fut lente à se mettre en

mouvement, mais une série de mesures prises en haut lieu déclencha cet essor de nos ennemis qui prit un tour si vertigineux par la suite.

Bismarck fit voter les tarifs douaniers, pour protéger l'industrie allemande à partir de 1878; plus tard, de 1891 à 1894, le gouvernement allemand conclut des traités de commerce, reconnus depuis comme extrêmement habiles, avec les principaux pays d'Europe.

L'enseignement technique fut imposé par Guillaume II. Oh, anomalie! Cet homme si barbare était à d'autres points de vue si éclairé qu'il lutta dès le début de son règne, en 1890, pour orienter l'instruction des écoliers vers des buts industriels. Tout le corps enseignant allemand lui résista; imbu de vieux préjugés, il était à ses yeux scandaleux de mettre des instituts techniques sur le même rang que des écoles de droit et de philosophie. L'empereur eut cependant gain de cause et l'on sait les conséquences profondes auxquelles aboutit son intervention dont nous, Français, qui nous croyons avancés, apprécions la valeur seulement aujourd'hui, c'est-à-dire vingt-cinq ans après qu'elle s'est produite.

Le gouvernement allemand a compris aussi l'importance capitale des moyens de transport. Il a développé considérablement le réseau de ses voies ferrées par lesquelles toutes les villes importantes sont en communications faciles et rapides les unes avec les autres (Breslau et Hanovre, Munich et Cologne, Hambourg et Francfort, etc.). De même, sous l'impulsion des pouvoirs publics allemands, le pays a

été doté d'un système de navigation fluviale perfectionné et de ports intérieurs importants, souvent colossaux, dont nous n'avons pas l'équivalent en France, comme Mayence, Francfort, Dusseldorf, Mannheim, Dresde, Magdebourg. Sur le Rhin seulement il a été exécuté pour 400 millions de francs de travaux!

Ce sont ces mesures et d'autres, comme la révision du Code de Commerce, l'organisation des consulats, etc., qui ont préparé l'ensemble des conditions, ou, pour revenir à notre mot de tout à l'heure, le « terrain » sur lequel l'industrie allemande a grandi, comme pousse une plante vigoureuse quand ses racines plongent dans un sol qui a été scientifiquement remué et pourvu d'engrais.

Ne nous y trompons pas, en effet : le gouvernement allemand n'a pas créé l'industrie, il n'est pas intervenu dans sa fondation; son rôle s'est borné à aplanir ses difficultés, puis à créer les circonstances qui favorisaient son progrès, à l'aider et à la soutenir en se servant des moyens dont dispose un Etat.

Le terrain une fois déblayé, les hommes d'action ont fait leur apparition, et l'on a vu surgir les Thyssen, les Kirdoff, les Balin, les Platté, les Ehrhardt, les Siemens, les Rathenau, les Bayer et des centaines et des milliers de personnalités de valeur, comme il y a eu, en Amérique, les Rockefeller, les Vanderbilt, les Morgan, les Gould, etc.

Le rôle capital des chefs dans la production, le grand fait, en un mot, que le sort de l'industrie dépend de leur capacité, comme la destinée d'une ar-

mée se joue dans le cerveau du stratège qui la conduit, sont des facteurs ignorés des ouvriers. Par eux-mêmes ils ne les voient pas, et l'on s'efforce de les leur cacher. Peuvent-ils juger dans ces conditions?

III

L'éternelle hiérarchie

Il faut être juste, il n'est pas possible à l'ouvrier qui travaille à l'usine et dont l'activité se dépense en mouvements monotones de se faire une idée claire des difficultés patronales. En même temps qu'il est placé trop loin pour les voir, il n'a pas non plus assez d'instruction pour les comprendre.

Que peut-il discerner des questions si graves et si délicates qui se rattachent à l'achat des matières premières, à la prise des commandes, à la réfection ou à l'agrandissement de l'outillage, à l'introduction des nouveaux procédés, à l'établissement du prix de revient, etc., et qui demandent, pour être comprises, tant de connaissances et de pratique! De même, comment peut-il soupçonner que, par suite de la rapidité du progrès et des changements économiques incessants, ces problèmes sont à peine tranchés qu'ils renaissent sous des aspects nouveaux, comme les têtes de l'hydre légendaire?

Dans la cale du bateau le chauffeur jette des pelletées de charbon dans la fournaise et le mécanicien surveille ses manomètres ou remplit ses graisseurs sans savoir que le navire frôle l'écueil

ou rase la banquise, et l'ouvrier travaille de même, automatiquement, sans se douter que le sort de l'usine est à la merci du coup de barre heureux ou maladroit qui se donne là-haut, dans ces bureaux où il n'a pas accès.

Ignorance d'abord, illusion volontaire ensuite : l'ouvrier est vendeur de son travail et, comme tel, il est de son intérêt de dire au patron, son acheteur, et de se persuader à lui-même qu'il représente l'élément le plus important de la production.

En même temps l'ouvrier est une force politique et ses courtisans trouvent mieux leur compte à le flatter qu'à redresser ses instincts : il n'y avait plus qu'un pas à franchir pour tomber dans la démagogie complète, c'était de dire à l'ouvrier qu'il était tout, que lui seul produisait et que dans le fonctionnement de l'industrie le patron comptait pour zéro. On y arriva et cette absurdité fut érigée en système.

Karl Marx osa prétendre que l'activité des capitalistes ne profitait qu'à eux-mêmes, en ce sens que la masse totale des plus-values, prélevées sur la classe ouvrière selon sa théorie, étant donnée, les patrons entraient en lutte pour se la répartir entre eux, à la manière des brigands qui s'arrachent les uns aux autres le butin dont ils ont dépouillé l'innocent voyageur.

Le plus extravagant était de représenter comme invariable la masse des plus-values et par suite aussi la masse de la production sociale. Ainsi quand les patrons se mettaient la cervelle à l'envers pour perfectionner leur outillage, leur organisation, ou pour abaisser le prix de leur fabrication, ils ne

rendaient aucun service à la collectivité et n'avaient droit à aucune rémunération. L'argent qu'ils s'attribuaient était volé, bel et bien volé aux ouvriers qui avaient tout produit. Parasites aussi, les malheureux qui se débattaient toute leur vie pour maintenir leur affaire debout... Qui n'a connu de ces forçats de l'industrie? Idiot, et presque malhonnête, n'est-ce pas?

De telles doctrines ont contribué pour beaucoup à fausser les vues de la classe ouvrière. Un chef des ouvriers du port de Hambourg s'écrie : « Une énorme richesse s'est concentrée entre les mains de quelques personnes par le travail des ouvriers du port et des gens de mer. » Et M. Paul de Rousiers, qui cite ce propos, dit avec raison que c'est une aberration de ramener la richesse de Hambourg au fait matériel de charger, décharger des marchandises, ce fait n'étant aucunement productif en lui-même et le devenant seulement s'il sert une idée commerciale.

En France, le peuple a été amené à penser, sous l'influence des politiciens, que sous un régime où tous avaient les mêmes droits, tous aussi se valaient. Ce n'est pas une ambiance favorable à l'éclosion des grands hommes : aussi ceux-ci ne s'empressent-ils pas de naître dans un pays où l'accueil ne leur est pas hospitalier. Ces préjugés ne sont pas dignes de nous et correspondent à une fausse idée de l'égalité qu'il faut combattre, car notre pays ne peut se relever que s'il produit des hommes de talent.

L'égalité morale, certes, croyons-y ; elle est juste,

elle est vraie, elle est dans la nature. L'homme qui se fait tuer dans la tranchée n'a rien à envier au généralissime et l'ouvrier qui exécute son travail consciencieusement à l'usine est l'égal de son directeur et peut le regarder dans les yeux, mais les deux fonctions ne se valent pas et ne peuvent être mises socialement au même niveau.

Pour l'homme humble, c'est se grandir que de le reconnaître, et, du reste, que peut-on attendre d'une société démocratique, où la contrainte est si faible, si elle s'abandonne à l'envie et n'entretient pas en elle un certain culte du respect?

IV

Le préjugé des gros bénéfices

Dans l'ignorance où sont les ouvriers des choses de la production, il se crée dans leur esprit des idées imaginaires qui prennent racine aussi dans les passions mauvaises qu'il est de règle d'attiser pour arriver au pouvoir. Depuis longtemps, ces fausses représentations populaires constituent le *credo* qu'il est obligatoire de réciter pour réussir en politique. Comme les ouvriers sont le nombre et qu'on ne peut être nommé sans leurs voix, il n'est pas avantageux de leur dire qu'ils ont tort, et l'on a tout profit à leur dire qu'ils ont raison, quoi qu'il arrive.

En se conduisant de cette manière, on n'est pas, au fond, l'ami des ouvriers et l'on est moins encore le serviteur de son pays, mais on peut en l'espace

de quelques années sortir du rang des citoyens obscurs dont on fait partie pour devenir ministre ou sous-secrétaire d'Etat, et le tout est de savoir le but qu'on poursuit.

Reste à savoir si le peuple est ainsi fait qu'il n'aime ni la franchise, ni la vérité. Pour le savoir, il faudrait s'adresser à ses bons instincts. Il en a pourtant. Il le montre en ce moment. Quelle leçon, la guerre actuelle! Après la petitesse, la grandeur de l'homme. Hier, électeurs mesquins, héros aujourd'hui. Mais ces sources de noblesse et d'abnégation existaient avant la guerre et nous n'avons rien su y puiser!

Une illusion populaire consiste à croire que l'industrie rapporte de grands bénéfices à ceux qui la dirigent, et cette croyance excite un sentiment de jalousie bien naturel chez les travailleurs qui gagnent un salaire suffisant à peine à faire vivre leur famille. Aussi convient-il de dire que le fait n'est pas exact.

Pour exciter l'envie des ouvriers, on leur cite l'exemple de certaines sociétés très prospères qui donnent de gros profits à leurs actionnaires, mais on omet de leur signaler que ces cas sont exceptionnels et surtout on oublie de leur expliquer qu'on ne peut apprécier le rendement d'une industrie que dans son ensemble.

Par exemple, s'il est vrai que certains de nos charbonnages donnent des dividendes élevés à leurs actionnaires d'origine, on sera peut-être étonné d'apprendre que nos houillères, considérées en bloc, ne rapportent pas plus de trois et demi pour

cent aux capitaux engagés. Cet intérêt équivaut à environ 70 centimes par ouvrier. Si l'Etat nationalisait les mines, il n'en tirerait pas plus. Est-il besoin de dire qu'il en tirerait moins, parce qu'il ne travaillerait pas évidemment aussi bien, comme le montre le cas des charbonnages de l'Etat allemand où l'ouvrier gagne 100 francs de moins par an que dans les mines privées. Dans les charbonnages anglais, une grande enquête parlementaire a établi que l'ensemble des capitaux investis recevait en tout trois pour cent d'intérêt.

Quant aux mines en général, bien des ouvriers, pour ne pas dire tous, ignorent qu'il y en a seulement *une sur six* qui donne un résultat favorable, ce qui veut dire que cinq fois sur six en s'y intéressant on perd son argent.

Si l'on réfléchit honnêtement sur ces données, on aperçoit que dans le fonctionnement du système économique actuel, la mine qui réussit joue le rôle d'un appât pour toute l'industrie. S'il n'y avait pas de gros lot à gagner ou si l'on retirait ce gros lot au bénéficiaire heureux qui se présente à la caisse pour le toucher, il n'y aurait plus personne ensuite pour prendre des billets, c'est-à-dire pour exposer de l'argent dans l'exploitation des mines.

Dans les autres industries classiques, le bénéfice est en rapport avec la sécurité des entreprises, mais les profits sont réduits par la concurrence, et si l'on fait exception de certains monopoles dont nous parlerons en temps et lieu, c'est presque toujours d'une marge insignifiante que dépend pour elles la possibilité d'exporter. On peut considérer

comme prospère une entreprise qui rapporte régulièrement six pour cent.

Observons un détail : quand une industrie n'arrive pas à payer un intérêt, le capital qu'on y a mis est presque entièrement perdu; son matériel, qui a coûté cher, devient de la ferraille, on le vend pour une bouchée de pain. Cependant, il suffit de peu de chose pour qu'une entreprise soit payante ou non : un peu plus de rendement de la main-d'œuvre, un peu moins de frais de transport, un peu moins d'impôts, etc.

C'est de ces riens que dépendent la fortune et la santé d'un homme, c'est pour ces riens qu'on est ruiné finalement après avoir passé des années à lutter et ces riens dépendent en partie de la politique de l'Etat.

Si cette politique est bonne pour l'industrie, si elle crée la stabilité, la confiance et permet d'exploiter économiquement, les capitaux vont aux entreprises : alors il y a du travail en abondance, les salaires montent, la consommation s'accroît, la population grandit et la vague de prospérité s'étend; mais si la politique est mauvaise, les capitaux ont peur, ils fuient les dangers, les tracas, et la suite se devine : les ouvriers chôment; alors, si ce n'est pas la misère, c'est la vie médiocre, plus de hardiesse, plus de dépenses, plus d'enfants et le pays suit la pente...

Attention! Pour sauver la nation, nous ne pouvons nous passer de l'élite des chefs d'entreprises, appelons-les capitalistes, patrons, techniciens, peu importe. Rien à faire sans leurs connaissances,

sans leur expérience; rien à faire non plus sans leur cœur; rien à faire, s'ils ne vont pas de l'avant hardiment avec leur argent et leur cerveau; rien à faire, par conséquent, si nous ne leur inspirons pas confiance et s'ils peuvent croire que nous voulons recommencer contre eux la politique d'autrefois avec les mêmes partis et les mêmes gens!

V

Il faut des chefs

Avant tout, la vérité : le développement de la production dépend de la valeur d'un petit nombre d'hommes qui possèdent le talent de l'organisation, le don de l'initiative et l'aptitude à commander les autres.

S'il en est ainsi dans le capitalisme, il n'en serait pas autrement dans le socialisme. On peut s'en convaincre en observant que nos partis « avancés » ne fonctionnent pas du tout d'une manière démocratique au sens où l'entend le préjugé courant. Les syndicalistes ont le courage de proclamer nettement que la masse est moutonnière, qu'elle ne peut se gouverner elle-même et qu'il appartient à l'aristocratie des militants de l'orienter dans la bonne voie. Chez les socialistes, on ne dit pas les choses aussi brutalement, mais on pense de même.

Si ces partis étaient constitués démocratiquement, tous leurs membres étant présumés égaux par le savoir et par le talent seraient appelés à les diriger à tour de rôle de manière que les avan-

tages ou les honneurs attachés à leur gouvernement ne fussent pas le lot de quelques-uns. Les choses ne se passent pas chez eux de cette manière, et dans les partis avancés comme dans les autres, ceux qui parviennent au pouvoir y restent.

Ajoutons que c'est justice. On n'arrive pas sans travailler beaucoup et sans posséder des qualités, on n'exerce pas non plus assez longtemps un poste de commandement sans acquérir une pratique des affaires, un doigté, de l'autorité; tout cela est naturel, mais il faut en conclure aussi qu'il n'est ni vrai ni prudent de faire croire au peuple que la démocratie peut se passer d'une classe dirigeante. C'est une idée fausse et qui nous coûtera cher à un moment donné, si nous ne prenons pas les devants pour la rectifier.

Si l'on n'a pas peur d'aller courageusement au fond des choses, on se mettra courageusement devant cette vérité que les partis avancés ont, en dernière analyse, la prétention de substituer à la classe capitaliste actuelle une élite qu'ils veulent tirer de leur propre sein. Il n'y aurait rien à dire à cette aspiration, s'ils étaient capables de présenter réellement une sélection d'hommes rompus à la technique des affaires et supérieurs à ceux que nous avons au pouvoir, mais où sont ces hommes? Nul ne les a vus, et comment croire raisonnablement que la politique peut les fournir?

On impressionne la masse ouvrière avec l'argument que le capitaliste est détenteur des moyens de production, tandis qu'elle n'est détentrice de rien du tout. Puissant raisonnement pour la propagande

socialiste! Il excite d'autant plus l'envie que l'ouvrier conçoit le capital à l'image du salaire, c'est-à-dire comme une somme à dépenser. Vu sous cet angle, un million représente la possibilité de jouissances considérables pour celui qui le possède. Quelle privation, inversement, si on ne l'a pas!

Il est nécessaire de rappeler que les choses ne se passent pas de cette manière et que, sauf dans des cas particuliers, le capital ne se consomme pas, mais reste immobilisé dans des machines, du matériel, des maisons, etc... Le privilège du capitaliste, en tant qu'il existe, est constitué par le revenu. Au point de vue des adversaires du capitalisme, il se pose donc la question de savoir si l'ensemble des revenus encaissés par les capitalistes est en rapport avec les services qu'ils rendent à la communauté, et, sur ce point, la discussion peut rester ouverte; mais que les capitalistes « possèdent » les moyens de production, le fait est secondaire pour la raison que, considérés dans leur ensemble, ils ne les consomment pas mais les détiennent en « usufruitiers », c'est-à-dire en retirent seulement un intérêt.

En d'autres mots, on peut dire que les choses se passeraient de même si l'Etat s'appropriait les moyens de production en donnant à des « directeurs » les pouvoirs d'agir, de commander, etc., qui sont dévolus aux capitalistes aujourd'hui, et en même temps en leur versant des appointements égaux aux revenus que ces derniers encaissent actuellement.

La seule différence est que les nouveaux « direc-

teurs » n'auraient pas l'illusion de la propriété et que, privés de cette fiction, ils ne feraient peut-être pas autant d'efforts que les capitalistes d'aujourd'hui.

PROBLÈMES ACTUELS

I

La cause ouvrière

Tandis que les patrons croient à des principes que le peuple apprécie médiocrement, de son côté le peuple sent des vérités qui laissent assez froids les patrons. Autorité, responsabilité, disent avec raison les dirigeants; solidarité, crient aussi justement les ouvriers. Cependant les deux tendances sont aux prises et luttent avec acharnement, chacune d'elles ayant l'illusion qu'elle peut rester maîtresse du terrain.

C'est de cette étroitesse de vues que nous souffrons. Pour qu'elle cesse, il est nécessaire de faire accepter dans les deux camps la notion que les conflits modernes n'ont pas pour but de détruire les facteurs qui ont été tenus en tous temps pour indispensables au gouvernement des hommes, mais visent seulement à modifier plus ou moins heureusement leur équilibre.

Comme une tendance ne serait pas née si elle n'était utile par certains côtés, il en résulte qu'elle ne peut mourir, quels que soient ses excès. La seule question est de savoir à quelle place elle a droit.

Les conservateurs croient naïvement que le socialisme a perdu sa raison d'être, s'il est avéré que ses théories ne s'accordent pas avec les faits, mais ils ne raisonnent plus de cette manière quand il s'agit des religions. Ce n'est pas qu'ils ignorent que leurs dogmes sont renversés par la science, mais ils n'en ont cure, parce que dans leur pensée ces dogmes ne sont que des mythes ayant pour objet de frapper l'imagination populaire et derrière laquelle il y a ce qu'ils appellent l'idée religieuse, c'est-à-dire une force qui s'est manifestée en tous temps et en tous lieux, et qui s'impose à leur croyance en raison même de sa permanence.

C'est très bien, mais les raisonnements ordinaires de la politique sont aussi des mythes avec lesquels on mène le peuple. Comme on ne peut donner à ce dernier les conceptions d'un professeur de droit ou d'histoire, on fabrique pour lui ce qu'on pourrait appeler des idées-jouets, c'est-à-dire des pensées qu'on a raccourcies et simplifiées si arbitrairement qu'elles ne sont plus que des symboles. Et c'est un spectacle piquant de voir des hommes instruits raisonner la foule au moyen de ces petites images, comme le fait un papa qui parle à des enfants. S'il en est ainsi, l'on n'a pas tout dit, quand on a fait voir la fausseté de certaines idées populaires; sûrement, il est superficiel de s'en tenir là et de ne pas chercher à savoir pour quelles raisons

ces idées se répandent, d'où vient leur force et quel est leur fondement matériel, intellectuel et moral.

Franchement, n'est-il pas déraisonnable de supposer que le mouvement socialiste a grandi, comme on sait, pendant trente ans dans les principaux pays du monde sans refléter quelque chose de nécessaire et de profondément vrai?

Ses formules ont été absurdes ou incomplètes et, par suite, dangereuses, on en convient, mais elles n'en expriment pas moins des vérités importantes et de premier ordre, dont le peuple a conscience avant ses dirigeants, quoiqu'il ne puisse les exprimer en langage clair ni les ramener à leur cause, ce qui est le fait des savants. Le médecin fera plus tard le diagnostic, mais le malade est le premier à savoir qu'il n'est pas bien.

Livré à lui-même, c'est-à-dire ayant toute latitude pour se déployer, le capitalisme dégénère aisément en un régime bestial où l'ouvrier ne compte pas comme être humain et devient un simple élément du prix de revient au même titre que la matière première, le charbon, la machine ou le cheval à l'écurie. Plus il travaille, moins il gagne et plus il est sympathique aux yeux du patron. Isolé, sans ressources et contraint au labeur quotidien, il est, par rapport à celui qui l'emploie, dans un état d'infériorité certain. Payé à la semaine ou à la journée, il n'est pas sûr du lendemain : à tout moment on peut le renvoyer, et même s'il a travaillé pendant dix ans à l'usine, qu'il déguerpisse, il n'a rien à réclamer. Pas de droits, pas de sécurité, la vie pauvre, le logement modeste et souvent le taudis, et,

comme suites, la tuberculose et l'alcoolisme. Cet homme-là ne peut être content.

La situation, disons-le, s'est bien améliorée, elle s'est aussi fort compliquée. Dans les villes, les ouvriers de métier gagnent plus d'argent souvent que les employés bourgeois et il y a, selon le sexe, la profession et les régions, bien des classes dans ce qu'il est convenu d'appeler le prolétariat. Les lois de protection ouvrière et d'hygiène, la réduction de la journée de travail, l'assurance contre les accidents, les œuvres de mutualité, etc., ont élevé peu à peu la situation des travailleurs, tout en laissant subsister beaucoup de misère et d'infortune.

Une injustice involontaire de l'ouvrier consiste à s'en prendre invariablement au patron de l'insuffisance de son salaire; il y a des cas où il a raison et il y en a d'autres où il a tort, car la rémunération du travailleur est en rapport avec l'état plus ou moins florissant de l'industrie, et de plus elle dépend des conditions économiques générales, c'est-à-dire d'un ensemble de circonstances difficiles à apprécier.

Certes, le patronat moderne est de plus en plus humain sous l'influence du progrès des mœurs et de l'intérêt bien compris. Cependant les ouvriers ont gagné eux-mêmes toutes les améliorations dont ils ont profité; ils les doivent au fait de s'être associés et d'avoir constitué une force avec laquelle il a fallu compter. Cette force, il leur est arrivé de la tourner contre leur propre classe, quand ils ont exagéré leurs revendications; cette force, il faut qu'ils apprennent encore à la manier, parce qu'elle

est à deux tranchants; cette force peut devenir pourtant entre leurs mains l'instrument de notre régénération.

II

L'erreur bourgeoise

Tandis que les capitalistes représentent par leur situation les principes d'autorité, de responsabilité et de propriété, les ouvriers personnifient, en raison de leur état, la tendance du socialisme. Ce mot a été appliqué à de nombreux systèmes qui se sont tous effondrés. Dans tous ces systèmes apparaît cependant une même idée qui ne cesse de surnager et qui tend à se réaliser, quoique sous une forme et dans des conditions autres que ne l'ont cru ses partisans, mais n'est-ce pas l'histoire de toutes les idées?

La concurrence développe la production, mais elle n'est pas sans causer de graves préjudices aux patrons et aux ouvriers. Cependant, si les premiers peuvent se ruiner, il leur est possible de s'enrichir et le risque a pour eux sa contre-partie. Le travailleur n'a pas cette compensation. Vivant avec sa famille dans des conditions modestes, il ne peut se passer de sa rémunération quotidienne et tout arrêt de travail, toute réduction de salaire retentit sur lui de la manière la plus douloureuse, parce qu'il l'atteint dans des besoins élémentaires qu'il ne peut réduire, sans compromettre son existence et celle des siens. Ce scandale existe dans nos sociétés

modernes : l'homme qui ne trouve pas à s'occuper et dont les enfants ont faim! Quand cet homme-là est révolutionnaire, il a raison!

Autre circonstance à prendre en considération : les conditions modernes de la technique sont telles que la grande masse est sans initiative et ne dispose d'aucun moyen d'intervenir dans la production qui doit être gouvernée par quelques personnes, et cet état d'irresponsabilité crée pour elle un droit. Il est injuste qu'elle subisse les contre-coups d'une direction sur laquelle elle ne peut pas influer; celui qui fait abandon des grandes espérances doit jouir de la sécurité : il faut au moins qu'il soit sûr de gagner son pain en travaillant. S'il n'a pas cette tranquillité, qui voudra dire, en se mettant à sa place, qu'il a tort de trouver la société mal faite?

Tandis que des conditions chétives existent encore pour beaucoup de travailleurs, le mouvement des idées démocratiques tend à leur donner un sentiment aigu de leurs droits et à créer en eux des aspirations vers un meilleur état matériel. De son côté, l'agitation politique exploite ces germes de mécontentement, elle les cultive et les transforme souvent en d'absurdes revendications. Il serait étonnant que l'ouvrier fût un résigné dans ces conditions!

On voit sur quel terrain le socialisme est né. Si l'on veut rechercher maintenant ce qu'il exprime en laissant de côté ses erreurs qui sont connues, on constate que le socialisme a été le précurseur de cette idée moderne à laquelle nous venons tous peu à peu, hommes de gauche ou de droite, que la pro-

duction est une affaire sociale et doit fonctionner dans l'intérêt général.

Cette conception s'oppose à l'ancienne économie qui érigeait les producteurs en êtres souverains dont chacun poursuivait le but de faire fortune, sans regarder si son action était utile ou nuisible aux autres. D'après le vieux point de vue bourgeois, on n'avait pas à se préoccuper de la répercussion qui pouvait résulter de l'activité des chefs d'entreprises, parce que la concurrence aboutissait toujours à l'harmonie. Y avait-il surproduction? Il y avait ensuite restriction et l'équilibre se retrouvait. Cependant, s'il était vrai que les erreurs économiques se rectifiaient à la longue, elles n'arrivaient à ce résultat qu'en déterminant des crises qui réagissaient cruellement sur la classe pauvre.

Dans l'ancien capitalisme on considérait le droit d'user de son bien comme aussi naturel que celui de respirer, et porter atteinte à ce droit apparaissait comme une violation du pacte social. Le patron organisait le travail de l'usine comme il l'entendait, et les ouvriers avaient le choix d'accepter ses conditions ou de rester chez eux. Sous l'influence du socialisme, on a réduit la liberté de l'employeur et l'on est intervenu dans le fonctionnement des fabriques pour diminuer la durée du travail ou pour protéger l'existence ou la santé des ouvriers au moyen de lois ou de règlements très minutieux.

Il y a mieux : le capitalisme lui-même est entré dans la voie de l'organisation. Renonçant à son individualisme en ce qu'il a d'excessif, il tend à fonctionner sous la forme des ententes, des cartels et

des syndicats au moyen desquels l'industrie se stabilise, évitant les hauts et les bas qui sont si nuisibles aux patrons comme aux ouvriers.

On constate en même temps que le patron se suffit de moins en moins à lui-même et réclame de plus en plus l'intervention des pouvoirs publics. L'Etat met à sa disposition son influence et son pouvoir en instituant des droits de douane, en exécutant des travaux publics, en organisant l'enseignement technique, etc. Dans cet ordre d'idées, chacun se rend compte que ses attributions sont appelées à s'élargir et qu'il n'est pas possible de régler les graves problèmes qui se rattachent à notre reconstitution économique sans le concours du gouvernement.

Il résulte de ces faits que le caractère social de la production apparaît de plus en plus nettement au fur et à mesure que le patron individuel est plus impuissant à se tirer d'affaire avec les moyens dont il dispose. Sous l'influence de ces nécessités la mentalité des chefs d'entreprise se transforme et l'on peut dire que le socialisme se réalise à sa manière... en s'introduisant dans le capitalisme.

III

L'ère nouvelle

Petit à petit, sous l'influence du socialisme ou de la réalité qu'il exprime, l'idée nouvelle se fait jour que le capitaliste est moins un homme cherchant

à s'enrichir en raison d'un droit naturel intangible qu'un chef de production, remplissant une fonction sociale, un organisateur du travail auquel on délègue la faculté de posséder, parce que ce privilège est utile à la communauté.

Ce n'est pas ainsi que les choses se sont passées historiquement, mais c'est de cette manière qu'on les comprend au point de vue du droit. Dans la mesure où le capitalisme joue son rôle, il garde sa valeur ; s'il ne le jouait pas, il perdrait sa justification. En d'autres mots, on permet aux capitalistes de travailler pour des fins personnelles, parce qu'ils sont utiles à tous en le faisant ; mais s'ils cessaient de l'être, en employant leur argent d'une manière antisociale, nul ne défendrait leurs prérogatives.

C'est en raison de cette manière de voir que l'Etat s'arroge le droit de limiter, voire d'interdire l'activité des capitalistes dans la mesure où il la juge nuisible à l'intérêt du plus grand nombre ; c'est en vertu de la même idée qu'il intervient pour la protéger. En ce cas, il ne protège pas le patron seulement, mais aussi l'ouvrier et plus généralement la nation qui trouve son compte à ce que l'industrie réussisse.

La guerre aura développé singulièrement cette conception nouvelle du capitalisme. Depuis la guerre, un grand nombre de patrons travaillent en contact étroit avec l'Etat qui les aide en leur procurant des capitaux, en leur assurant les matières premières nécessaires à leurs commandes : charbon, fontes, produits chimiques, etc., en leur fournissant

les moyens de transport, etc. Les circonstances, assurément, sont anormales, mais elles vont le rester longtemps et la reconstitution de notre pays pose des problèmes qui seraient insolubles sans l'intervention des pouvoirs publics : achat des matières premières, change, organisation du crédit, transports maritimes, etc. Cependant, l'Etat ne peut s'immiscer utilement dans ces questions que s'il est éclairé par des groupements industriels conscients de leurs besoins et fixés eux-mêmes exactement sur la nature des mesures à prendre.

Nous devons avouer que cette situation éveille de graves appréhensions chez les personnes qui sont au courant des réalités et peuvent le mieux les juger. Découragé pendant de nombreuses années par la mauvaise tenue d'un régime hostile au développement économique et persécuteur de l'esprit d'entreprise, notre patronat ne paraît avoir ni les idées, ni les méthodes, ni l'audace que demandent les circonstances nouvelles. Pendant que leurs concurrents prennent des mesures extraordinaires, eux se débattent encore dans l'indivision et l'impuissance.

Une incertitude règne aussi du côté de la classe ouvrière qui a été longtemps entretenue dans des idées utopiques. Dans quelle mesure a-t-elle tiré la leçon des choses, et le bon sens inhérent à notre peuple a-t-il pris chez elle le dessus?

Plus angoissant encore le dernier problème : nos gouvernements ont toujours été dans le passé sans spontanéité, sans force, sans vigueur, sans but précis et tout le monde les a dirigés, si ce n'est eux-

mêmes : la foule, les groupes, les comités, les journaux, etc. Mais, avant la guerre, il y avait quatre à cinq questions nationales à résoudre, et maintenant il y en a cent, autour desquelles grouillent plus que jamais les intrigues, les jalousies et les rivalités d'intérêts. D'où peut sortir la multitude des solutions hardies et géniales qu'il faudrait adopter pour remettre notre pays à flot?

D'autre part, on ne doit pas méconnaître que si l'intervention de l'Etat est utile au développement de la richesse, quand elle s'exerce avec compétence, elle n'est pas sans présenter des dangers dans un pays où la puissance est aux mains de politiciens professionnels qui sont dépourvus de conceptions précises en matière économique, car pour savoir jusqu'où l'on peut aller dans ce domaine, il faut avoir des idées claires.

A cet égard, il importe de ne pas perdre de vue que les capitalistes ont la possibilité de placer leur argent dans des rentes ou des titres étrangers qui leur rapportent un bon intérêt — ces occasions ne manqueront pas après la guerre. — S'ils les engagent dans le commerce ou l'industrie, du même coup ils les enterrent, en ce sens qu'ils les convertissent en machines, en matériel, en marchandises, etc., c'est-à-dire en valeurs qu'il est difficile et long de revendre, si l'on veut les liquider sans perte.

Il y a ensuite la différence qu'une rente paie son coupon, sans qu'on ait autre chose à faire que de le couper avec des ciseaux, tandis qu'une entreprise commerciale ou industrielle ne rapporte que s'il y a quelqu'un pour lui donner l'impulsion, la

guider à travers les obstacles, la diriger et la surveiller dans les détails. Quand on possède une affaire de ce genre, il ne faut pas seulement y travailler le jour, mais y penser la nuit.

La réalité étant telle, il en résulte que le capitaliste ne peut pas engager son argent dans l'industrie, s'il n'a pas l'espérance d'en tirer un revenu plus élevé que de l'achat d'une valeur. Pour cette raison, il est nécessaire que l'industrie rapporte de beaux bénéfices pour attirer les capitaux. Ce n'est pas tout : il faut qu'elle offre une sécurité suffisante, ou l'on aimera mieux s'en détourner.

Tout ceci revient à dire qu'on doit laisser au patron une autorité. S'il n'en a pas, s'il est gêné par des lois, des règlements, ou par une immixtion maladroite des pouvoirs publics, s'il ne peut déployer son initiative assez librement, le rendement de l'entreprise sera précaire ou incertain et, ces conditions régnant d'une manière générale, l'industrie sera regardée par les capitalistes comme une galère dans laquelle il ne faut pas mettre le pied!

L'INCAPACITÉ DU RÉGIME

I

Ne nous en prenons pas aux autres

Si nous avions eu la clairvoyance de prévoir le malheur qui s'est abattu sur nos têtes, nous aurions agi certainement d'une manière autre que nous ne l'avons fait et nul ne peut douter que nous aurions compris l'urgence de nous plier aux nécessités suivantes : rester unis, fortifier notre armée, avoir des canons, des munitions, assainir nos finances, étendre nos industries, discipliner notre population, etc.

Simple comparaison : si nous avions lieu de penser qu'un raz de marée dût submerger nos côtes dans quelques années, attendrions-nous le fait accompli pour y parer? Sûrement non. Nous serions d'avis unanimement qu'il faut nous mettre à l'œuvre sans tarder pour élever des digues et procéder aux travaux qui peuvent nous protéger.

Abordons maintenant certaines vérités. On fait vibrer fortement nos sentiments en rappelant le crime sans précédent que les Allemands ont commis

en déchaînant cette guerre épouvantable; on porte notre indignation au maximum en faisant voir que nos ennemis ont voulu, préparé pendant des années le massacre odieux auquel nous assistons. Il est naturel que nous éprouvions ces sensations et que notre conscience de civilisés se soulève en présence d'un forfait si horrible et si étendu qu'on ne peut le qualifier avec les mots ordinaires.

Tout de même, il ne faut pas que sous l'influence de sentiments de réprobation aussi justifiés, nous en venions à penser que les Allemands, en nous attaquant, ont commis un acte inattendu, c'est-à-dire imprévisible, parce que cela n'est pas vrai du tout : nos ennemis ne se sont pas armés en cachette, au contraire; tout ce qu'on peut faire sous la forme de menaces, de provocations, d'insultes pour avertir son adversaire qu'on entend lui régler son compte à la première occasion, ils l'ont accompli. Tant pis pour nous, si nous ne l'avons pas compris.

Il y a une chose qui ne s'est pas faite en secret, non plus, c'est la progression du peuple allemand qui croissait de 800.000 habitants tous les ans, tandis que notre population n'augmentait pas ou commençait à reculer. Ce n'est pas en secret non plus que le commerce et l'industrie de nos ennemis se répandaient sur le monde, obligeant nos producteurs à se replier sur tous les terrains.

Chaque année, les statistiques allemandes accusaient sur les nôtres un progrès à tous les points de vue qui font la puissance d'un peuple. Point n'était besoin d'être homme d'Etat pour deviner que l'accumulation de ces différences devait abou-

tir à placer notre pays dans un état d'infériorité écrasante vis-à-vis de son dangereux voisin.

On était certain en France que la guerre n'éclaterait pas; mais il est moins grave d'avoir la guerre que de ne plus pouvoir la faire. Le dernier degré pour un peuple est d'avoir des ennemis si forts qu'il n'est plus de taille à se mesurer avec eux; l'humiliation suprême pour une nation, n'est-ce pas d'être asservie sans se battre?

Le fait est certain que les événements les plus importants se sont déroulés sous nos yeux et que nous n'avons pas compris leur portée. Faut-il avouer que nous prêtions une oreille peu attentive aux réalités et que ces dernières étaient nulles et non avenues pour nous, quand elles ne s'accordaient pas avec des idées que nous prétendions réaliser, que cela plût au monde ou non? Les faits allaient-ils dans le sens contraire? Tant pis pour eux. Notre séance, à nous, continuait.

L'avenir, on n'y pensait guère, ou c'était pour se dire : à telle date, nous aurons tant de députés à la Chambre, X... arrivera au pouvoir, alors tout ira bien; en telle année, nous aurons supprimé l'héritage, l'Etat sera maître des chemins de fer et des mines, les ouvriers toucheront de gros salaires en travaillant cinq à six heures par jour. Ceux qui voyaient plus loin imaginaient les capitalistes expropriés, les ouvriers dirigeant les usines; alors, il n'y avait plus d'injustice, c'était l'abondance, la vie facile, le bonheur parfait.

A quel moment s'est-on posé les questions suivantes : l'Allemagne grandit, la France végète;

où va notre pays, qu'adviendra-t-il de lui dans dix ans? Notre progrès est lent, notre production grandit à peine, nos prix de revient sont élevés : pour quelles raisons? Nos champs donnent moins de blé et d'avoine que ceux des pays voisins : où en est la cause? La croissance ou le déclin de la France dépendaient pourtant de la réponse à ces questions auxquelles nous n'accordions pas d'attention.

Dans le monde moderne, il y a un facteur prédominant, c'est la production. Une nation est comme une usine : si elle fabrique à bon compte, elle prend plus de commandes; faisant plus d'affaires, elle emploie plus de personnel et, naturellement, elle grandit, elle s'étend. Il y a des usines favorisées ou bien dirigées qui gagnent en importance, il y en a d'autres médiocrement douées ou mal administrées qui périclitent : il y a des nations qui montent ou descendent pour les mêmes raisons.

Pour gouverner un peuple avec compétence, dans les temps où nous sommes, il faut se placer devant les interrogations suivantes : quelle sera la carte industrielle et commerciale du monde dans une dizaine d'années, quels sont les pays appelés à se développer; avec les ressources dont ils disposent, quel essor vont-ils prendre? Et, pour ce qui est de notre peuple, à quoi peut-il prétendre, quelle doit être l'évolution de sa production, de quel côté l'orienter, comment la stimuler, quels moyens employer pour qu'il ne soit pas distancé par nos concurrents?

On peut aussi bien évidemment ne pas envisager ces hauts problèmes et gouverner au jour le jour

sans s'occuper autrement de ce qui viendra plus tard, comme on le fait en France depuis trente ans, mais il faut renoncer alors à tout espoir de faire son pays grand.

II

La guerre intégrale

Il ne faut pas se lasser de le redire, ce sont les vieilles idées, les préjugés, les traditions que nous avons dans l'esprit qui nous empêchent de prendre les mesures que demande la situation, au moment où il le faudrait, et, depuis le début de la guerre, il en est ainsi.

C'est plus fort que nous : pour commencer nous adoptons invariablement les solutions toutes faites auxquelles nous sommes habitués. Pendant ce temps, l'ennemi procède autrement, il a recours à des moyens inédits qui ne s'accordent avec aucune des formules qui sont numérotées dans nos cerveaux. Aussi comme nous le critiquons, comme nous le raillons!

S'agit-il d'une innovation militaire? Ces Boches, disons-nous, sont-ils assez mégalomanes! Ils ne croient qu'aux choses colossales. De là leur goût pour ces canons énormes où se reflètent leur orgueil et leur lourdeur. Le génie français n'a pas besoin de ces grosses machines : essentiellement rationnel, admirateur de la pondération et du juste milieu, comme il trouve, au contraire, son expression dans les merveilleux petits 75 avec lesquels il se charge de mettre son adversaire à la raison!

Ce fut le même argument pour les tranchées (on disait : guerre de taupes, bonne pour les Allemands ; et l'on n'en creusait pas ou on les creusait mal) ; pour les gaz asphyxiants (laissons-leur ces procédés barbares, n'en usons pas, nous représentons la civilisation) ; pour les bombardements aériens, pour l'emploi des prisonniers, etc.

Les mesures que l'Allemagne a prises pour réglementer sa production et sa consommation, en intervenant dans les détails les plus minutieux de la vie des citoyens, en déterminant, à un gramme près, la portion de pain ou de viande qu'ils peuvent manger hebdomadairement, en fixant un maximum aux articles d'habillement qu'ils peuvent user dans le cours d'une année, etc., nous ont paru comme le comble de l'absurdité dans lequel peut tomber un régime de caporalisme et de militarisme.

Les Français, pensait-on chez nous (on le pense encore), n'ont pas à s'imposer de telles sujétions. Sous le régime de l'individualisme et de la liberté qui convient à leur race, avec leurs moyens à eux, ils se chargent de faire aussi bien et même mieux que leurs puissants ennemis.

Quoi qu'il en soit de ces belles paroles, il faut constater qu'il se produit chez nous, dans toutes les questions, cette même évolution qu'après avoir décrié les moyens employés par les Allemands, nous les adoptons nous-mêmes. Seulement, cela demande du temps, parce que nous avons d'abord à constater que nos méthodes ne donnent pas les résultats désirés, ce qui n'entre dans notre esprit que quand une situation s'est manifestée d'une manière assez

claire pour qu'il nous soit impossible de continuer à soutenir que nous sommes dans la bonne voie.

En bon français, cela veut dire que nous ne changeons nos procédés que le jour où nous y sommes contraints par la nécessité. Que ce professeur ne donne pas ses leçons gratuitement, d'autre part, tout le monde le sait.

Encore, faut-il jeter cette ombre au tableau : quand nous évoluons, c'est tout doucement

(6 *lignes censurées*)

On allègue dans certains journaux que c'est la manière française. S'il en est ainsi, c'est une deuxième manière, parce qu'il y en a une autre dans l'histoire.

Pratiquement, il n'y a pas, du reste, deux manières d'agir pour des gens qui sont dans la même situation, parce qu'il y en a toujours une qui est la plus expéditive, la plus sûre, la plus efficace et qu'il faut adopter. Les partenaires de la lutte actuelle ont les mêmes objectifs : d'abord, gagner la victoire et pour cela fabriquer la plus grande quantité possible d'engins de destruction, arriver au maximum d'utilisation de leur population civile, économiser leurs ressources en vivres, en denrées, en argent, en un mot se mettre en mesure de tenir le coup aussi longtemps qu'il est nécessaire pour dominer l'ennemi qu'ils combattent.

Le deuxième but qu'ils ne peuvent pas perdre de

vue est de préparer l'après-guerre : cela veut dire étudier et fixer dès maintenant la solution des problèmes immenses que doit soulever pour eux le retour à la vie normale, qui est un état de concurrence entre les peuples, ne l'oublions pas.

Ces questions ont trait à la création ou à l'extension des outillages, à la détermination, à l'achat et à la répartition des matières premières, au règlement des changes, à la fixation des tarifs douaniers, à l'organisation de l'industrie et du commerce, à la reconstitution des banques, au relèvement de l'agriculture, à la construction des flottes, au perfectionnement des ports, à l'extension des canaux et des voies ferrées, c'est-à-dire à tous les facteurs qui interviennent dans le développement de la production et dans l'abaissement de son prix de revient; ces questions, il est terrifiant de constater quel degré de complexité elles atteignent dans un pays comme le nôtre, où l'outillage et les méthodes étaient, avant la guerre, si insuffisants; ces questions sont toutes techniques, toutes spéciales, elles exigent toutes des connaissances professionnelles, mais en même temps, comme elles doivent se raccorder au plan de notre relèvement national, on ne peut les résoudre qu'en partant d'une conception profonde des possibilités du pays.

En d'autres mots, on peut dire que nous sommes dans une situation telle que nous faisons une guerre intégrale où les belligérants mettent en jeu ce qu'ils ont d'intelligence et d'activité dans tous les domaines et dans toutes les sphères.

Jusqu'ici, la guerre consistait dans le match des

généraux et dans la rencontre des soldats; maintenant, elle se poursuit de plus entre les civils, qui s'opposent les uns aux autres en continuant à travailler chacun dans leur spécialité. L'industriel français, qui fait de son mieux pour élever sa production, a pour contre-partie l'industriel allemand qui se dépense dans le même but. Les choses se présentent de la même manière pour l'agriculteur, le commerçant, l'ingénieur, le chimiste, etc., et, comme il y a une vie intellectuelle et morale qui compte aussi dans la guerre, la même situation se retrouve pour le savant, le professeur, l'écrivain, etc., et pour tous ceux qui exercent une influence par leurs paroles ou leurs écrits. Chacun d'eux a son ennemi de l'autre côté de la frontière. Celui qui fait mal sa tâche est un soldat qui ne remplit pas son devoir, et l'homme oisif est un déserteur...

Nous sommes conduit à cette observation émouvante : de tous les duels qui se livrent entre les civils des nations belligérantes, le plus décisif est celui qui met face à face, si l'on peut dire — et l'image est juste, elle traduit une situation vraie, — les hautes personnalités des gouvernements et des administrations qui rivalisent entre elles de compétence, d'initiative, d'intelligence, d'habileté et de profondeur de vues pour solutionner les problèmes extrêmement difficiles qui se rattachent à l'organisation de la guerre et de l'état futur de leur pays.

Après la valeur du commandement militaire, celle de la direction civile est, en effet, l'élément le plus important de la victoire.

En Allemagne, on le comprend, puisqu'on y met les meilleurs hommes au sommet, et l'on est, en France, évidemment du même avis, dirons-nous, sans insister sur ce point...

III

Les meilleurs hommes en Allemagne

Pour vaincre les Allemands, ce n'est pas assez que les Alliés aient de bons généraux et des soldats héroïques, il faut aussi qu'ils aient la supériorité sur leurs ennemis en artillerie, en obus, en mitrailleuses, en avions, etc.

Lieu commun, n'est-ce pas, que cette guerre est une lutte d'industries. Il y a trois ans que les événements l'enseignent. Les campagnes de journaux l'ont gravé dans notre esprit, pas un petit hameau de France où elle ne se répète comme un refrain, comme une scie.

Connaître une vérité, c'est une chose; la comprendre, c'en est une autre. Eh bien, nous pouvons nous faire toutes les illusions que nous voulons à cet égard, il n'empêche que nous sommes en réalité bien loin d'apprécier que l'armée faisant son devoir — et Dieu sait si elle s'en acquitte! — le sort de la guerre est entre nos mains, à nous, population civile.

Travailler, nous le voulons bien, mais mollement, comme toujours. Quant à faire un effort, quant à renoncer à des habitudes, quant à toucher à des mœurs, à des procédures, à des institutions

qui peuvent ne pas répondre aux exigences actuelles, aucun de nous n'y veut penser.

Très peu de Français ont conscience que la valeur du travail peut varier du simple au double d'après la manière dont il est conduit. Ils ignorent l'importance des facteurs appelés direction, méthodes.

S'ils la comprenaient, il n'y a pas de jour où ils ne se demanderaient anxieusement si notre organisation est à la hauteur des problèmes effrayants que soulève la guerre actuelle; c'est fiévreusement qu'ils se poseraient la question de savoir si nos moyens gouvernementaux et administratifs peuvent être mis en parallèle avec ceux de l'ennemi, s'ils ont la même efficacité, le même rendement; un tel examen s'imposerait à eux en dehors de toute opinion politique.

Les dogmes des partis ne comptent plus, quand il s'agit de sauver le pays. Inférieurs en effectifs, en richesses, les Allemands peuvent compenser leur désavantage en utilisant avec plus de science et d'énergie leurs ressources. Une telle éventualité ne devrait-elle pas nous troubler?

Voici une idée que nous n'avons pas, ou bien à laquelle nous venons très péniblement : c'est que tous nos départements techniques doivent être confiés à des hommes pouvant justifier d'une longue pratique des questions qu'ils ont à résoudre.

Encore n'est-ce pas assez, car il y a des médiocres chez les spécialistes comme ailleurs. De ces hommes, nous devons exiger qu'ils aient manifesté de grands talents. Ces talents, il n'y a pas à les

découvrir, car il faut qu'ils apparaissent dans leurs œuvres.

Tel a pacifié une colonie et en a créé les rouages dans des conditions qui ont révélé son initiative, sa justesse d'esprit, son sens pratique des choses; on est donc certain que c'est un bon administrateur. Tel autre a dirigé de grandes industries qui se sont développées sous sa direction. Un troisième a fait les plans et l'exécution d'importants travaux publics à l'étranger.

En Allemagne, on procède de cette manière : Hellferich, directeur de la Deutsche Bank, la plus grande institution financière allemande, a été appelé au gouvernement et l'on sait quel rôle important il y joue.

Quand, après avoir manqué leur attaque brusquée, nos ennemis ont été menacés d'une crise d'explosifs, c'est à Rathenau, le directeur de l'Allgemeine Gesellschaft, la plus grande entreprise d'électricité du monde, qu'ils ont fait appel pour organiser la fabrication de leurs munitions.

C'est au général Groener, qui a montré des capacités d'administrateur émérite, qu'ils s'adressent pour l'intensifier.

C'est à Stahmer, c'est à un homme possédant l'expérience des grandes affaires, que l'empereur a confié le soin de préparer l'après-guerre. Dans tous les départements économiques, industriels, commerciaux, agricoles, maritimes, etc., le gouvernement allemand a mis au sommet les gens les plus compétents du pays.

Chez nous, c'est un dogme que les titulaires des

portefeuilles doivent être des hommes politiques, sénateurs ou députés. Parmi ceux-ci, une trentaine sont ministrables, c'est-à-dire ont le talent de parole et l'influence qui sont requis pour entrer dans un gouvernement.

Professionnellement, ce sont des avocats, des professeurs, des journalistes, des notaires, etc.; ils peuvent être instruits, travailleurs, bien intentionnés (qui ne le serait dans les circonstances actuelles?), mais comme administrateurs, leur expérience est nulle, quand ils prennent le pouvoir, et de leurs connaissances spéciales, n'en parlons pas, puisqu'ils remplissent indifféremment toutes les fonctions, qu'il s'agisse de diplomatie, de marine marchande, de travaux publics ou de fabrication de munitions.

Que ce système soit le plus efficace pour lutter contre l'ennemi le mieux organisé du monde entier, c'est un point dont on commence à douter dans les milieux raisonnables. Dans l'intérêt de la France et de la démocratie, il n'est que temps de le changer.

IV

L'incompétence règne

Si nous avions un pouvoir fort, conscient, à la hauteur de la situation, nous déclarons nettement que nous serions partisan d'une censure énergique, étant d'avis que ce n'est pas en temps de guerre qu'il peut être permis d'affaiblir le moral du pays, en énonçant des critiques inspirées trop souvent

par cet individualisme excessif, qui n'a pas toujours été le trait le plus joli de notre régime démocratique.

Ce pouvoir volontaire et compétent, nous ne l'avons pas, malheureusement — on ne trahit pas un secret des dieux en le disant —. Pour réformer notre gouvernement, pour l'obliger à prendre les mesures que demande la situation, la Constitution ne met à notre disposition qu'un moyen un peu lent, pas très sûr, avec cela mal approprié aux circonstances, tout de même très précieux pour nous, puisque nous n'en avons pas d'autre, et qui consiste à faire appel à l'opinion pour que celle-ci agisse sur les députés, pour que les députés opèrent à leur tour une pression sur les ministres...

Oh! nous ne disons pas ce que ce système soit le meilleur qu'on puisse imaginer pour faire la guerre à des ennemis supérieurement organisés, chez qui les décisions les plus hardies s'exécutent avec une célérité terrifiante. Tout de même, en temps normal, il y a chez nous une issue régulière aux situations difficiles : le pays étant renseigné sur les abus qui se produisent manifeste son mécontentement à ses représentants qui transmettent la pression au gouvernement, lequel, acculé, se décide à prendre des mesures...

Si la censure interdit de mettre le public au courant des errements qui sont suivis en hauts lieux, le mécanisme ne joue plus. Plus moyen d'atteindre le gouvernement. Ce n'est pas la dictature, puisqu'il n'y a pas d'autorité au sommet; c'est la suppression de toute sanction, c'est l'irresponsabilité

de ceux qui gouvernent, organisée et mise à l'abri de tout assaut par la rangée des ciseaux.

Plus de solution alors que la poussée des événements qui, eux, ne s'escamotent pas comme des articles de journaux. Hélas! faut-il en venir là, quand il est clair que la situation peut se rétablir très vite en notre faveur, si nous avons seulement le courage de saper ce qu'il y a de suranné dans nos principes d'administration!

Si l'on nous invitait à souscrire à des actions d'une société métallurgique administrée par un professeur d'histoire, aidé d'un statisticien émérite, nous réserverions nos capitaux.

Imaginons une compagnie de chemins de fer traversant une crise de transports et s'adressant pour solutionner son cas à un littérateur spirituel, achèterions-nous ses titres?

On viendrait nous dire encore : il se fonde une grosse affaire commerciale, elle a pour but de fournir des comestibles et des denrées à plusieurs millions d'hommes, c'est un avocat qui la conduit, il n'est pas de la partie, mais c'est un travailleur, soyez sûr qu'il s'y mettra. Comme épargnants, nous resterions froids.

N'exagérons rien : les choses ne marcheraient pas du tout, s'il n'y avait pas de gens compétents dans les ministères; on en a mis quelques-uns, il le fallait bien, mais la manière dont on choisit ces personnalités mérite une mention particulière. Pour nous faire comprendre, le mieux est de citer un exemple et d'indiquer la composition d'une commission qui détient des attributions très importan-

tes, exerçant un pouvoir de contrôle et de direction sur le commerce et la fabrication de produits intéressant toute notre économie nationale et plus particulièrement la production des munitions.

Les noms n'ayant rien à voir avec notre sujet, nous ne les citons pas. Le président de la commission est le ministre du commerce, le vice-président est un honorable sénateur. Quant au comité de direction, il comprend quatorze personnes, savoir : un membre de l'Académie de médecine; un conseiller d'Etat, directeur général des Douanes; un directeur au ministère du commerce; un professeur à la Faculté de droit; un membre de l'Institut, directeur d'une école supérieure; un autre membre de l'Institut; un député; un professeur d'agriculture; un membre de l'Institut, professeur à l'Ecole centrale; un membre de l'Institut, député; un directeur de service militaire; un directeur au service de l'agriculture; un auditeur au conseil d'Etat; un directeur au ministère des travaux publics.

Sur les quatorze membres, sept professeurs, cinq fonctionnaires, un militaire et un député, et pas un seul commerçant, pas un seul industriel, pas un seul homme d'action, pas un seul homme de métier!

Ainsi de toutes les commissions que nous avons créées : elles sont toutes composées de fonctionnaires, de professeurs, de savants, de députés, c'est-à-dire d'hommes qui sont, à peu d'exceptions près, dépourvus d'initiative et d'esprit d'organisation.

Méditez sur ce trait de notre mentalité française. Il en dit long.

V

La domination des médiocres

Pour beaucoup de Français, la guerre est une lutte de soldats où notre pays joue son va-tout. Hélas! elle est autre chose encore, elle est aussi l'événement, la nécessité qui devaient surgir, pour nous contraindre à changer des méthodes vicieuses que nous n'aurions jamais eu le courage de réformer nous-mêmes, sans être poussés par une force extérieure.

Si ces méthodes avaient été bonnes, il est clair que notre nation n'aurait pas périclité, que son industrie et sa population n'auraient pas décru; si nous avions été forts, puissants, bien gouvernés, il est certain qu'on ne nous aurait pas attaqués.

Si ces méthodes n'étaient pas bonnes pendant la paix, elles le sont encore moins pendant la guerre. Que peuvent-elles donner, en particulier, dans une lutte qui se poursuit à la fois sur les terrains militaire, scientifique, industriel, commercial, agricole, administratif, diplomatique, financier, etc., où les pays belligérants s'ingénient à tirer le meilleur rendement de leurs ressources et de leurs hommes, dans laquelle, par conséquent, l'élément le plus important de la victoire est la valeur de l'organisation ou la qualité du commandement.

Dans un tel moment, il est fatal que l'inexactitude des principes et des conceptions ressorte d'une manière évidente et s'impose au bout d'un certain

temps irrésistiblement, dans un tel moment où le salut de tous est en jeu, le moral des citoyens s'élève et leur vision est plus claire, dans un tel moment aussi l'effet vient si vite après la cause que la logique des événements s'impose implacablement.

Ce qui se prépare dans notre pays, c'est la révision des principes au moyen desquels nous gouvernons, c'est une révolution intellectuelle appelée à dépasser en profondeur et en portée militaire celle que nous avons faite il y a cent ans; le mot n'est pas trop fort, il est en rapport avec l'importance du changement qui doit s'opérer dans nos sentiments et dans nos idées et déterminer une transformation, un rajeunissement complet de notre mentalité française, autrefois si brillante.

De cette métamorphose à laquelle les événements vont contribuer, mais qu'il est possible d'activer par la propagande et l'appel au raisonnement, nous aurons l'occasion de parler longuement à nos lecteurs; nous y faisons allusion ici dans la mesure où l'exige une situation qui pousse à des solutions qu'on ne peut plus reculer.

C'est malheureusement une loi que les castes privilégiées se défendent et n'abandonnent pas volontiers leurs prérogatives, mais, étant humaines, elles ne sont pas non plus inaccessibles au désintéressement, quand les circonstances l'exigent absolument, du moins est-ce l'histoire qui nous l'apprend.

On dit que notre régime est démocratique. C'est vrai, si l'on regarde la forme de nos institutions mais il est une autre manière d'en juger, c'est de

voir comment le système fonctionne. A première vue, cette constatation s'impose : on ne peut être ministre en France — si ce n'est dans le département de la guerre ou de la marine, et encore — que si l'on est député ou sénateur. La Constitution, disons-le de suite, ne le prescrit pas, elle est muette sur ce point. Ce sont les parlementaires qui ont créé la règle et qui l'observent religieusement. Puissent-ils avoir le même esprit de suite dans toutes les questions!

Le corps électoral nomme ses élus en tenant compte de considérations politiques; il n'examine pas s'ils sont aptes à diriger les services de tel ministère. Comment peut-il le faire? Le personnel parlementaire n'est donc l'objet d'aucune sélection, c'est un groupement quelconque, il s'est formé par hasard; c'est pourtant dans ses rangs restreints qu'on prend les ministres; encore le choix est-il limité davantage par le fait qu'on attribue les portefeuilles à de certains partis.

C'est donc dans un tout petit milieu, et quelle que soit leur qualification, que sont choisis, chez nous, les titulaires les plus élevés des services de l'Etat. Faisant abstraction de l'esprit de parti, nous serons tous d'accord pour constater que ce mode de recrutement n'est pas scientifique et ne peut pas donner des résultats favorables.

A cause de l'insignifiance des gens placés au sommet, nous avons — la chose est légendaire — la domination des bureaux, ce qui veut dire que la direction des services est effectuée pratiquement par des fonctionnaires de carrière. Encore une

caste fermée. Nous ne nions pas ses qualités, sa probité, sa culture, mais ses défauts sont connus, c'est la routine, le formalisme, le manque d'initiative, la répugnance au changement, et, par-dessus tout, l'ignorance des réalités propres à ceux qui n'observent pas les nécessités, parce qu'ils n'ont pas à s'y adapter.

Dans la mesure où il est nécessaire de renforcer le personnel administratif, s'il s'agit de questions échappant à sa compétence ordinaire, que nomme-t-on chez nous? Des professeurs, c'est-à-dire encore des fonctionnaires.

Allons plus loin. Dans les rares occasions où l'on éprouve le besoin de faire entrer dans les commissions des personnalités du monde de la production, qui choisit-on encore? Des hommes pourvus de décorations. occupant des postes honorifiques, fils de leur père et non de leurs œuvres. La situation se précise. En haut, le monopole parlementaire, au-dessous l'avancement par le titre ou le diplôme, seul critérium qu'on admette en France pour avoir droit aux fonctions publiques.

Le talent, la personnalité sont des choses que nous n'apprécions pas, le mot est trop doux : nous les redoutons, nous les fuyons, nous les haïssons. Routine et jalousie : contre les gens à tempérament, les charlatans et les médiocres sont coalisés. On ne passe pas.

Des gens de valeur, dites-vous? Eh bien, qui les empêche de faire comme les camarades, de s'affilier à un parti, d'entrer dans des comités, de devenir conseillers municipaux, députés, membres et rap-

porteurs de commissions ou de passer des examens, d'entrer dans l'Administration, qui les nommera vingt-cinq ans après chefs de bureau? Dans tout métier, il faut débuter, ensuite on arrive petit à petit par l'avancement...

VI

Un roman

Pour comprendre comment se pose la question du gouvernement dans notre pays en ce moment, usons d'un procédé de raisonnement excellent pour fixer les idées, dont les savants se servent utilement, que les professeurs emploient dans leur enseignement, qui nous est familier à tous, qu'on appelle couramment l'hypothèse.

Supposons que nos institutions n'existent pas ou pour rester dans la vraisemblance, imaginons, si vous le voulez bien, que ces institutions sont suspendues avec le consentement des citoyens, que tous les usages, règlements, traditions, procédures s'y rattachant sont abolis provisoirement; admettons aussi que, dans ces conditions, une intelligence consciente ait le pouvoir de réorganiser le pays, sans autre but que de mener la guerre à une heureuse issue.

Comment procédera cette intelligence? On peut le dire, sans peur de se tromper, parce qu'il n'y a pas deux manières d'agir, parce qu'il en existe une seule, qui résulte de la nature des choses et qui s'impose à tout homme ayant une œuvre à réaliser.

N'étant pas la science infuse, aucune intelligence n'est à même de disposer des connaissances militaires, diplomatiques, économiques, industrielles, commerciales, financières que réclame la direction d'une guerre aussi étendue, aussi variée, aussi compliquée que l'est le conflit effrayant qui nous occupe en ce moment.

La première préoccupation de l'intelligence dont nous parlons sera donc de grouper autour d'elle les conseillers les plus compétents; par ces mots, il ne faut pas entendre les plus savants, mais ceux qui savent le mieux observer, juger, apprécier les questions rentrant dans leur spécialité.

Seconde question essentielle : la direction des services de l'Etat. Pour ces fonctions, il faut des hommes à volonté, à tempérament, ayant l'ascendant, l'autorité, le feu sacré, sachant se faire obéir, des entraîneurs, des gens d'action, assez versés dans leur partie pour voir l'ensemble et le détail et pour juger comment tel rouage de leur département peut être amélioré ou simplifié; pour ces postes élevés, il faut des hommes spécialement doués. Dans la civilisation moderne, la faculté la plus précieuse est le talent d'organisation : quelques hommes l'ont, chez les autres elle n'existe à aucun degré.

Nous voyons comment l'intelligence va s'y prendre pour avoir des collaborateurs de valeur. Nos institutions étant abolies provisoirement, c'est-à-dire aucune entrave ne la gênant par hypothèse, elle n'aura pas à considérer si tel candidat est politiquement influent, s'il est appuyé, patronné, s'il

est décoré, diplômé, s'il est député ou fonctionnaire, s'il appartient à une caste ou à un parti. Soucieuse d'avoir des gens de talent et non des figurants, peu lui importeront les titres des postulants. Ce qui déterminera son choix, ce sont leurs œuvres, ce sont les qualités qu'ils auront déployées dans leur carrière professionnelle...

Mon Dieu! Cette méthode n'est pas transcendante : le bon sens ne l'est pas généralement. Cette méthode est celle qu'on emploie dans l'industrie, quand on cherche un bon directeur, un bon contremaître. Pour qu'on le prenne, il ne suffit pas qu'il soit recommandé : on se renseigne pour savoir où il a travaillé, comment il s'est conduit.

Autre principe que l'intelligence appliquera sûrement. Comme nos institutions sont abolies par hypothèse, il en résulte qu'il n'y a plus dans notre pays de fonctionnaires ayant droit à leur emploi, que ceux-ci sont pris n'importe où, qu'ils ont un avancement rapide, sont rétrogradés ou révoqués, selon leurs mérites ou leurs défauts. C'est assez fantastique à imaginer, c'est de la fiction, nous en convenons; tout de même, supposons que cela soit.

Vous apercevez alors ce que fait notre intelligence, elle a beau jeu pour obtenir un bon résultat : elle institue la sanction du haut en bas dans tous les services de l'Etat.

Comment s'y prend-elle? Oh! c'est bien simple. Elle a choisi des ministres qui sont des hommes, qui ne sont pas des machines à signer, ne l'oubliez pas; elle leur dit : « Travaillez, passez vos jours et vos nuits, usez-vous pour créer une œuvre. Si

vous réussissez, vous serez grand, vous aurez l'honneur et le profit. Si vous échouez, je vous mets à la porte, vous partirez déconsidéré, disqualifié, exclu à jamais des fonstions publiques. Etant responsable, vous êtes libre de vous organiser comme vous l'entendez. Choisissez vos collaborateurs à votre idée, prenez-les où vous voulez, c'est votre affaire. »

Les ministres disent de même à leurs directeurs : « Je m'en prends à vous. Récompense, si tout va bien ; renvoi, autrement. Arrangez-vous, engagez qui vous plaît. » La responsabilité descendra de cette manière : quiconque aura un service à diriger devra fournir le rendement qu'on attend de lui ou s'en aller.

C'est du roman, direz-vous. Oui, mais la vie est si triste qu'on peut en faire quelquefois.

VII

Les Cendrillons

Les lecteurs qui veulent bien nous suivre sont familiarisés avec l'idée que notre pays marche vers un état différent comme le jour et la nuit de celui qu'il a connu jusqu'ici ; ils ont conscience que nos vieilles méthodes ont fait leur temps ; il apparaît à leurs yeux que pour sauver la race française il ne peut suffire de les rapiécer, de les rajeunir, de les rénover ; la conviction se fait en eux qu'il faut aller plus loin, que la nécessité oblige à les transposer, à les retourner, à les changer du tout au tout, si

nous voulons vivre, si nous tenons à redevenir un peuple qui rayonne, s'il est dans nos intentions de rester dignes de nos pères qui ont tant peiné, tant lutté pour que la France soit un pays grand.

Comme le problème se précise pour ceux qui réfléchissent, comme il est visible que nous sommes en présence d'un organe qui meurt, parce qu'il n'accomplit pas sa tâche et ne répond pas aux besoins, comme nous voyons tous qu'une autre mentalité se forme, qu'elle émerge, comme sa naissance est pénible, comme elle est laborieuse, quelle résistance elle rencontre dans les préjugés, dans l'inertie, dans l'ignorance, dans l'égoïsme, quels ennemis pour elle dans certains intérêts particuliers! Aidons-la, citoyens. Braves gens, à la rescousse! La France nouvelle veut naître, elle vous appelle!

La transformation s'opère dans plusieurs directions. Voici la première : mettre à la tête des services de l'Etat les hommes les plus compétents, sans regarder s'ils sont députés ou sénateurs — quel rapport cela peut-il avoir avec leurs aptitudes à diriger et à organiser? — à plus forte raison sans examiner s'ils sont membres d'un parti, s'ils ont beaucoup d'amis, si X... ou Z... les patronne, etc., ceci ne préjugeant pas non plus des qualités qui les désignent pour tenir les grands emplois publics.

Dans l'industrie, l'entreprise réussit par le mérite de son chef; à la guerre, la victoire est assurée par la valeur du général. De même un Etat ne peut pas prospérer, s'il est gouverné par des gens moyens, pris au hasard, en présence de rivaux dirigés par

des hommes supérieurs, choisis en raison de leurs capacités et sélectionnés. Il est évident que nous faussons l'idée démocratique, voire que nous la compromettons en donnant le monopole des fonctions publiques à des mandataires que nous nommons à cause de leurs opinions politiques et sans égard à leurs aptitudes, que nous serions, du reste, bien en peine de juger.

Vérité évidente; elle n'entre cependant dans les faits que petit à petit sous la pression des nécessités. Dieu sait pourtant si celles-ci nous harcèlent depuis quatre ans!

Des gens compétents, vous pensez bien qu'on en a utilisés dans ces derniers temps. Sans eux, qu'aurait-on fait? Sans eux, comment s'y serait-on pris pour fabriquer des munitions, des canons, pour assurer le ravitaillement des combattants, pour solutionner, fût-ce même insuffisamment chez nous, les questions du blé, du charbon, des transports et tous les problèmes se rattachant à l'alimentation de la population civile?

Voyons cependant l'évolution. Au début, on les a introduits à titre consultatif dans des commissions ou dans des comités, où ils ont été noyés dans une foule de fonctionnaires, de professeurs et de personnalités décorées. Ce fut, pour commencer, l'injection de la compétence à doses minuscules. Quel courage pourtant pour le faire, quelle violation des traditions les plus sacrées! On s'y résolut cependant : ne fallait-il pas imiter un peu les Allemands?

Tout de même, on ne se tirait pas d'affaire : alors quelques hommes compétents furent mandés

près des ministres. Trait caractéristique de la seconde période : on en fit des hommes de second plan, des personnages effacés. Ils exécutaient du bon travail, ils rendaient des services signalés; ce qui se faisait de bon, c'était à eux qu'on le devait, c'était sur leurs indications qu'on l'accomplissait; ils n'en restaient pas moins des êtres subalternes, dont le public ignorait l'existence. C'est à l'occasion d'un grand débat parlementaire que ce dernier apprit par hasard qu'il y avait un homme de métier qui dirigeait la fabrication des munitions.

Il faut avouer que cet état de choses n'était pas démocratique et qu'il répugnait au sentiment de la justice inhérent à nous autres Français que des hommes accomplissant une fonction ne reçussent par les honneurs auxquels ils avaient droit. Mais ceci était plus grave : le pays n'y trouvait pas son compte, les gens de talent qui travaillaient dans ces conditions, qui n'avaient pas le pouvoir et l'autorité, dont l'amour-propre était faiblement stimulé, qui se trouvaient dans cette situation cruelle que leur œuvre s'inscrivait au compte d'un autre, ces gens-là n'étaient pas placés vraiment dans de très bonnes conditions pour donner leur mesure et faire rendre à leur cerveau le maximum de résultats que demandaient les circonstances.

Saluons la troisième étape : nous retrouvons les gens compétents un peu plus haut, on leur donne de l'avancement. Au sommet, ils n'y sont pas encore; toutefois, nous le prédisons, cela viendra.

Confiance! Confiance dans les soldats, dans le pays, dans son bon sens, dans son génie, dans le

ressort extraordinaire dont il a fait preuve aux journées les plus sombres de son histoire; confiance dans les hommes de cœur et de talent qui surgiront de tous côtés, chez nous, quand on voudra d'eux!

VIII

Vers la puissance de l'Etat

En dehors de l'appel aux gens compétents, nous sommes poussés vers une seconde direction, qui consiste à concentrer le pouvoir pour rendre l'Etat plus puissant. Cette nécessité s'est imposée dans tous les temps aux pays menacés d'invasion, elle constitue la ressource suprême des nations dans les moments difficiles : c'est dans la mesure où ils le comprennent et s'y soumettent que les peuples utilisent leurs moyens et réussissent à opérer le rétablissement par lequel ils changent la situation en leur faveur et prennent l'ascendant sur leurs ennemis.

Quand l'heure était critique, nous avons tous appris à l'école que les républicains romains nommaient un dictateur et l'on nous y a enseigné aussi que le Comité de Salut public n'aurait pas sauvé la France si, pour agir, il n'avait pas disposé d'un pouvoir effrayant.

Réfléchissez, demandez-vous s'il ne faut pas que cette nécessité soit pressante pour que nos ennemis en viennent à renforcer le caractère autoritaire de leur système, que nous jugions déjà si dominateur en temps normal. En Allemagne, le moment est proche où il n'y aura plus de constitution, plus de

lois, plus de fortunes particulières, plus de droits individuels, où l'Etat disposera des biens et des libertés de tous les citoyens, où il les réquisitionnera sans tenir compte des institutions, des codes, etc...

C'est de la politique à la prussienne, dira-t-on. Non, répondrons-nous, à la française, puisque, ici encore, on nous suit, on nous imite. Française ou prussienne, il n'importe bien évidemment. S'il n'y a qu'un moyen de sauver le pays, prenons-le, qu'il soit conforme ou non à nos idées. On ne peut sacrifier une nation à des principes, puisque ceux-ci meurent avec elle, puisqu'il n'y a plus de droits, plus d'aspirations, plus de rayonnement à espérer pour un pays conquis...

Voyez les Anglais, qui sont individualistes, libéraux, démocrates à nous rendre des points, moins souples que nous cependant à certains égards, moins vifs, moins prompts, plus traditionnalistes, c'est connu, leur histoire en témoigne, voyez si les Anglais ne commencent pas à s'orienter du même côté que les Allemands.

Concentration du pouvoir, utilisation de tous les citoyens, rationnement de la population, mesures draconiennes, illégales, attentatoires aux libertés privées, si précieuses, si sacrées pourtant chez nos alliés, petit à petit ils y viennent. Le mouvement a été déchaîné par le geste de Lloyd George, il s'accentuera sous la pression des réalités, des nécessités auxquelles le peuple anglais doit se plier sous peine de mourir.

Détail typique de la mentalité qui s'introduit chez

nos amis : des personnalités écossaises, sûrement très libérales — qui ne l'est dans ce noble pays? — déclaraient publiquement, il y a quelques jours, que l'Angleterre était prête à instituer chez elle la dictature, s'il le fallait, pour avoir la victoire.

Et nous? Nous, comme toujours, nous allons piano, pianissimo, à petits pas, marchant, reculant et finalement avançant à peine dans la voie où nous devrions courir, bondir, doubler, tripler les étapes, si nous avions le moins du monde conscience de la situation.

Il fallait faire quelque chose pour répondre à la terrible initiative allemande et pour accompagner l'effort anglais. Le ministère l'a compris, il s'est « resserré ». Le nombre de ses membres a été un peu réduit, plusieurs ministres ont perdu leur portefeuille; par contre, deux ou trois personnalités compétentes et n'appartenant pas au milieu politique ont été introduites dans son sein. Le lendemain, à la Chambre, réception froide, attitude critique, vote peu encourageant, majorité bien diminuée. Le jour suivant, nous connaissons la suite... nomination de sept députés comme sous-secrétaires d'Etat (1).

Nous avouons ne pas sentir en nous le sang-froid nécessaire pour commenter ces faits avec la modération que demande la censure. Au surplus, pensant à la situation, nous ne sommes pas bien sûr d'être éveillé...

En même temps, nous lisons dans les journaux

(1) Lignes écrites le 16 décembre 1916.

que le Sénat veut interpeller le gouvernement sur une longue série de questions militaires, industrielles, économiques, financières, etc. Il y a quinze jours que le président du conseil se débat dans un tournoi oratoire qui absorbe toutes ses forces — peu de gens soutiendraient un tel effort. L'homme que nous soumettons à cet effort a la charge de notre diplomatie, nous le rendons responsable de ce qui se passe en Grèce, en Roumanie, il doit surveiller nos intérêts dans toutes les parties du monde; encore est-ce peu de chose dans ses attributions à côté du reste, qui n'est rien moins que le gouvernement du pays et la direction de la guerre.

Vous croyez sérieusement qu'un homme affrontant des débats aussi compliqués, aussi passionnés, peut avoir encore assez de vigueur d'esprit — ne parlons pas du temps — pour étudier, retourner sous toutes leurs faces les problèmes vitaux qui se rattachent à la guerre et qu'il doit résoudre? Vous admettez que cet homme dispose encore d'assez de volonté pour trouver des solutions personnelles à ces problèmes, poursuivre des négociations longues, difficiles et subtiles, prévoir l'avenir, dresser des plans, les exécuter avec esprit de suite? Alors, vous êtes fous, nous sommes fous.

Pire encore : nous exigeons que cet homme se mette d'accord, avant d'agir, avec huit cents personnes qui ne se sont jamais entendues entre elles et qu'il mène la guerre à bonne fin dans ces conditions, sans déroger en rien aux formes que la constitution a prescrites pour le temps de paix, il y a quarante ans.

Pas de doute, nous sommes fous, complètement fous!

IX

La dictature des députés

Le Parlement interpelle le ministère parce que c'est sa prérogative. Bien, mais si la Constitution joue, le pays a le droit aussi d'interpeller le Parlement.

Est-il utile de rappeler que ce dernier n'est rien par lui-même, que son pouvoir, il le tient d'un mandat populaire, que ce mandat est révocable, pas seulement au moment des élections, mais en tout temps?

Le cas a été prévu dans toutes les démocraties qu'un Parlement pouvait n'être pas capable de gouverner ou ne pas répondre à une situation nouvelle, ne pas avoir l'autorité pour la trancher, comme il arrive si cette situation s'est développée subitement, si le corps électoral n'en a pas eu connaissance quand il a choisi ses mandataires, s'il ne leur a donné sur ce point aucunes instructions.

C'est pour faire face à ces circonstances qu'il a été attribué au chef de l'Etat le droit de décréter la dissolution du Parlement et de procéder à de nouvelles élections. Chez nous, on se sert de ce droit rarement; en Angleterre, on l'exerce fréquemment.

Hâtons-nous de dire qu'il ne peut être question d'instituer une consultation du peuple en ce moment; ne perdons pas notre encre à montrer qu'elle est impossible matériellement et moralement; cons-

tatons seulement que nous sommes dans une impasse, que notre régime démocratique ne joue pas, ne peut pas jouer, que son fonctionnement est suspendu, arrêté, sapé provisoirement dans sa base qui s'appelle la souveraineté du citoyen.

Observation à faire en passant : la thèse des hommes au pouvoir est absurde, puisqu'elle aboutit à dire que nos mandataires ont encore des droits, quand nous n'en avons plus!

Cette situation est dangereuse : notre régime est comme une chaudière dont nous avons bloqué la soupape, mesure nécessaire, indiscutable au surplus, que nous ne discutons pas d'ici; mais cette soupape n'était pas un dispositif inutile dans la machine : elle jouait un rôle, elle avait pour but d'empêcher une explosion dans certains cas. Ces cas peuvent-ils jouer dans le temps présent? Voyons-le.

La Chambre actuelle a été nommée dans un moment où le pays ne croyait pas à la guerre : il a donc élu beaucoup de candidats qui combattaient la politique d'armements ou qui n'étaient pas d'avis de lui donner une grande extension. Il le regrette profondément : si c'était à recommencer, il ne nommerait pas les mêmes personnes, assurément.

De plus, la Chambre actuelle a été nommée dans un moment où le pays était déchiré par des luttes intestines, où fleurissait l'esprit intolérant; elle a été élue sous le régime du scrutin d'arrondissement qui transformait la politique en moyen d'avoir des places, des faveurs et d'assurer la protection d'intérêts respectables ou non.

Nos mandataires sont le produit de cette ambiance. Le peuple a changé de mentalité; mais la question est de savoir si ses élus sont capables de faire de même, et s'il est en leur pouvoir de dépouiller le vieil homme. S'il en est ainsi, tout est bien. Autrement, où est l'issue?

A défaut des élections, nous avons une deuxième soupape, la seule qui reste pour sauver la situation, la possibilité de traduire l'opinion dans des écrits, de faire appel au sentiment du devoir, à l'intérêt des parlementaires. Il n'y a pas longtemps que la censure voulait cadenasser celle-ci : bon moyen pour faire sauter la machine, convenons-en!

Quand nous voyons des hommes qui n'ont à leur actif aucune œuvre se faufiler dans les sous-secrétariats des ministères techniques, puis, à peine installés, y composer leur cour, y caser leurs amis, imperturbablement, en pleine guerre, dans la situation qui règne en ce moment, se peut-il que le Parlement n'ait pas conscience que tout le pays fait des réflexions? Il sera donc éternellement vrai que les dieux rendent fous ceux dont ils ont décidé la perdition?...

X

Les nouveaux nobles

Nos hommes politiques sont-ils aptes à diriger la guerre; est-ce dans leurs rangs que se trouvent les grandes personnalités dont nous avons besoin pour répondre aux circonstances; nos institutions ordinaires avec leur procédure, leur routine, leurs la-

cunes, leurs insuffisances si notoires et si souvent constatées, suffisent-elles à la situation, peuvent-elles déployer l'énergie, l'audace, la sûreté dans la décision et l'exécution qui sont nécessaires pour neutraliser l'adversaire qui nous combat?

Il est inutile de nier que ces questions hantent l'esprit des bons citoyens, que c'est en vain que nous voulons les fuir ou leur échapper, qu'elles reviennent toujours se poser devant nous avec plus d'acuité...

Chacun s'en rend compte : dans la phase où nous sommes, qu'importent les idées? Que comptent les dogmes, les préjugés, les intérêts particuliers? Que pèsent les situations, les droits acquis des personnalités ou des partis quand il s'agit de sauver le pays?

Pour se défendre, les hommes de la politique tentent habilement de nous placer dans le dilemme suivant. De deux choses l'une, disent-ils : ou vous ferez un acte de foi, si absurde qu'il vous paraisse, dans notre aptitude à mener la guerre, ou vous serez suspect d'en vouloir à nos institutions et de n'être pas républicain. Poursuivant des buts séditieux, notre censure vous empêchera d'écrire et caviardera vos articles. Autrement dit, vous ne pouvez douter de nos caractères ou de nos talents sans insulter la démocratie que nous représentons et pour le compte de laquelle nous occupons nos fonctions.

De tels sophismes ne sont pas difficiles à percer à jour. Il n'est pas dit cependant qu'ils soient sans influence sur une partie de notre population qui n'a

pas perdu la superstition de certains mots; il n'est pas impossible qu'ils contribuent à ralentir un mouvement d'idées qu'il est désirable de voir s'accentuer. Pour être plus clair, faisons ressortir que, si notre salut dépend de mesures très hardies qui ne peuvent être prises ou réalisées que le jour où nous aurons compris que nos institutions de paix ne doivent pas jouer normalement pendant la guerre, plus vite cette situation sera saisie par l'opinion, mieux cela vaudra. Qui peut affirmer que la victoire n'est pas liée pratiquement à la question de savoir si nos idées peuvent marcher assez rapidement pour qu'il nous reste le temps d'agir?

La forme actuelle de notre parlementarisme, nous sommes d'accord entre démocrates pour reconnaître qu'elle est imparfaite, inefficace, impuissante sur bien des points. Qu'il s'agisse de nos méthodes d'enseignement et d'éducation si arriérées, de nos travaux de ports de mer et de canaux restés inexécutés, de notre marine marchande abandonnée, de notre commerce et de notre industrie ignorés ou paralysés, de notre agriculture si vieillotte, si encroûtée; qu'il s'agisse du fléau de notre race, l'alcoolisme, que nous n'avons pas combattu, mais encouragé, de la dépopulation dont nous nous sommes si peu souciés, de notre préparation militaire si dangereusement négligée, nous sommes conscients que le régime n'a pas un bilan des plus heureux à montrer et doit, de toute nécessité, se transformer.

Le parlementarisme, il convient du reste de le rappeler, se prête aux modalités les plus variées : il n'est pas le même en France, en Angleterre, en

Suisse, en Amérique : il peut différer par le mode de scrutin, la nature, l'extension des droits des assemblées, etc.

Il peut arriver qu'une certaine forme de parlementarisme n'appelle pas au pouvoir les hommes les mieux doués et favorise la constitution d'une caste fermée qui monopolise les emplois et se conduise comme un syndicat d'intérêts, défendant ses droits jalousement et s'acquittant négligemment de ses fonctions. Si cette situation se présentait, les parlementaires jouissant de privilèges lutteraient pour les conserver en invoquant les principes du régime, c'est-à-dire les libertés du peuple, sans se soucier des effets pouvant en résulter pour le pays, suivant toutes les traditions historiques.

Les nobles s'appuyaient sur l'ancienne grandeur de la monarchie pour défendre leurs droits, les riches prélats, détenteurs de grands domaines, étayaient leurs titres de propriété sur la loi divine.

Tant il est vrai que si les décors changent, dans l'histoire, souvent c'est la même pièce qui recommence...

XI

La responsabilité parlementaire

De tous les encouragements que nous avons reçus, depuis que nous signalons les abus du parlementarisme comme il fonctionne, avec les déviations périlleuses pour la démocratie et pour le pays qu'il a subies chez nous depuis une trentaine d'années, le plus précieux est le discours que vient de

prononcer le président de la Chambre des députés pour défendre ses collègues (1).

Des critiques un peu suivies à l'égard des parlementaires, on n'en voit guère dans la presse, on y relève contre eux que des allusions moqueuses, voilées, enveloppées, superficielles, anodines. Nos articles feraient évidemment exception, si nous les écrivions librement. Impossible cependant, puisque la censure intervint à tout moment pour les supprimer ou les couper. Le peu qu'ils disent est, paraît-il, encore trop.

En dehors des journaux, y a-t-il une campagne contre le parlementarisme? Nulle part on n'en trouve trace, pour la raison que nos organisations politiques ont leurs intérêts liés pas seulement à nos institutions — ce serait bien naturel — mais à leurs défauts, que, vivant par eux, elles ne peuvent les combattre.

Réfléchissez maintenant et demandez-vous si ce n'est pas un signe des temps que les parlementaires qui disposent encore de la presse et des partis constitués s'affolent, parce qu'il subsiste un ou deux écrivains assez indépendants pour les juger.

Ils s'affolent, c'est-à-dire ils s'accusent et reconnaissent que le terrain n'est pas solide sous leurs pieds, que l'opinion n'est pas avec eux, qu'elle leur échappe. Là-dessus ils ne se trompent pas. N'est-ce pas leur métier, n'ont-ils pas un flair particulier

(1) 13 janvier 1917. — En ouvrant la nouvelle session parlementaire, M. Deschanel venait de prononcer un discours où il défendait les députés.

pour sonder les courants? N'est-ce pas leur spécialité de les capter ou de les détourner? Cette opinion, ils en ont l'intuition, il faut peu de chose, en dépit des obstacles apportés par la censure et l'organisation des partis, pour qu'elle prenne conscience d'elle-même. A l'idée qu'un tel malheur peut arriver, nos parlementaires perdent la tête...

Le discours de M. Deschanel est antidémocratique et presque inconstitutionnel dans son esprit. D'après la charte républicaine, les députés sont les représentants des électeurs qui les nomment et qui les jugent. Aussi l'opinion doit-elle avoir toute latitude pour se former et s'exprimer (liberté de la presse, de la parole, droit d'association, etc.). La censure met déjà beaucoup d'obstacles à l'exercice de ces droits : si, de plus, on considérait comme subversive toute appréciation de l'action des députés, on supprimerait le régime démocratique pour instituer la dictature du Parlement. Ce serait une mauvaise direction, parce que le pays n'aurait pas du tout confiance dans cette forme de gouvernement.

Les institutions sont une chose, les hommes au pouvoir en sont une autre. Ceux-ci peuvent commettre des fautes, ne pas remplir leur mandat, se montrer au-dessous de leur tâche; il est dans la logique du système que nous les mettions sur la sellette. Libre à eux de se défendre en prouvant qu'ils ont prévu la guerre et fait des merveilles pour nous approvisionner en canons, en munitions; libre à nous de dire, après les avoir écoutés, s'ils ont tort ou raison.

Il n'est pas nécessaire que les électeurs soient des naïfs et ne prennent pas en considération que les députés et les sénateurs sont désireux de conserver des fonctions qui leur rapportent honneurs et profits. A ce point de vue, leurs intérêts ne sont-ils pas communs, qu'ils soient droitiers ou kienthaliens?

La notion se forme ainsi dans les esprits que les parlementaires de tous les partis peuvent, selon l'évolution démocratique, être des mandataires animés de convictions sincères ou des hommes exerçant un métier, obéissant, par suite, à la solidarité qui fait s'unir étroitement les gens s'occupant d'une même industrie contre leur opposant naturel, le client.

Les parlementaires s'affolent à l'idée qu'on peut leur demander des comptes et s'en prendre à eux de la marche de la guerre; ils veulent diriger sans courir d'aléas, avoir la popularité, si tout va bien, se rejeter sur le gouvernement, la bureaucratie, le haut commandement en cas d'insuccès; prétention extraordinaire, il faut l'avouer, en un temps où grandit si terriblement l'idée de la responsabilité...

L'INCURIE CRIMINELLE

I

Forces perdues

Nous devons combattre l'illusion que notre pays se classe au premier rang des nations dans le domaine de l'initiative et de la hardiesse. Autant nous sommes en droit d'affirmer, en nous appuyant sur un long passé, que notre race possède intrinsèquement à un haut degré les qualités d'audace et d'intelligence naturelle, autant nous avons le devoir de ne pas nous dissimuler — comment autrement nous corriger? — que ces facultés brillantes dont nous étions jadis, avec raison, un peu orgueilleux, se sont assoupies petit à petit sous l'influence d'une mauvaise hygiène; autant nous avons l'obligation de constater que depuis une trentaine d'années elles vont sans cesse en s'étiolant, en se rabougrissant, à force de pousser sur un mauvais terrain, à force d'être gênées, entravées, paralysées par des circonstances contraires. Talent ou grain de blé, pour grandir il faut un milieu.

Cette insuffisance se révèle particulièrement dans le développement de nos ressources économiques, où n'apparaît aucun effort, aucune originalité. Tandis que les autres pays mettaient en valeur leurs moyens propres, que l'Allemagne bâtissait sa grande industrie sur ses gisements charbonniers, que l'Angleterre utilisait sa situation maritime exceptionnelle pour devenir la reine du commerce, la France se contentait d'imiter ses concurrents dans tous les domaines, sans tirer parti des avantages spéciaux dont elle était douée par la nature, sans s'appuyer sur eux, sans les comprendre, on dirait presque sans les connaître.

Un des exemples les plus typiques de cet aveuglement est la lenteur avec laquelle nous prenons conscience que nous sommes, après la Suède et la Norvège, le pays le plus riche de l'Europe en forces hydrauliques. Pendant que l'Angleterre possède un million, et l'Allemagne un million et demi de chevaux-vapeur de houille blanche, la France en a, d'après l'enquête de M. de la Brosse, une dizaine de millions.

A peine avons-nous aménagé le dixième de cette force. Les neuf millions de chevaux non utilisés continuent à s'ébattre et à gambader dans les prés, parce que nous n'avons pas encore eu le courage de les dresser, les atteler et les faire travailler pour nous.

Que représente cette force? On peut l'évaluer grossièrement pour en donner une idée. D'après les statistiques des exploitations, en utilisant le travail de nuit, on arrive à faire fonctionner le cheval

hydraulique 6.000 heures par an. Dans une centrale thermique on compte 1 kilo de charbon pour produire un cheval-heure : neuf millions de chevaux de houille blanche correspondent, en partant de ces données, *à 54 millions de tonnes de charbon par an,* chiffre dépassant la consommation totale de notre pays à l'heure actuelle.

Bien des réflexions viennent à l'esprit. On s'est évertué à nous dire que si les Allemands nous ont devancés si formidablement dans le domaine industriel, c'est qu'ils avaient la force motrice à bon compte, grâce au charbon qu'ils possédaient en abondance. Nous n'avions pas le combustible comme eux, c'est vrai, mais nous avions la houille blanche dont ils étaient dépourvus. Qu'en avons-nous fait?

A l'heure actuelle, même dans les régions les plus riches en chutes d'eau, comme la Savoie et l'Isère, l'énergie hydraulique aménagée fait défaut. Dans la seule ville de Lyon, on produit plus de 50.000 chevaux-vapeur à l'aide du charbon, ce qui doit nécessiter une consommation annuelle de trois cent mille tonnes de houille.

Ce n'est pas M. Herriot, l'organisateur de la mairie de ce grand centre, qui sera le dernier à trouver un tel fait regrettable; ce n'est pas lui non plus que nous voulons convertir à ces vues auxquelles nous savons qu'il est acquis, par ses actes et par ses écrits.

Triste rapprochement : l'Allemagne, riche en charbon et pauvre en houille blanche, développe considérablement sa production d'énergie hydraulique pendant la guerre. En France, en dépit des

nécessités, l'aménagement de nos chutes d'eau se poursuit avec une lenteur désespérante, et même certains travaux, arrêtés en juillet 1914, n'ont pas été repris depuis...

Prévoir, il faut prévoir. Pour aménager une chute, on doit compter un an, deux ans de préparation. Si nous avions eu des hommes compétents au pouvoir depuis le début des hostilités, combien notre situation serait meilleure aujourd'hui!

II

La houille blanche

Rappelons certaines vérités. La houille blanche est une force essentiellement moderne : économique, inusable — le charbon s'épuise, tandis qu'elle reste indéfiniment intacte — la dynamo la transforme en électricité. Cet agent naturel est à son tour un outil merveilleux : par lui nous avons la lumière, la force motrice, la chaleur en même temps que le moyen de dissocier ou fusionner un grand nombre de corps obéissant à son influence. Force extraordinairement puissante, aux ressources infinies, autorisant tous les espoirs et tous les rêves dans l'avenir, et merveilleusement précieuse déjà dans le présent en raison des progrès que la science a faits depuis vingt ans.

Les applications de l'électricité dans l'éclairage et son utilisation comme force motrice sont connues, et chacun pressent l'extension qu'elles peu-

vent prendre. Il n'en est pas de même d'autres emplois de cet agent.

Dans le four électrique, on obtient des températures allant jusqu'à 4.000 degrés au lieu de 1.500 dans les hauts fourneaux. Grâce à cette circonstance, on est en mesure de fondre des minerais jusque-là infusibles ou d'obtenir des métaux doués de propriétés spéciales à cause de la chaleur exceptionnelle ou rigoureusement précise à laquelle ils ont été soumis.

Ainsi se préparent le ferro-nickel, le ferro-aluminium, le ferro-tungstène, le ferro-vanadium, le ferro-molybdène, le ferro-chrome, etc. De même les fours électriques à fonte, à cuivre, à zinc, se multiplient en Allemagne, en Suède, en Norvège, etc. Cette branche est celle qu'on appelle l'électro-métallurgie.

Une autre branche capitale est celle de l'électrochimie : elle consiste à utiliser l'action chimique ou la chaleur du courant pour décomposer ou agglomérer des corps de toute nature. On obtient ainsi la soude caustique, le chlore, les hyperchlorites, les chlorures, chlorates, etc., consommés par les blanchisseries, teintureries, manufactures d'explosifs, d'allumettes, par la pharmacie, etc.; l'hydrogène, le calcium, etc.; on prépare l'aluminium, métal extrêmement utile qui s'emploie de plus en plus, le carbure de calcium d'où l'on retire l'acétylène.

Ce carbure de calcium se transforme, si l'on veut, en cyanamide calcique, engrais agricole de première qualité se rapprochant du guano. De même, en décomposant l'air, on produit l'acide

nitrique, base des grandes industries, de la fabrication des engrais, des explosifs, des matières colorantes.

Voyez comme les idées sont lentes à pénétrer chez nous, jugez si nos gouvernants sont de leur époque : sans revenir sur le fait que nous aimons mieux, depuis vingt ans, faire de la politique et nous quereller que de travailler pour rendre notre pays riche et puissant, prenons les choses au moment où nous avons compris que cette guerre n'était pas seulement un choc des armées, mais une lutte industrielle, économique et financière — très peu de mois après l'éclatement des hostilités, cette vérité se détachait déjà — il tombe sous le sens que dès cet instant nous avions le devoir de préparer la mobilisation de tous les moyens que nous avions négligés jusque-là.

Utiliser nos intallations existantes, les agrandir et les améliorer, était la première chose à faire, nul ne le conteste; cependant, aussi pressante était la nécessité de passer en revue les forces productives inemployées que nous avions en abondance; aussi impérieuse était l'obligation de nous mettre sans retard à aménager ces forces en vue des besoins qui devaient surgir inévitablement de la prolongation de la guerre que l'on devait prévoir...

Evidence, économiser le charbon pour ne pas payer des milliards à l'étranger; précaution indispensable, produire tout ce qu'on peut chez soi pour ne pas exporter son or et durer plus que l'ennemi. D'autres nécessités pouvaient être pressenties : l'intensification du côté industriel de la guerre, c'est-à-

dire le besoin grandissant des canons et des munitions, un développement de la guerre sous-marine rendant les importations de plus en plus difficiles. Est-il admissible, après deux ans et demi de guerre (1), que nous ne soyons pas en mesure de fabriquer nos explosifs avec nos propres moyens et dépendions encore du Chili pour obtenir l'acide nitrique indispensable à notre défense, alors que nous serions à même de tirer celui-ci de notre sol, si nous avions eu la sagesse d'aménager notre houille blanche?

Si j'étais roi! dit une vieille chanson. Ah! si nous avions eu pour nous gouverner, depuis le début de cette guerre, un homme compétent!

III

Les ennemis de notre production

Si le charbon manquait pour actionner nos usines, nous avions la force hydraulique en abondance (10 millions de chevaux recensés administrativement). De tous les grands pays européens, nous étions le plus riche en houille blanche : en exploitant ces ressources immenses, il nous était loisible de combler le déficit de notre production charbonnière. Quelles forces nous aurions eues en excédent pour fonder des industries nouvelles! Quelle richesse en serait résultée pour nos régions!

Quoique l'observation soit douloureuse, elle s'impose à notre méditation : si les Allemands avaient eu chez eux l'inappréciable trésor que nous pos-

(1) 3 janvier 1917.

sédons dans nos rivières et dans nos chutes d'eau, avec quelle ardeur, avec quelle méthode ils se seraient mis au travail pour l'exploiter intensivement et pour en tirer le maximum de rendement, eux qui, détenant des couches immenses d'excellent charbon, tirent parti néanmoins de ces gisements houillers inférieurs, de ces lignites que nous n'utilisons pas chez nous, quoiqu'ils existent aussi sur notre sol et que nous manquions de combustible!

Cette source de vie, de prospérité, de puissance dont nous avons été dotés généreusement par la nature, et qui peut enfanter des merveilles en raison des découvertes et des progrès des sciences modernes, nous ne l'avons pas seulement ignorée pendant la paix, mais méconnue pendant la guerre. De l'intérêt vital qu'il y avait pour nous à préparer l'aménagement de ces forces productives pour résister à un blocus éventuel, ménager notre or et permettre notre relèvement après la guerre, nous ne nous sommes pas souciés : suivant la loi du moindre effort et sans regarder plus loin, nous avons acheté ce qui nous manquait à l'étranger.

Désastreuse politique! Si les risques les plus sérieux auxquels elle s'expose ne jouent jamais, félicitons-nous en, ce sera l'effet du hasard; mais la situation subsiste que nous n'avons rien fait pour nous prémunir réellement contre certaines éventualités.

Ici, comme ailleurs, nous sommes victimes du système d'idées qui nous fait placer à la tête des services de l'Etat des hommes dépourvus d'acquit technique, pour résoudre des tâches écrasantes qui

feraient reculer les plus fortes têtes de notre production, si elles leur étaient dévolues.

Certes, il faut du temps pour installer une chute d'eau, un an, souvent deux. Un ministre ne vit pas tant, cela ne peut donc l'intéresser. Il y a mieux, disons plutôt il y a pire : des entreprises presque entièrement aménagées au début des hostilités, dont il fallait peu de travaux pour achever l'établissement, sont restées inutilisées. C'est le cas de la chute de la Haute-Bourne (Goule-Noire, de 4.000 chevaux, sur la ligne de Lyon à Grenoble : barrage et prise d'eau, 800 mètres de tunnel établis, matériel sur place). En voici une seconde : la chute du Bens, de 5.000 chevaux, mêmes conditions que les précédentes : 1.600 mètres de tunnel, travaux arrêtés depuis août 1916, etc. (1).

Si nous cherchions les raisons pour lesquelles notre houille blanche était exploitée si faiblement avant la guerre, nous constaterions qu'elles sont les mêmes que pour l'industrie minière. Loin d'encourager l'initiative à s'occuper de la création d'entreprises hydrauliques, l'Etat a fait ce qu'il a pu pour l'en détourner.

Le capitaliste qui sollicitait une concession de cette nature sur une rivière appartenant au domaine public apparaissait à ses yeux comme un citoyen animé de l'esprit de lucre et, par suite, peu recommandable, qui poursuivait le but immoral de faire fortune en s'appropriant une fraction de la richesse commune.

(1) 2 mars 1917.

En même temps, la bureaucratie lui était foncièrement hostile, parce que les rivières de l'Etat ont été classées, il y a quatre-vingts ans, sous la désignation de navigables ou flottables; si les bateaux et les trains de bois n'y circulent pas, leur droit à y passer n'en est pas moins inscrit dans la loi : comme on ne peut établir de barrages sur ces cours d'eau sans bouleverser les règlements administratifs, il est naturel que les ronds-de-cuir protestent et ne laissent pas troubler leur existence.

Dans cette résistance aux hommes d'initiative, les fonctionnaires avaient la partie belle. Quand la dérivation du cours d'eau doit s'étendre sur plus de 20 kilomètres, il faut pour l'autoriser une loi, c'est-à-dire une chose qui ne peut être obtenue pratiquement dans les conditions actuelles de la longévité humaine; quand la dérivation est moindre, il suffit d'un décret.

Mais que faut-il de temps pour avoir ce décret? On peut s'en douter si l'on prend garde que l'Administration se livre à des enquêtes dans toutes les communes qui peuvent avoir quelque chose à dire contre le projet, que pour chacune d'elles il y a lieu de publier des affiches et d'observer des délais réglementaires, qu'il faut ensuite rédiger des rapports, des conclusions, en passant par tous les degrés de la hiérarchie.

Le décret du Drac inférieur, signé le 11 avril 1916, répond à une demande en concession présentée le 7 février 1910 : *six ans et deux mois;* c'est un record; on le doit à la guerre, qui a tout de même un peu d'action sur les bureaux; mais le

décret de la Basse-Isère, signé le 25 octobre 1914, également à cause de la guerre, répond à une demande datée du 29 août 1899. Le malheureux solliciteur a donc attendu *quinze ans et deux mois* pour avoir satisfaction.

Il est tellement bouffon, ce chiffre, qu'on a d'abord envie d'en rire; mais la plaisanterie reste sur les lèvres, quand on réfléchit qu'il est aussi désespérément tragique et que ce petit fait, multiplié, reproduit un grand nombre de fois, somme toute, c'est lui qui nous a valu la guerre avec son cortège de malheurs et de misères.

IV

Comment se pose le problème

Nous avons commis une faute grave en n'aménageant pas nos chutes d'eau dès le début des hostilités. Il fallait de un à trois ans pour exécuter ces travaux qu'on pouvait mener à bien en se servant d'une main-d'œuvre grossière, facile à trouver dans nos colonies.

Si nous avions pris cette initiative intelligente au commencement de la guerre, notre situation serait tout autre qu'elle ne l'est aujourd'hui : non seulement nous n'aurions plus à payer annuellement à l'étranger deux milliards de francs pour acheter du charbon, si nous utilisions la force immense que recèlent nos cours d'eau, et, défendant notre or, il serait en notre pouvoir de durer plus longtemps, circonstance qui peut être décisive dans

la lutte de fond qui se poursuit, mais nous serions plus indépendants, moins exposés à des éventualités qui peuvent ne pas se présenter, mais auxquelles il est sage d'être préparés. Car un pays n'est pas dans des conditions idéales au point de vue de sa sécurité quand il n'a pas sur son sol les ressources de sa défense et dépend pour celles-ci des transports maritimes qui peuvent devenir irréguliers ou trop onéreux, par suite des risques de la navigation ou du manque de bateaux.

Nous n'avons pas pris les grandes décisions qui s'imposaient dans cet ordre d'idées en temps opportun, pour des raisons qui nous sont familières et qui se résument dans l'observation que nous sommes gouvernés par des hommes politiques et des bureaucrates, catégories de personnes ayant leur utilité, mais reconnues généralement comme peu qualifiées pour concevoir un grand plan industriel.

Concevoir, dans les affaires, ne veut pas dire imaginer ou rêver, comme peut le faire un poète ou un romancier, mais mesurer froidement des possibilités, en tenant compte et des perspectives et des obstacles et des difficultés; pour concevoir, il faut donc la pratique et la connaissance des réalités. Quand on ne les a pas, il faut de toute nécessité se cantonner dans une activité médiocre pour éviter des erreurs désastreuses, et s'abstenir par conséquent de prendre les mesures hardies qui sont pourtant les seules, dans un moment comme celui-ci, que réclame la situation.

Pendant cette grande guerre, où se seront jouées

nos destinées et qui se gagnera vraisemblablement d'un cheveu, nous aurons confié la fabrication de nos armements et de nos munitions, l'organisation de notre culture et de notre ravitaillement en vivres, en matières premières, en combustibles, à des personnes étrangères à toute profession active et s'occupant de politique, comme on le fait d'un métier; dans cette grande guerre, où nos moyens de transports sont une des bases de la victoire, qui fait partir nos trains? Des militaires. Et pour désencombrer nos ports, qui mettons-nous? Des personnes habituées à la batellerie? Nullement. Au Havre, c'est un fonctionnaire des ponts et chaussées; à Rouen, un capitaine de vaisseau; ce qui revient à dire que, pour faire éclater le principe de l'incompétence, l'histoire veut que nous le poussions à l'absurde et que nous épuisions tout le mal qu'il peut produire, sous forme de privations, de souffrances, de pertes de richesses et de vies humaines, puisque ces malheurs se multiplient arithmétiquement avec la prolongation de la guerre. Oh! fatalité.

Arrêtons-nous sur la pente des récriminations qui ne peuvent rien changer au passé pour examiner la question dans son état présent, comme si nous avions à répondre à l'interrogation : que faut-il faire? D'abord une constatation s'impose : si l'on aménage en ce moment des chutes d'eau, c'est pour la guerre, pour fabriquer de l'acier, du carbure ou du ferro-cilicium, qui répondent à des besoins militaires urgents ou prochains; mais d'entreprises pour la paix, ayant pour but de fournir

de la force aux industries classiques, il ne s'en crée pas chez nous. Pourquoi?

En étudiant ce point avec le lecteur, nous avons l'occasion de montrer que les problèmes industriels se résolvent en partant du point de vue réaliste et ne peuvent pas être solutionnés sous l'inspiration d'idées générales, si justes que celles-ci semblent au profane qui ne va pas au fond des choses et ne s'occupe pas des détails. Tout le monde s'accorde à penser que nos chutes d'eau doivent être aménagées le plus tôt possible pour le bien du pays; mais les conditions sont-elles remplies pour que les capitaux puissent s'y employer? C'est la question à examiner.

Voici des réalités gênantes : pour aménager une exploitation hydraulique, on dépense aujourd'hui presque deux fois plus d'argent que dans des temps normaux, à cause de l'élévation des salaires, du renchérissement des matériaux, des métaux, des appareils, des machines, etc.; dans tel cas où les frais d'établissement s'élevaient autrefois à 3 millions, on les estime à 5 millions à l'heure actuelle.

Conséquence : pour engager ce capital supplémentaire, il faut avoir, nous ne dirons pas la certitude, puisque ce mot n'est pas industriel, mais au moins une raison sérieuse de penser qu'on peut l'amortir et le rémunérer pendant les quinze années qui suivront, en percevant des recettes plus élevées que celles qu'on encaisse ordinairement. Une telle assurance, d'autre part, comment l'avoir, puisqu'on ne sait rien des prix qui régneront après la guerre?

Cette insécurité retient les capitaux, qui s'engageraient volontiers dans une industrie classique pour y trouver un placement durable. Observons que les entreprises de houille blanche, du moins celles qui produisent la force et la lumière, ne sont pas des affaires de spéculation, offrant de grandes possibilités et susceptibles de rapporter des bénéfices importants éventuellement. La nature de ces exploitations n'est plus à découvrir, on la connaît depuis longtemps : stables, régulières, honnêtes, elles donnent des revenus modestes qui s'élèvent à 2 ou 3 0/0 au commencement, montent plus tard à 5 ou 6 et dépassent rarement ce taux. Leur base financière est donc changée profondément, si leur dépense d'installation devient deux fois plus grande, sans que leurs résultats s'élèvent en proportion.

Telles sont les premières réalités, tel est le premier ordre de difficultés avec lequel il faut composer, si l'on veut développer la houille blanche en vue de l'après-guerre, ce qu'il est urgent d'entreprendre sans tarder, puisqu'il faut du temps pour aménager les chutes d'eau.

Ce problème doit être envisagé comme tous les autres, en partant de la vérité de bon sens que le producteur ne se met en mouvement que s'il y trouve un intérêt. Il n'y a que des avocats ou des professeurs pour imaginer qu'on peut obliger le paysan à ensemencer, quand le prix du blé n'est pas suffisant, ou contraindre l'armateur à transporter du charbon, quand le fret n'est pas assez avantageux pour l'inciter à courir les risques de la navigation. Après tant d'erreurs et de fausses ma-

nœuvres, il n'est pas trop tôt que nos parlementaires profitent de l'expérience qu'ils acquièrent depuis tant d'années à nos dépens.

V

Pour trouver l'argent

Pour installer une chute d'eau, la dépense est deux fois plus grande en ce moment qu'elle ne l'était avant la guerre. Cet excédent de capital, est-on sûr de le rémunérer? C'est une première difficulté.

Seconde objection voisine de la précédente, qui ne s'adresse pas seulement aux affaires de houille blanche, mais vaut aussi malheureusement pour toutes les entreprises à créer en vue de la paix : le loyer de l'argent est très élevé. Nous le savons bien, nous en profitons dans la mesure où nous prêtons à l'Etat, puisque ce dernier sert un intérêt de 5.70 au lieu de 3 à 3 1/2 0/0 autrefois.

Mais l'Etat est l'emprunteur le plus sûr, le plus solvable : offrant le plus de garanties, il obtient le meilleur taux. Quand nous prêtons à l'industrie qui présente des aléas, c'est pour avoir un coupon plus fort : quelle raison aurions-nous autrement de courir des risques?

A l'époque où c'était la paix — mon Dieu, que c'est loin! — comment les choses se passaient-elles? L'Etat payant de 3 à 3 1/2, on demandait à la valeur industrielle 4 1/2, 5, 6 0/0, selon les cas. Il fallait cette marge pour attirer l'acheteur vers

un genre de titres qui distribue libéralement les satisfactions et les tracas.

Mais si l'Etat paie 5.70 0/0, tout est changé: la valeur industrielle doit donner alors de 7 à 8 0/0 près 2 0/0; n'est-ce pas ce qu'elles donnent au que la rente ou nul n'en voudra.

Cependant, peut-on tabler sur un rendement aussi élevé pendant un temps suffisant pour amortir un capital de la part d'une entreprise classique à rémunération ordinairement limitée? Comment savoir? Interrogez les hommes de métier. Ils vous diront candidement qu'ils n'ont pas la moindre idée de ce que seront les prix de vente et les prix de revient de demain.

Continuant à creuser la situation, nous allons voir qu'elle est plus difficile encore qu'il ne résulte de nos explications pour les personnes de bonne volonté qui veulent fonder des usines en se disant qu'il est temps de se préparer à satisfaire les grands besoins qui se manifesteront dans notre pays, aussitôt la paix conclue.

C'est dans des cas restreints que ces personnes auront en main les capitaux nécessaires à l'exécution de leur projet elles devront donc se les procurer en s'adressant au public; mais, n'étant pas en rapport avec ce dernier, force leur sera de passer par l'intermédiaire des banquiers, lisez des Sociétés de crédit qui monopolisent, comme on sait, l'argent dans le pays. La suite, on la devine, car nos établissements financiers ne sont pas réputés pour leur philanthropie.

Sans juger leur cas pour le moment, constatons

ces réalités : nos grandes banques peuvent placer tout l'argent qu'elles veulent en prêts temporaires consentis pour de courtes périodes de trois mois, six mois ou un an, au taux fabuleux de 10 0/0, à des usines travaillant pour la guerre, opérations merveilleuses pour elles, si l'on réfléchit à ceci : d'abord elles opèrent un prélèvement sur les bénéfices de l'industrie, sous la forme d'un prêt usuraire, sans participer à ses risques, en jouissant de toutes les garanties; de plus, pas de responsabilités, rien à diriger, rien à administrer, rien à faire que de présenter un reçu le jour de l'échéance, exactement ce qu'elles aiment; troisièmement, l'argent n'est pas immobilisé, il leur revient très vite, elles touchent de gros intérêts sans aliéner leurs fonds. C'est l'idéal; enfin, ces capitaux qui leur rapportent 10 0/0, que leur coûtent-ils? A peu pour être intéressante; il faut qu'elle rapporte plus public?

Ont-elles raison, ont-elles tort d'agir ainsi? Nous n'engageons pas la controverse, l'essentiel étant de constater la situation que nos Sociétés de crédit ne sont pas incitées à placer leurs capitaux dans des entreprises qui ne peuvent pas rapporter de dividende avant plusieurs années, dont elles auraient à garder les titres dans l'intervalle, qu'il leur faudrait surveiller, contrôler, gérer, quand elles ont l'occasion d'engager tout leur argent dans des opérations d'un rapport splendide, en évitant tous ces ennuis.

Du moment que ces Sociétés se placent au point de vue de leur intérêt immédiat, sans admettre

qu'elles en aient un autre, comme le font beaucoup d'autres Français, nous n'avons pas à nier qu'il en résulte une situation difficile pour les hommes bien intentionnés qui comprennent la nécessité de s'atteler aussitôt à l'exploitation de notre houille blanche pour parer au manque de charbon dont nous allons souffrir certainement après la guerre.

Constatons en premier lieu les réalités, puisque c'est en partant d'elles qu'il faut trouver les solutions.

VI

L'élévation des dépenses

La crise du charbon sera terrible, une fois la paix conclue; c'est un désastre que nous avons en perspective, si nous ne prenons pas rapidement les mesures qui s'imposent pour la prévenir ou l'atténuer autant qu'il est possible. Ces mesures, il faut un an, deux ans, trois ans, selon les cas, pour qu'elles donnent des résultats. Nous sommes donc à la limite extrême pour agir, et si nous tergiversons plus longtemps, la situation sera sans issue.

Octroyer des concessions minières, accorder des encouragements aux exploitants de notre sous-sol, c'est une partie du programme d'action à envisager immédiatement. Il y en a une autre aussi essentielle, c'est l'aménagement de nos chutes d'eau qui représentent l'équivalent de cinquante millions de tonnes de charbon extraites annuellement.

L'expression est un peu triviale, mais elle vient

naturellement à l'esprit : disposant de telles richesses, il faut que nous soyons des mazettes pour les laisser sans utilisation! Menacés d'une crise de combustible qui doit durer des années, ayant le moyen de la conjurer en installant la houille blanche que nous possédons en abondance, nous restons les bras croisés sans bouger!

Oh! les sornettes! On veut nous faire croire que nous sommes un peuple extraordinairement avancé, que l'univers admire; ce n'est pas vrai : le monde rend hommage à la bravoure du troupier français qui sait se faire proprement trouer la peau, mais il tient notre pays pour arriéré dans le domaine industriel et commercial qui représente pour lui le côté le plus important de la vie moderne, puisqu'il est la base de la richesse et du développement des nations.

Voyons la situation. Pour développer la houille blanche, comment s'y prendre? Les obstacles, nous les connaissons : il y a l'élévation des frais d'établissement qui résulte du renchérissement actuel; si l'on était certain que les recettes augmentent en proportion, il n'y aurait pas d'inconvénient à mettre dans les chutes d'eau plus de capital, mais on n'est sûr de rien dans cet ordre d'idées. Ensuite, l'argent est cher : s'il faut l'emprunter, c'est encore une grosse charge pour une Société.

En dépit de ces difficultés, il y a des chutes d'eau qui s'installent. Oui, mais, comment? Pour répondre aux besoins de la guerre, pour exécuter des commandes intéressant nos armements. Dans ce cas, l'opération est possible, parce que la vente

a été faite à un prix qui permet aux Sociétés d'amortir tout l'excédent de leurs frais d'installation sur un seul contrat.

L'Etat dit à un industriel : « Je vais vous passer une commande de 10.000 tonnes de carbure à 380 francs. » L'industriel répond : « Impossible, je n'ai pas d'installation. Pour aménager une chute d'eau, je suis obligé de dépenser un million de plus qu'en temps ordinaire. Comment amortirai-je ce capital? » Alors, l'Etat réfléchit et dit : « Eh bien, vous l'amortirez sur ma commande : au lieu de vous acheter le carbure 380 francs, je vous le paierai 500 francs, soit 120 francs de plus qu'aux autres. Sur 10.000 tonnes, c'est donc 1.300.000 francs que vous allez toucher en compensation de l'excédent de vos dépenses d'établissement. »

Tel est le type de contrats qu'on a signés dans ces derniers temps. Nous sommes d'avis qu'il appelle des réserves, surtout celle-ci que dans le cas présent l'Etat donne une subvention, mais, l'accordant sous une forme déguisée, n'est pas en mesure de se réserver un droit de remboursement éventuel, au cas où la Société serait très prospère par la suite.

La question de la houille blanche, quelques lecteurs ont peut-être la naïveté de penser qu'elle est d'ordre économique. C'est une grande erreur. L'utilisation de nos chutes d'eau et de nos rivières, c'est une affaire de politique, aussi glissante, aussi dangereuse qu'une excursion sur les glaciers. Quand on s'en entretient au conseil des ministres, c'est moins pour étudier la manière la plus rationnelle

de tirer parti d'une richesse nationale que pour chercher un moyen habile de déplacer, sans le réveiller, le méchant animal qui dort sur le paillasson. Et cet esprit de méticuleuse prudence n'est pas exactement celui qu'il serait bon d'avoir pour solutionner une des plus grandes questions industrielles qui se posent dans notre pays.

VII

Une solution

Une fois supprimés les obstacles bureaucratiques et parlementaires qui gênent l'essor de la houille blanche — et pas de doute que ceux-ci ne soient brisés — on se trouvera dans la nécessité suivante : créer une situation telle, que les capitaux puissent s'engager dans ces affaires avec la certitude d'un revenu minimum.

A l'heure actuelle le gros aléa, c'est le renchérissement des frais d'installation, augmentés de 80 à 100 0/0 par rapport aux conditions normales. Quand on travaille pour la guerre, peu importe la majoration : c'est l'État qui la supporte en payant plus cher le carbure de calcium ou l'acier dont il a besoin pour la défense du pays.

Mais tout autre est le point de vue, si l'on s'outille pour la paix ; car il se pose alors la question de savoir si les prix de vente de l'énergie vont être assez élevés, pendant les dix années qui suivront

la fin des hostilités, pour permettre l'amortissement des dépenses supplémentaires importantes dont est grevée toute entreprise de houille blanche qui se constitue en ce moment.

Personne ne peut répondre à cette question, mais il apparaît à première vue que seul l'Etat est à même d'effectuer l'assurance contre l'éventualité de la baisse des prix, dont les intéressés se préoccupent avec raison : si ces prix baissent, lui seul en aura la contre-partie; si ces prix baissent, c'est qu'il n'y aura plus de crise du charbon et que la vie du pays sera redevenue normale, circonstance extrêmement heureuse pour l'Etat qui en bénéficiera de mille manières, comme percepteur d'impôts, comme garant de l'intérêt des titres de nos chemins de fer, grands dévoreurs de houille, comme on sait, etc.; mais, circonstance qui peut ruiner aussi les Sociétés que nos concitoyens auront fondées en des moments critiques pour nous sauver, par un de ces chocs en retour dont le système économique est coutumier.

Tout homme d'Etat qui veut favoriser l'activité doit se mettre par la pensée dans la peau du producteur, se représenter les nécessités dans lesquelles il se débat, vérifier si les circonstances l'incitent à faire l'effort nécessaire : dans le cas contraire, il se donnera pour objectif de modifier la situation en la rendant telle que le producteur ait intérêt à sortir de l'inertie pour se mettre en mouvement. C'est dans ce principe de bon sens qu'on peut renfermer la politique économique de l'Etat.

Que fait Lloyd George pour décider le paysan

anglais à cultiver la terre? Il l'assure pendant plusieurs années contre tout risque en lui garantissant un certain prix du blé. Si ce prix n'est pas atteint, naturellement c'est l'Etat qui le complétera. Il perdra la différence? Sans doute, et l'on peut ajouter qu'il souhaite vivement de la perdre, pour que le pain ne soit pas cher en Angleterre!

C'est un problème du même ordre que nous avons à résoudre, en France, avec la houille blanche, car il s'agit de donner l'assurance à ceux qui consacreront des capitaux à l'installation de chutes d'eau, dans les conditions difficiles où nous sommes, qu'ils ne perdront pas, que l'Etat interviendra, le cas échéant, pour combler leur déficit qui ne peut se produire que dans le cas d'un abaissement du prix du charbon, éminemment désirable à tant de points de vue.

Encore des engagements à prendre, encore de l'argent à verser! L'Etat n'est-il pas assez endetté? Rassurez-vous, lecteur. D'abord, le risque n'est pas grand; ensuite, on peut le couvrir au moyen d'un impôt spécial. Par exemple, pourquoi ne pas taxer les consommateurs d'énergie hydraulique, actuellement très favorisés, puisqu'ils ne supportent pas le renchérissement du charbon comme les consommateurs d'énergie thermique? Avec le produit d'un impôt sur l'énergie hydraulique actuellement consommée, on peut constituer un fonds pour garantir l'aménagement de chutes nouvelles. En même temps on ne commettra sûrement aucune injustice en faisant régner un peu plus d'égalité parmi les producteurs.

Nous comprenons les choses de cette manière : l'Etat garantirait pendant une dizaine d'années un intérêt minimum et l'amortissement du capital dépensé supplémentairement dans l'installation de la chute d'eau par suite de la guerre. Les travaux s'exécuteraient sous sa surveillance, et pratiquement en régie. Tant que durerait cette garantie, rien n'empêcherait l'Etat de s'attribuer une part très importante des bénéfices pour couvrir ses risques.

Ce n'est pas tant le gros profit qui tente l'épargne que la sécurité. Pour faire sortir les économies des innombrables petites bourses que nous avons en France, il faut des placements de tout repos. Cependant, on ne peut rien faire de grand sans s'adresser aux tirelires. Voulez-vous équiper les millions de chevaux que nous avons dans la houille blanche, impossible de nous passer des petits capitalistes qui sont la vraie puissance du pays. Dans toute affaire, le plus difficile, au fond, c'est d'avoir l'argent...

VIII

Le maquis de l'Ouenza

La plupart de nos journaux prêchent la confiance et l'optimisme d'une manière extrêmement dangereuse (qu'on nous permette de le dire ici, quitte à froisser certains sentiments). La foi dans la victoire, comme on veut l'accréditer chez nous, est un élément malsain, une illusion néfaste, un

stupéfiant dont nous prenons une dose tous les matins : ce poison se glisse dans nos veines; intoxiqués par lui, engourdis, assoupis, plongés dans une extase béate, nous ne sommes plus capables d'énergie.

Immorale, l'idée que pour avoir la victoire, il suffit de tenir, sans se décourager, la tête enfoncée dans l'oreiller du droit, en attendant le règne de la justice. Dans les circonstances où nous sommes, mieux vaut mille fois une opinion inquiète, anxieuse, sévère, épiant ses chefs et comprenant les responsabilités qu'ils encourent. Dans une lutte de cette intensité, la victoire ne peut venir en dormant : il faut qu'elle soit l'aboutissement de la souffrance, sans laquelle il n'y a pas d'effort maximum. Quelle grande œuvre s'est faite autrement?

Après vingt-neuf mois (1) d'une guerre aussi industrielle que militaire, nous n'avons pas compris la nécessité de tirer parti des immenses forces que recèlent nos rivières et nos chutes d'eau. Parlons, aujourd'hui, d'une autre question où se révèle notre insuffisance administrative, celle de la mise en valeur de nos gisements miniers, dont nous ne nous sommes pas occupés, trouvant plus facile d'acheter à l'étranger les matières dont nous avions besoin, sans penser que si la guerre se prolongeait longtemps, la nécessité d'effectuer hors de chez nous des paiements insensés pouvait en compromettre le résultat.

Actuellement, cet endettement de notre pays se

(1) Lignes écrites le 5 janvier 1917.

poursuit à raison de 14 milliards de francs par an. Combien de temps pouvons-nous continuer ainsi? Quelles mesures allons-nous prendre pour remédier à une situation dont il n'est pas besoin d'être financier pour voir le danger?

Privés de notre bassin de Briey, nous pouvions mettre en valeur notre gisement de l'Ouenza, qui doit s'exploiter à ciel ouvert. L'Ouenza, cette affaire dont on parle depuis si longtemps et qu'il n'a pas été possible de mettre sur pied, l'Ouenza, ce beau trait de nos mœurs politiques — pas si beau que cela, du reste, très ordinaire en vérité — le cas de l'Ouenza, n'est-ce pas celui des milliers d'affaires qui viennent échouer sur la grève parlementaire et finalement y restent, y pourrissent? De temps en temps, dans les périodes de forte marée, le flot les reprend, les ballotte, les rejette sur le sable; finalement elles n'en peuvent plus, elles se disloquent.

Il n'est pas inopportun de rappeler les vicissitudes antérieures de l'affaire de l'Ouenza. C'est une digression, en apparence, parce que nous sommes en guerre et que nous avons mieux à faire, semble-t-il, que de critiquer les erreurs d'un temps qui n'existe plus; mais c'est dans notre sujet, en réalité, parce que, si nous sommes en guerre, comprenez-le bien, nous n'en continuons pas moins à être en paix, c'est-à-dire à être gouvernés par les institutions, la procédure, les mœurs, les personnes, en un mot par le système dont nous avons éprouvé la faiblesse autrefois.

Au surplus, nous serons bref et ne dirons que

l'essentiel. Rappelons que l'Algérie, comme du reste nos autres régions administratives, est si peu libre de ses mouvements qu'elle n'a pas le droit de concéder une ligne de chemin de fer à une compagnie qui s'engage à la construire sans demander de subvention ou de garantie d'intérêt. Même dans ce cas, elle ne peut rien faire sans l'autorisation de l'Etat et du Parlement.

Ceci veut dire que son projet doit être épluché et contrôlé par les bureaux, éminemment rompus aux idées modernes, chez nous, comme on sait, qu'il doit passer par le cycle de notre procédure parlementaire très expéditive, de son côté, nul ne l'ignore, et finalement affronter les discussions, les critiques et réaliser l'accord des quelques neuf cents membres qui composent nos Assemblées, et qui sont tous très compétents dans les questions d'affaires, très impartiaux, très dégagés de parti pris, vérités sur lesquelles il est superflu d'insister.

En 1905, après avoir déposé le projet de loi approuvant l'amodiation de la mine et la construction du chemin de fer reliant celle-ci à Bône, le gouvernement s'aperçoit que la loi n'est pas nécessaire pour l'amodiation, que celle-ci peut être accordée par décret; en même temps il s'avise qu'il y a une société antérieure qui a des droits sur le gisement, que la société nouvelle doit se mettre d'accord avec sa devancière. Le Conseil d'Etat est saisi de l'affaire.

Trois ans se passent. Enfin, le 10 avril 1908, un décret du gouvernement approuve l'amodiation, en

spécifiant qu'elle n'aura son plein effet que le jour où le Parlement aura déclaré d'utilité publique le chemin de fer Ouenza-Bône.

Le 30 mai 1908, second projet de loi, quand l'Etat est pris de scrupules encore une fois. Au lieu de diriger la ligne de chemin de fer sur Bône, pourquoi ne pas l'orienter sur Bizerte? Troublé par cette question, le gouvernement demande à réfléchir. En Algérie, l'on proteste, l'on s'indigne contre ce nouveau retard, avec raison, puisque le gouvernement reconnaît ses hésitations non fondées en avril 1910. Deux ans de perdus encore: enfin, comme compensation, le gouvernement s'engage à faire voter le chemin de fer dès le début de la législature suivante.

Cependant, nouvel incident. La Compagnie de chemin de fer Bône-Guelma, dont le rachat avait été décidé par le gouvernement algérien en 1910, proposa de transporter le minerai d'Ouenza jusqu'à la mer à la place de la société nouvelle qui devait être créée pour cet objet. Il faut attendre que le Conseil d'Etat ait statué; il le fait en décembre 1912. Deux années encore jetées à la mer.

1913. — On est tout au budget et puis le gouvernement n'est pas pressé de remettre sur le tapis la question de l'Ouenza, à propos de laquelle les socialistes font une agitation monstre. La politique s'est emparée de l'affaire, elle l'a démesurément grossie, la légende s'en mêle, le bruit se répand que les gisements de l'Ouenza ont une valeur énorme, qu'on la donne pour une bouchée de pain à des « requins », etc.

10 avril 1914. — C'est le bouquet. La convention provisoire passée par le gouvernement algérien avec la Société d'Etudes de l'Ouenza est arrivée à expiration. Comme elle n'a pas été transformée en concession définitive dans un délai de dix ans, elle est nulle. Tout est à recommencer. De son côté, la Société ne veut pas être déchue, elle argue qu'il n'y a pas de sa faute si tant de retards se sont produits : elle commence un procès : du maquis parlementaire on passe à celui de la procédure... Bon ou mauvais, ce projet, en dix ans, nous n'avons pu ni l'accepter ni le rejeter, et, dans l'intervalle, l'Algérie, c'est-à-dire la France, attend toujours.

IX

Dix milliards perdus

Un des traits particuliers du régime que nous avions pendant la paix et conservons, hélas! pendant la guerre, est d'être impuissant à entreprendre des œuvres de longue haleine exigeant l'esprit de suite et la prévision des événements.

Certes, l'instabilité du pouvoir et son peu d'autorité ne favorisent pas, dans notre pays, l'initiative à portée lointaine et l'exécution méthodique ; il n'en est pas moins utile de constater que cette insuffisance de nos institutions à concevoir et réaliser « un programme » trahit aussi l'incapacité du petit groupement qui s'attribue le monopole de diriger chez nous les services de l'Etat ; elle reflète son ignorance, ses vues étroites, son insouciance, son

scepticisme; elle traduit même ses intérêts particuliers mesquinement interprétés, qui trouvent leur compte à s'évader des risques et des responsabilités...

Dès le début de la guerre, un grand esprit aurait compris la nécessité d'utiliser toutes les ressources du pays pour donner à celui-ci le maximum de puissance dont il se peut qu'il ait besoin pour remporter la victoire.

Partant de cette conception, il fallait fonder beaucoup d'entreprises qui demandaient une, deux, trois années de travaux pour être mises sur pied (c'est le cas des mines, des chutes d'eau, des canaux. etc.), en faisant venir en abondance de la main-d'œuvre étrangère à laquelle nous recourons trop faiblement.

Cette politique offrait tous les avantages. Elle pouvait abréger la guerre : on économisait, en ce cas, des vies précieuses; elle assurait peut-être la victoire — mesurer l'effort de l'ennemi étant impossible, la prudence obligeait à porter notre puissance au plus haut cran. Si la guerre durait, des complications devaient survenir : problèmes du change, des transports, du combustible, etc.; elles étaient fatales, inéluctables ; aucune d'elles n'échappait à l'intuition des connaisseurs : pour tenir, il fallait donc, autant que possible, produire chez soi et ne pas acheter au dehors.

Si la guerre ne durait pas, enfin, quel avantage pour notre pays, industriellement arriéré, d'avoir préparé la mise en valeur de ses ressources et de retrouver une partie des folles dépenses occasion-

nées par les opérations militaires sous la forme de moyens de production nouveaux, permettant d'élever les revenus et d'aider au prompt rebondissement de la nation!

Quand nous achetons une tonne de marchandises ou n'importe quel objet, nous payons dans le prix de cette tonne ou de cet objet une fraction qui représente le remboursement au producteur de tous les frais qu'il a encourus pour mettre sur pied et équiper sa mine ou son usine : dans le langage de la comptabilité, ces frais ajoutés au prix de revient constituent l'amortissement.

D'où cette conséquence : quand nous avons fait l'acquisition d'un certain nombre de tonnes ou d'objets, il arrive que nous avons remboursé au producteur toute la valeur des travaux et du matériel payés par lui. Ceux-ci ne coûtent plus rien à ce dernier, quoiqu'ils aient toujours leur utilité; mais ils sont à lui, pas à nous.

Dans cette guerre, nos achats à l'étranger sont extrêmement considérables : il faut donc se représenter que nous avons effectivement payé de notre poche l'équipement d'innombrables exploitations industrielles et minières qui ont été créées en dehors de nos frontières pour exécuter nos commandes. Ces fabriques et ces usines, dont nous avons fait les frais, restent en possession de propriétaires étrangers qui se serviront d'elles pour nous concurrencer demain; ces fabriques et ces usines, au contraire, érigées chez nous, auraient été pour notre pays un actif considérable.

Au début de la guerre, il y avait nécessité d'a-

cheter à l'étranger, nul ne le conteste, mais il fallait travailler ensuite des pieds et des mains pour s'affranchir de cette obligation, ne fût-ce que pour sauver l'argent du pays qui pouvait retrouver ainsi une dizaine de milliards ou davantage.

Si nos hommes d'Etat n'ont pas agi de cette manière, c'est d'abord par ignorance, les questions économiques leur échappant entièrement; c'est ensuite pour la raison que dans toute chose les répercussions éloignées leur sont indifférentes, parce qu'elles n'engagent pas leurs responsabilités vis-à-vis d'une opinion qui, elle non plus, n'en a pas conscience.

X

Les minerais algériens

Pris dans le milieu de la politique, dépourvus d'idées personnelles, manquant souvent des connaissances usuelles intéressant leur département, qu'ils ne dirigent, du reste, que provisoirement, nos ministres ne peuvent rien entreprendre. Ils n'en sont pas moins très occupés. Que font-ils?

Ils reçoivent les députés et les sénateurs, préparent les discours qu'ils ont à prononcer pour répondre aux interpellations ou questions qui leur sont adressées à la Chambre, au Sénat, dans les commissions; président des inaugurations, des banquets, des cérémonies, des conférences et cherchent l'occasion de se montrer ou de parler en tous lieux.

La forme actuelle de notre parlementarisme a

fait surgir un produit spécial, l'homme d'Etat acteur, figurant. Dans une pièce à succès de la Comédie-Française, un des personnages est un explorateur qui décèle dans chacun de ses mots et de ses mouvements une énergie farouche, type populaire. L'opinion ne penserait rien de bon, chez nous, d'un ministre qui travaillerait silencieusement, l'activité visible étant la seule qui frappe son imagination.

Psychologues éminents, les politiciens ont compris depuis longtemps que le problème n'était pas d'agir réellement, mais d'en avoir l'air. Etre ne mène à rien; ce qu'il faut, c'est paraître.

Faire de beaux discours, donner des interviews à la presse, avoir son portrait dans les journaux, s'afficher, se démener ostensiblement est plus utile aux ministres que de prendre des mesures à rendement lointain, presque toujours controversées, et dont on leur saura gré peut-être médiocrement en cas de succès.

Même dans cette activité tout extérieure qui prend le temps des ministres, l'originalité qu'ils déploient est minime, leur talent de parole est à eux, nul ne le conteste; pour ce qui est, cependant, du fond des idées, des arguments, de la documentation dont ils se servent dans leurs exposés, leur incompétence les met à la discrétion des bureaux, puisque c'est d'eux qu'ils tirent et leurs opinions et leurs matériaux.

Quand on dit que la bureaucratie gouverne, c'est une manière ingénieuse de constater que les ministres ne dirigent pas. Les fonctionnaires ont bon

dos : en toute équité, sans stimulant, privés d'impulsion, on ne peut s'étonner qu'ils réduisent leur effort au minimum et visent à l'immobilité, au *statu quo*.

En temps de paix, on a vu les ingénieurs des ponts et chaussées combattre l'exécution des grands travaux nécessaires au développement de nos régions en se servant d'arguments d'un conservatisme effrayant : quand il s'agissait d'approfondir les bassins de nos ports, ils objectaient que nous n'avions pas de grands bateaux pour les utiliser, d'où la conclusion qu'il fallait construire les bateaux avant d'avoir les ports pour les abriter...

Cette situation continue pendant la guerre. Dans l'état de notre procédure administrative, il y a des initiatives intéressantes qui ne peuvent aboutir que si certains fonctionnaires les approuvent. Leur opposition les tue dans l'œuf. A cet égard, nous sommes à même de révéler un fait édifiant dont nous certifions l'authenticité.

Il y a plus d'une année, le gouvernement de l'Algérie, frappé des difficultés que créait à notre pays la privation d'une importante partie de ses hauts fourneaux, tombés aux mains de l'ennemi, pour la fabrication de ses munitions et de son matériel de guerre, concevait la louable initiative de créer de toutes pièces une industrie métallurgique dans l'Afrique du Nord.

Ce pays possède, en effet, des minerais de fer de première qualité et de la main-d'œuvre indigène non mobilisable. Les circonstances permettaient à cette industrie de se créer facilement, parce qu'elle

devait bénéficier de fortes commandes et certainement de l'appui du sous-secrétariat des munitions. Les difficultés à surmonter étaient les suivantes : il fallait se procurer l'outillage et résoudre la question du combustible ; mais, de l'avis de personnes sérieuses, ces deux problèmes étaient solubles.

Sur l'intérêt national que présentait un tel projet, il n'y a pas lieu d'insister, puisqu'il tendait à nous rendre moins tributaires de l'étranger pour la fabrication du matériel de guerre pendant les hostilités. Pour la colonie, quels heureux effets par la suite! Dans tous les pays, la fabrication du fer n'a-t-elle pas déterminé la prospérité?

Tout arrive : il y avait au sommet du gouvernement de l'Algérie des hommes inspirés d'idées modernes, désireux d'aller de l'avant, ils avaient conçu ce projet, ils s'étaient tenu ces raisonnements...

Cependant, pour aller plus loin, il fallait avoir l'adhésion de messieurs les ingénieurs de l'Etat; ceux-ci furent réunis en conférence. Vous devinez la suite : à l'unanimité, ces éminents fonctionnaires se prononcèrent contre le principe, sans aborder seulement la discussion des voies et moyens.

Voici l'argument qui leur parut décisif : comme on n'a pas construit un seul haut fourneau en France, malgré la prise de la plus grande partie de notre métallurgie par l'ennemi, ce n'est pas à nous à en installer en Afrique!

Rituellement, ensuite, M. l'ingénieur en chef enterra la question dans un rapport savant et honnête... enterrant un peu de la France aussi sans s'en douter.

XI

Histoire d'un crime

Il importe de faire comprendre à l'électeur que les grands maux dont nous souffrons se rattachent à nos erreurs antérieures et constituent la suite obligée des abus commis depuis un grand nombre d'années par ceux que nous appelions improprement nos représentants, sans voir qu'ils étaient en réalité nos dirigeants, nos gouvernants.

Sans procéder à des récriminations qui seraient inopportunes, s'il était question d'instituer les procès des personnes ou des partis, on peut dire que chacun a le devoir de tirer la leçon des grands événements qui se déroulent en ce moment au prix de pertes si cruelles pour la nation. Comme c'est à l'heure où l'on souffre qu'on réfléchit, c'est maintenant aussi que nous devons faire notre éducation.

Nous manquons de charbon pendant la guerre, mais nous en manquions aussi pendant la paix, puisque nous en achetions 20 millions de tonnes annuellement à l'étranger. Toutefois, si nous manquions de charbon, il faut que le public le sache, ce n'est pas en raison d'une circonstance malheureuse, indépendante de notre volonté, comme le serait une pénurie certaine des gisements : nous manquions de charbon, parce que nous ne voulions pas en avoir et prenions pour ne pas en avoir des

mesures sévères, aboutissant à rendre impossible toute nouvelle exploitation : en 1914, il y avait chez nous une vingtaine de concessions houillères qui réclamaient sans pouvoir l'obtenir, depuis sept ans, l'autorisation d'exploiter.

Ceci vous surprend, vous n'en saviez rien; vous votez pourtant ? Cette situation extraordinaire n'existait pas seulement pour le charbon, elle était la même pour le fer, l'or, et pour tous les métaux. Quand la guerre a éclaté, environ deux cents concessions minières de toute nature, la plupart sérieuses, étudiées, approuvées par le Conseil d'Etat, étaient en suspens depuis sept ans, le gouvernement défendant d'y travailler!

L'histoire de ce crime est à raconter, parce que ses conséquences ont été tragiques et qu'il est plein d'enseignements. Tous les vices de notre ancien parlementarisme y sont résumés : son impuissance, sa frivolité, son ignorance, sa servilité vis-à-vis des préjugés, n'oublions pas surtout sa profonde indifférence à l'égard de l'avenir un peu lointain du pays.

En 1906, un député socialiste, M. Zévaès, intervient à plusieurs reprises à la Chambre pour demander qu'il ne soit plus accordé de concessions en Meurthe-et-Moselle. Sur la proposition du même député, une commission parlementaire vote un projet de monopole d'Etat de toutes les mines! Cédant aux vœux des députés, le gouvernement s'avise que la loi minière ne correspond plus aux besoins modernes et qu'il faut la changer. En attendant qu'il procède aux études nécessaires qu'il va mener très

vite, il s'engage à ne pas délivrer provisoirement de nouvelles concessions.

En 1907, dépôt d'un projet de loi : la Chambre ne le discute pas, la législature arrive à sa fin, le projet est caduc.

En 1910, dépôt d'un autre projet un peu différent ; il contient une multitude d'articles et remplit vingt-huit colonnes du *Journal officiel.*

Normalement, un tel projet, relevant de trois ministères (travaux publics, finances, travail), devait être étudié par les commissions dites compétentes, puis venir à l'ordre du jour de la Chambre pour y subir une longue discussion ; après avoir été remanié, amendé sur toutes sortes de points, une fois voté, le projet devait aller ensuite au Sénat pour y subir la même procédure ; ce n'est pas tout, puisque les modifications effectuées au Sénat doivent être encore approuvées par la Chambre, qui doit retourner le projet au Sénat pour qu'il l'adopte une dernière fois. D'après les précédents, en ne perdant pas de temps et s'il ne se produit pas d'accroc, une telle procédure arrive à son terme en une dizaine d'années.

Encore une performance aussi rapide, s'il est permis d'employer ce mot, était-elle impossible dans le cas présent, la Chambre n'arrivant pas à voter ses budgets en temps utile, mais les bouclant longtemps après l'ouverture des exercices et devant discuter encore de nombreuses questions très ardues, d'un caractère politique l'intéressant personnellement, comme la proportionnelle, bien plus importantes que toutes les autres, à son point de vue, par

conséquent. Pour ces raisons, les années passèrent sans que le projet de revision de la loi minière vînt en discussion.

Dans l'intervalle, pour plaire aux députés dont il avait besoin pour rester au pouvoir, le gouvernement continuait à ne pas accorder de concessions (à peine en octroya-t-il quelques-unes dans des conditions baroques) : pour ne pas compromettre leurs portefeuilles, nos ministres brisèrent l'essor du pays en arrêtant la production des matières qui servent de base aux industries.

A ce moment, nos ennemis faisaient les efforts prodigieux dont on s'avise seulement aujourd'hui, pour forcer leurs moyens et nous laisser encore plus loin derrière eux : oh! démence, pendant que nous ralentissions le travail de nos mines, on peut relever que de 1909 à 1913 les exportations allemandes dépassaient les nôtres de 3 milliards 40 millions de francs par an!

S'il est très beau d'organiser la défense du pays, quand on a l'ennemi sur son territoire, il y aurait tout de même plus de mérite à y penser avant.

XII

Petits soldats

Nous manquons de charbon. Beaucoup de gens se disent que c'est la faute de M. Sembat, qui n'a pas pris les mesures nécessaires pour nous approvisionner de ce combustible en temps utile. En un sens, ils ont raison de penser que l'ancien ministre

a ses responsabilités dans la situation dont nous souffrons pour ce qui touche au passé immédiat; tout de même, ce n'est pas à lui seul qu'il faut s'en prendre, si notre industrie minière a été arrêtée dans son développement pendant les sept ans qui ont précédé la guerre par une série de mesures arbitraires, illégales, anticonstitutionnelles.

Cette politique, qui l'a voulue, qui l'a imposée? Est-ce un homme en particulier? Non, c'est le Parlement; disons, pour être plus précis, que c'est la classe des politiciens qui vit du pouvoir et qui s'y maintient en flattant des préjugés auxquels elle ne croit pas dans son for intérieur, mais qu'elle se garde bien de combattre, parce qu'elle trouve plus commode de les exploiter pour repasser aux élections suivantes, sans se préoccuper des répercussions qui peuvent résulter de cette politique au bout d'un certain nombre d'années pour le pays.

Les contempteurs du suffrage universel aiment à soutenir qu'il n'est pas possible de rendre le citoyen ordinaire conscient des rapports de cause à effet, quand ils relient des circonstances très éloignées dans le temps les unes des autres. S'il manque de charbon, il s'en prendra naturellement au gouvernement au pouvoir; quant à remonter plus haut, quant à chercher la responsabilité du mal dans la politique ou dans le système qui a prévalu dans le pays dix ou vingt années antérieurement, il n'en est pas capable : un tel effort dépasse beaucoup trop, dit-on, ses facultés.

Nous ne sommes pas si pessimiste : pour savoir si le peuple est à même de comprendre les réalités,

il faudrait au moins les lui expliquer. Or, quel parti s'efforce de l'éclairer, sans faire appel à ses passions? Et quand les sentiments sont exaltés, comment raisonner? S'il s'agit de poursuivre un idéal, on peut différer, mais constater les faits est une question d'honnêteté.

Les médecins ne sont pas toujours d'accord sur le traitement à faire suivre au malade, mais ils partent des mèmes notions sur l'organisme humain. Il n'y a pas le parti de la gauche et celui de la droite en physiologie. En sociologie non plus, ces distinctions ne peuvent exister, en tant qu'il s'agit de constater les lois qui jouent sous nos yeux, devant lesquelles nous sommes bien tenus de nous incliner, puisqu'il n'est pas possible de les changer.

Question de fait : voyons comment les choses se passent dans l'industrie minière. On a faussement accrédité l'idée que l'exploitation du sous-sol était une entreprise très rémunératrice, rapportant des bénéfices énormes à ceux qui s'y livrent, en se basant sur la circonstance que certains de nos gros charbonnages ont permis aux capitaux qu'on y avait placés originellement de réaliser des plus-values considérables, voire même quelquefois fantastiques.

Partant de cette notion, on s'est imaginé naïvement que l'Etat possédait dans ses gisements miniers encore inexploités de véritables machines à fabriquer des louis d'or. Allait-on continuer à céder ces machines à des particuliers pour qu'ils s'enrichissent sans rien faire? N'était-il pas naturel que l'Etat les gardât pour son propre usage? S'il ne vou-

lait pas les faire tourner lui-même, au moins pouvait-il imposer de fortes redevances au concessionnaire dont il faisait la fortune? Ce fut le point de vue populaire, radical ou socialiste.

Voici cependant les réalités : avant qu'une concession soit accordée par l'Etat, il est nécessaire que des travaux importants aient été exécutés pour démontrer l'existence d'un gisement exploitable. A cet effet, le prospecteur sollicite de l'Etat un permis de recherches, par lequel il reçoit une autorisation de procéder à des fouilles dans un certain périmètre, c'est-à-dire de dépenser un certain nombre de billets de mille francs dans des travaux qui sont presque toujours stériles. Dans une région comme l'Algérie, il y a plus d'un millier de permis de recherches.

Quand on a la chance de tomber sur un filon, sinon précieux, du moins assez riche et assez régulier pour permettre une exploitation industrielle en apparence, on sollicite une concession, ce qui n'est pas, le lecteur le sait aujourd'hui, la chose la plus aisée du monde à obtenir dans notre doux pays.

Une concession, c'est la richesse? Allons donc. Voici de tristes chiffres : ils correspondent aux statistiques des cinq années 1904 à 1908.

D'abord, sur 1.491 concessions instituées, il y en a 592 seulement exploitées. La différence, 899, est un déchet : la plupart sont des mines sans valeur, que leurs détenteurs abandonnent généralement, après y avoir englouti beaucoup d'argent.

Du moins les 592 concessions exploitées sont-elles bonnes? Jugez-en : sur celle-ci, 225 conces-

sions sont en gain et 318 sont en perte. Sur les premières, le bénéfice est de 73 millions, sur les deuxièmes il y a déficit de 29 millions. Allant plus loin, on verrait que la plupart des mines en gain réalisent un profit des plus modestes : sur l'ensemble, se détache une petite minorité de mines brillantes; celles-ci ont gagné le gros lot; on ne voit qu'elles, on les envie.

Quant aux malheureux qui ont perdu leur avoir et souvent la plus grande partie de leur existence à travailler des gisements ingrats, peut-être aurait-on de la pitié pour eux, si l'on connaissait leur existence, mais on l'ignore. Pas de récompense, pas de croix sur leur poitrine : ils tombent obscurément sur le champ de bataille de l'industrie comme de petits soldats anonymes...

XIII

Les aléas de l'industrie minière

Nous avons vu les grands aléas que courent les capitaux dans l'industrie minière. Dans la zone des premières recherches, des milliers de volontaires partent en avant; ils sont fauchés pour la plupart, mais quelques-uns franchissent les tirs de barrage et pénètrent dans la sphère des concessions. Moins exposés sur ce nouveau terrain, ils sont encore dans une situation périlleuse, puisque une bonne moitié d'entre eux doit rester sur le carreau. Parmi ceux qui échappent, le plus grand nombre ne pro-

gressent que légèrement et se bornent à défendre leur existence : seule, après avoir passé par des vicissitudes nombreuses et variées, une petite phalange arrive au but.

Les chiffres cités par nous précédemment concernaient les mines de toute nature, mais si l'on isole les gisements houillers, plus réguliers et moins scabreux à travailler que les filons métalliques, leurs aléas se traduisent encore dans des données qui font réfléchir.

Pendant la période de cinq ans de 1904 à 1908, déjà considérée par nous, sur 649 concessions de charbon instituées, 327 seulement sont exploitées : sur celles-ci 155 sont en gain et 167 en perte. Bénéfices d'un côté : 62 millions; déficit de l'autre : 14 millions.

Parmi nos charbonnages, quelques-uns sont légendaires par leur prospérité, mais ils ne l'ont pas atteinte du premier coup.

A Anzin, l'exploitation a été désastreuse pendant dix-sept ans, et cinq millions (chiffre très grand pour l'époque) ont été dépensés avant de rencontrer le gisement qui a fait la fortune de la mine.

Dans Aniche, la houille a été découverte après cinq ans de travaux infructueux : deux générations de capitalistes se sont ruinées dans cette entreprise, qui n'a pas rapporté un centime à ses actionnaires en l'espace d'un demi-siècle.

Ces faits n'ont rien d'extraordinaire : en mettant les choses au mieux, il faut huit à dix ans pour qu'une mine de charbon commence à rémunérer ses propriétaires; avant d'en venir là, ces derniers doi-

vent engager une dizaine de millions et souvent davantage dans leur affaire.

Tenons compte de cette circonstance : s'il peut arriver un moment où l'exploitation minière n'offre guère d'aléas, quand les gisements ont été reconnus sur une grande étendue, cette sécurité n'existait pas au début : à l'origine, il s'est écoulé toujours une période où des hommes qui n'étaient pas sûrs de leur fait ont risqué leur argent, puis se sont armés de patience, ont tenu bon pendant des années, sans toucher d'intérêt, en passant par des alternatives bonnes et mauvaises.

Shakspeare dit que le cours du véritable amour est rugueux. Il est rare aussi que la mine brillante soit une bourgeoise au tempérament paisible dans sa jeunesse. Que de battements de cœur elle cause à ses amoureux!

Pesons aussi cette considération : avant la guerre, nos épargnants pouvaient placer leur argent dans des fonds d'Etat étrangers rapportant de 4 à 5 0/0 d'intérêt, dont ils étaient certains de toucher les coupons régulièrement, sans éprouver d'ennuis ou de tracasseries. Dans ces conditions, était-il avantageux à leur point de vue de s'intéresser à de nouvelles mines, pour en tirer un rendement médiocre ou ordinaire, avec cela long à venir et incertain? Il est enfantin, n'est-ce pas, de poser la question.

Qui ne le comprend en réfléchissant? Il n'y a qu'un élément pour attirer l'argent aux mines : c'est la perspective d'y gagner beaucoup en cas de succès. Il faut qu'une importante plus-value soit

possible pour qu'on accepte de courir les risques de leur exploitation, mais si l'éventualité d'un gros profit est vraisemblable, il arrive la chose curieuse que le capitaliste ne suppute pas les aléas à leur valeur exacte; heureusement pour la Société, car il est rare que les gains soient en rapport avec les dangers réels. Le joueur à la roulette ne calcule pas non plus que le rapport des chances est contre lui : il joue, parce qu'il voit de temps à autre un partenaire heureux ramasser une grosse somme sur le tapis; il ne jouerait pas sans cet excitant. Nul ne voudrait risquer sans avoir une chance de gagner.

Le ressort de l'initiative minière est donc l'esprit de spéculation auquel on doit la plupart des grandes créations économiques. Son fondement est l'ambition, il met en mouvement des facultés précieuses, l'audace, l'effort, la ténacité; il stimule au plus haut point l'intelligence et l'esprit d'invention. Supprimez la récompense, abolissez la prime, faites disparaître ce mobile puissant, l'intérêt, c'est fini : l'on n'agit plus. Inutile de récriminer : l'homme est ce qu'il est.

Vérités claires, vérités certaines, vérités cependant qu'il est nécessaire de rappeler pour faire saisir le caractère ultra-faux en même temps qu'abêtissant des points de vue qu'on met en avant depuis une vingtaine d'années pour nous gouverner.

XIV

A qui la faute, si nous n'avons pas de charbon?

L'entreprise minière offre de grands aléas dans sa phase initiale, quand il s'agit pour elle de découvrir des gisements dont l'existence est présumée par déduction, mais qui sont inconnus totalement quant à leur importance, leur continuité, leur teneur, etc. Tant de conditions sont nécessaires pour qu'une mine soit exploitable industriellement, même les filons se trouvant là, puisque le bénéfice est en fonction du prix de revient.

Que va-t-on trouver dans la terre? Nul ne le sait avant de l'avoir percée par des sondages, des puits et des galeries qui coûtent cher à exécuter : des dizaines, des centaines de mille francs, et souvent des millions. Si les résultats sont négatifs ou insuffisants, l'argent sera perdu complètement. L'attrait d'une grosse prime en cas de réussite est nécessaire pour compenser ces dangers.

Capter cette prime, ou même en confisquer seulement une part importante à celui qui l'encaisse une fois par hasard, quand le succès a couronné ses efforts, n'est pas seulement commettre une injustice qui se défendrait encore à la rigueur, si l'intérêt de tous y trouvait son compte, c'est chose autrement grave : entraver, paralyser un mécanisme indispensable à la vie du pays.

Après avoir supprimé le profit, sans lequel il va de soi que l'initiative n'a plus d'intérêt à s'exer-

cer, le comble de l'antinationalisme a consisté chez nous à rendre les conditions de possession et d'exploitation des mines si précaires et si instables, qu'il devenait impossible à des gens sensés d'entrer dans ces affaires, quand par malchance ils n'y étaient pas déjà.

Pour juger de ces choses impartialement, il est bon de se mettre à la place d'une personne ayant engagé des sommes importantes et travaillé des années pour explorer un gisement sur la base d'une législation qui lui reconnaît des droits déterminés.

Après avoir éprouvé des difficultés qu'on peut se représenter, notre homme se trouve dans les conditions voulues pour avoir la concession sans laquelle il ne peut exploiter. Il dépose sa demande, les bureaux se mettent en mouvement (si l'image n'est pas excessive); c'est un peu long, enfin tout va bien : l'Administration est favorable, elle conclut. Maintenant, le Conseil d'Etat : on lui envoie le dossier, il l'approuve. C'est fini pratiquement, semble-t-il. Que manque-t-il encore? La signature du ministre, une formalité, puisque les bureaux compétents ont statué que le futur concessionnaire était en règle.

O surprise! Le ministre ne veut pas signer. Pourquoi? La loi n'existe donc plus? Si fait, mais le ministre ne l'applique pas. C'est légal, c'est constitutionnel? La Chambre a le droit de suspendre l'application d'une loi qui n'est pas abrogée? Non, mais elle le fait.

Cependant rassurez-vous; s'il y a là sans doute une petite entorse au droit, elle sera de courte du-

rée : incessamment on va voter une loi nouvelle, et les affaires reprendront leur cours. Un an, deux ans, trois ans, cinq ans, sept ans se passent, le Parlement ne vote rien. Vous voyez l'état d'esprit du brave homme qui attend sa concession sous l'orme indéfiniment : son existence est gâchée, sa fortune est représentée par des trous creusés dans la terre; le plus raide est que ces trous ne sont pas même à lui!

Et la nouvelle loi minière, qu'allait-elle être? Elle devait comporter une aggravation des redevances, une participation aux bénéfices pour l'Etat, une autre pour les ouvriers. Quelle serait la surcharge pour l'exploitant, après le remaniement du projet par les commissions, après le vote des amendements par les députés? On n'en savait rien, mais on pouvait tout craindre, puisque les malheureux prospecteurs de mines étaient qualifiés de requins. Mettez-vous à leur place. Eussiez-vous été bien?

Dans l'intervalle, les décisions arbitraires se succèdent. Si le sujet n'était si triste, il relèverait de l'opérette. Pour donner plusieurs concessions sans déplaire au Parlement, un ministre cherche un biais pour imposer aux nouveaux exploitants des conditions qui ne s'accordent pas avec la loi minière en vigueur, mais qui doivent figurer dans cette loi nouvelle qu'on n'a encore ni votée, ni discutée. En d'autres mots, c'est la loi qui n'existe pas qu'il veut appliquer. C'est l'illégalité; il s'agit cependant de la masquer et de se donner l'air d'observer la loi actuelle en la violant. On y arrive par un procédé

subtil : comme la loi actuelle prévoit une participation aux bénéfices pour le premier inventeur de la mine, on s'avise qu'on peut attribuer à l'Etat cette qualité : puisque l'Etat publie des cartes géologiques, n'est-ce pas lui qui fournit, somme toute, aux prospecteurs les données premières dont ils partent pour entreprendre leurs recherches? De ce fait, l'Etat n'a-t-il pas droit à prendre une part de leurs bénéfices? Nous ne plaisantons pas.

Puis on assiste à cette chose étrange : le ministre entre en négociations avec plusieurs demandeurs de concessions : aux uns il réclame 20 0/0 de leurs profits, aux autres 12 0/0, à certains rien du tout. Plus de règles, le favoritisme ou le caprice; en tout cas, l'insécurité totale pour l'exploitant qui ne sait plus ce qui l'attend.

Dans la loi de finances de 1911, la Chambre insère un article disant que les concessions ne peuvent être transmises d'une personne à une autre que sur décret rendu en Conseil d'Etat; elle jette par terre, de cette manière, sans discussion sérieuse et pour ainsi dire en passant, par une simple addition à la loi du budget, un des principes fondamentaux de notre législation.

Grand émoi parmi les intéressés : ainsi le propriétaire d'une concession ne sera plus certain de la passer à ses héritiers ou de la donner en dot à ses enfants! C'est tout de même aller trop loin.

Alors le gouvernement recule un peu : en février 1912, par une circulaire aux préfets, il fait savoir qu'il n'appliquera pas la loi dans les cas des transmissions successorales, mais que celle-ci jouera

pour les opérations de vente, d'échange, de donation, d'apport en société, etc.

Charmante, n'est-ce pas, cette loi qu'on applique ou n'applique pas, comme il plaît aux ministres qui passent, et Dieu sait s'il y en a! La clause ainsi réduite est encore désastreuse : une Société ne peut plus emprunter sur sa mine, puisqu'elle n'a pas le droit de la donner en gage; en cas de liquidation, la concession où son capital a passé pour une grande part en travaux souterrains, le plus clair de son bien n'entre plus en compte dans son actif. Engageant de s'intéresser aux mines dans ces conditions!

En 1913, proposition de M. Charles Dumont : partant de la donnée qu'il fixe, on ne sait comment, que les frais d'établissement d'une mine de charbon représentent 30 francs pour la production d'une tonne annuellement, il projette, quand l'exploitant a gagné 5 0/0 sur cette somme, de prendre 20 0/0 de ses bénéfices. Pourquoi 30 francs? disent les spécialistes. Il y a des mines où les chiffres vrais seraient de 50 ou de 60 francs.

C'est l'arbitraire pour l'industrie minière : pour elle pas de loi, pas de sécurité; pire encore, non seulement pas de protection, mais l'hostilité.

Si nous manquons de charbon pendant la guerre, il ne faut pas s'en étonner, disons-le franchement, parce que le Parlement a fait tout ce qui était possible humainement pour dégoûter ceux qui voulaient en produire pendant la paix.

XV

De la chimère au mensonge

Nous manquons de charbon : la chose est sensible à ceux qui souffrent du froid, mais elle a des suites plus graves ; nous parlons de celles qui se rattachent à la guerre, soit qu'elles prolongent cette dernière ou compromettent son résultat.

Une vingtaine de millions de tonnes de charbon importées représente, au prix de 120 francs la tonne — nous estimons le chiffre grossièrement pour fixer les idées — une somme de 2 milliards 400 millions de francs à payer à l'étranger annuellement pendant la guerre ; une bagatelle, comme on voit !

Encore si l'on était sûr d'avoir le charbon en payant, mais ce n'est pas le cas : la commission de répartition du coke au ministère des travaux publics a prévenu le ministère de l'armement qu'elle ne pouvait pas fournir tout le combustible répondant au programme des fabrications.

Comme nous manquons de charbon, il est impossible d'étendre notre production d'armes et de munitions ; comme nous manquons de charbon, la guerre dure, les hommes souffrent et meurent en plus grand nombre qu'il ne faudrait.

L'argent n'a pas de valeur à nos yeux pour le moment — plus tard nous serons peut-être d'un autre avis — en tout cas il n'en est pas de même des existences qui sont fauchées par dizaines ou

centaines de mille inutilement, ou, si l'on peut dire, en supplément, pour payer les fautes du Parlement.

Les bons apôtres insinueront que l'instant n'est pas venu de demander des comptes à ce dernier, mais tel n'est pas notre souci ; l'important est de faire notre éducation : si nous manquons l'occasion de réfléchir au moment où nos malheurs se produisent, il sera trop tard ensuite pour méditer à leur sujet.

(64 *lignes censurées*)

Le peu que nous avons dit de l'industrie minière est assez pour faire voir qu'il est bien fou d'imaginer que l'État puisse la diriger. Même si ce dernier s'appropriait seulement les grandes exploitations où l'initiative est réduite au rôle le plus restreint, qu'il serait inférieur aux entreprises privées dans leur gestion !

Si l'on en doute, il suffit de se référer aux résultats obtenus par les charbonnages du gouvernement allemand qui, placés dans des conditions privilégiées, puisqu'ils n'ont pas de capital à rémunérer, ne pratiquent pas d'amortissement ou de dépréciation, ne payent pas de taxe ou d'impôts et vendent la houille plus cher que les entreprises privées, ne savent pas s'organiser pour suffire aux commandes, tirent un rendement inférieur de leur main-d'œuvre et payent très mal leurs ouvriers (salaires jour-

naliers : 4 marks 63, au lieu de 5 marks 86 en moyenne dans les mines particulières).

Critiques essentielles émises au Reichstag à leur sujet : la direction et l'exploitation sont menées mollement, sans vues d'ensemble; la comptabilité est mal tenue; le contrôle est impossible; les employés, devenus des fonctionnaires, fournissent une somme de travail ridicule, etc. Si l'on veut raconter la baliverne que l'État français est capable d'exploiter les mines avec plus de méthode et de compétence que l'État allemand, il n'y a pas grand'chance que cette flagornerie trouve crédit chez nous, après ce qu'on voit d'impuissance et de gâchis dans ce pays depuis trois ans.

Mais s'il est un point qui ressorte avec évidence pour les personnes un peu renseignées sur la matière ou simplement douées de réflexion, c'est la totale inaptitude où serait l'État d'entreprendre des travaux de découvertes minières. Comme ces opérations laissent déjà d'énormes déconvenues à ceux qui s'y livrent dans les conditions les plus favorables au point de vue de l'attention et de la vigilance, puisqu'ils y engagent leurs capitaux, on peut imaginer les jolis résultats qu'elles donneraient sous la direction de bureaucrates irresponsables, poursuivant au compte de l'État la recherche de filons chimériques.

Les pouvoirs publics ne seraient pas longs à renoncer à ces tentatives, en voyant le trou qu'elles creuseraient dans leur budget. D'autre part, continueraient-ils à exploiter les nombreuses concessions qui travaillent à perte et qui seraient, pour

les mêmes raisons, encore plus onéreuses pour eux que pour des particuliers? Rien de plus douteux, n'est-ce pas?

Mais ces mines en déficit payent tous les ans cent millions de salaires à leurs ouvriers. Si on les ferme, bonne affaire pour ceux-ci; bonne affaire pour le pays, si l'on restreint la production de ses matières premières, bonne affaire pour son industrie!

Pour nous résumer, au fond de ces idées qui servent de tremplin électoral à nos partis depuis beaucoup d'années, il n'y a pas grand'chose qui tienne debout. Chimère, erreur ou mensonge, telle a été sur trop de points, malheureusement, notre politique.

XVI

Notre politique minière

Notre politique d'avant la guerre était-elle démocratique? Il serait vain de le prétendre. Pour mériter cette qualification, un régime doit représenter les intérêts de la masse dans ce qu'ils ont de durable, en favorisant son accession au bien-être en même temps que son élévation intellectuelle et morale : il en résulte qu'il est tenu de créer dans le pays la prospérité par des mesures étudiées, non seulement dans leurs effets immédiats, mais dans leurs conséquences indirectes et dans les répercussions qui peuvent en surgir quelques années plus tard.

Loin de s'inspirer de ces préoccupations, le petit groupe qui dirige nos destinées se maintient au pouvoir en faisant siennes des représentations populaires qui, pour être fausses, ne donnent pas moins la puissance à ceux qui s'improvisent ses défenseurs.

Karl Marx, qui fut un penseur profond, quels qu'aient été ses défauts, a fait ressortir que les phénomènes économiques se transposaient dans notre esprit au point que, si nous les regardions à la surface, nous les apercevions à l'envers de ce qu'ils étaient réellement, comme il arrive dans ces miroirs où l'on se voit les pieds en haut, la tête en bas. Observation juste : la sagesse des nations dit, du reste, depuis longtemps que les apparences sont trompeuses et ne répondent pas toujours au fond des choses.

La grande masse que nous avons oublié d'instruire est le jouet d'illusions, quand elle considère le fonctionnement du mécanisme social : très sensible aux avantages visibles, elle les tient pour des gains certains, sans calculer, sans imaginer même qu'il se pose la question de savoir s'il n'y a pas derrière eux, en contre-partie des pertes cachées, un passif occulte qu'il faut opposer à l'actif pour obtenir un compte dont la balance, au lieu d'être un excédent, sera peut-être un déficit. Recevoir deux n'est pas une opération avantageuse, s'il faut en payer quatre demain. De ce revers de la médaille, la classe ouvrière n'a pas conscience, on ne le lui a jamais montré; elle est donc profondément dupe, sans s'en douter.

Pendant sept ans, il n'a pas été accordé de concession minière, sous le prétexte de favoriser les intérêts des travailleurs en obligeant les exploitants à céder une part de leurs bénéfices à l'Etat et aux ouvriers. Examinons les chiffres de près pour montrer le caractère illusoire des profits qu'on aurait retirés d'une telle législation.

Déduction faite des pertes, des redevances et des impôts, les bénéfices nets des mines s'élevaient à environ 45 millions : les salaires des ouvriers étaient, en chiffres ronds, de 300 millions.

Supposons une participation de 10 0/0 pour les ouvriers, c'était un prélèvement de 4 millions et demi à répartir sur 300 millions de salaires, élevant ceux-ci de 1 1/2 0/0 ou d'un sou et demi par jour et par ouvrier. Mettez deux sous, si vous voulez, quoique nous ayons grossi les chiffres pour simplifier l'argument : c'est toujours un chiffre dérisoire que vous trouverez.

En regard de cet avantage insignifiant qui n'a pas été encaissé, puisque la loi n'a pas été votée, il faudrait faire figurer le passif effrayant auquel a donné lieu la politique tendant à paralyser l'activité du pays pendant sept années. S'il n'est pas possible de l'établir avec précision, on peut du moins se faire une idée des pertes subies par les ouvriers et par la nation avec un peu de réflexion.

Le 12 juin 1912, M. Nouhaud, député, signalait la situation qui régnait dans sa circonscription, à Saint-Yrieix, dans les termes suivants :

« En dehors des demandes de concession, trente à quarante Sociétés ou propriétaires ont demandé

des droits de fouille. Bien entendu, ils attendent que la loi soit votée pour continuer leurs recherches. Remarquez que ces travaux sont très importants, car ils s'étendent sur 50 à 60 kilomètres de long et 30 à 40 kilomètres de large et occupent à certaines époques de *quatre à cinq cents ouvriers qui, aujourd'hui, sont sans travail.* »

Cette situation n'était pas spéciale à la circonscription de M. Nouhaud, elle existait dans de nombreuses régions où s'était révélée l'existence de nouveaux gisements.

Sans prendre garde aux indices qui trahissaient le découragement des hommes d'initiative, la Chambre poussait les choses à l'extrême en votant, dans la loi de finances de 1910, un article élevant de 20 0/0 la redevance proportionnelle et 400 0/0 le droit fixe basé sur la superficie des mines. A la suite de cette aggravation d'impôts, les demandes en renonciation de concession devinrent innombrables. Les sommes perdues en salaires ont donc été formidables.

Ces sommes, il ne faut pas l'oublier, seraient entrées dans la circulation, les ouvriers les auraient dépensées en achats d'aliments, de vêtements, etc.; l'agriculture, l'industrie, le commerce du pays en auraient eu le profit, l'État aurait perçu sur elles dans toutes les phases de ce long cycle des impôts autrement importants que ceux qu'il voulait capter à la source de la production au risque de la tarir.

Arrivons au plus grand désastre. Quand le Parlement inaugura sa politique malheureuse, il y avait des indices d'une reprise minière dans notre

pays, qu'on avait considéré jusque-là comme doué de gisements insuffisants, et qui se révélait à ce point de vue bien plus riche qu'on ne l'avait cru, grâce à des découvertes encourageantes.

On constatait que nos bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais avaient une extension supérieure aux prévisions; on découvrait le charbon à de grandes profondeurs en Lorraine; les gisements de fer du bassin de Briey s'annonçaient magnifiques: dans la Normandie — l'Orne et le Calvados — d'intéressants gisements de même nature se révélaient; dans le Centre et le Midi de la France, une importante industrie aurifère semblait vouloir prendre naissance...

Ce mouvement, il saute aux yeux qu'il était du devoir du gouvernement de tout faire pour l'encourager: il s'est attaché, au contraire, à le tuer dans l'œuf! Quel malheur pour le pays, quelles pertes pour les ouvriers, quelle leçon pour eux! Ah! comme ils jugeraient la politique, s'ils la comprenaient!

XVII

Production et liberté

Que le lecteur nous excuse d'insister sur la question des concessions minières un peu plus longtemps qu'il ne le faudrait pour se conformer à l'art du journalisme décadent qui consiste à commenter l'actualité d'une touche légère, en n'allant pas au fond des sujets, en les abordant par le côté spirituel, frivole ou anecdotique, comme on déroule des films

au cinéma, le seul objet étant de distraire le public, de l'amuser, à plus forte raison de ne pas l'ennuyer en lui demandant de faire un effort ou de se donner une peine pour réfléchir et pour comprendre.

En politique, c'est sur les idées naïves de la couche la plus nombreuse que nous nous appuyons pour gouverner; dans la presse nous faisons de même, en subordonnant la confection des journaux aux goûts des lecteurs qui sont les plus importants numériquement. Quant à renseigner, éclairer, instruire ces derniers, on n'y songe guère.

A le faire on y perdrait pendant un temps, mais on y gagnerait beaucoup à la longue, en sauvant la France et la démocratie qu'on laisse s'enliser dans l'ignorance. Les poilus se font bien tuer pour ces choses-là; les journalistes, qui n'ont pas l'occasion d'en faire autant et qui le regrettent, peuvent du moins remplir leur devoir à leur manière, en disant les vérités nécessaires qui ne sont pas, comme on sait, ordinairement les plus agréables.

Quel mépris il y a pour l'électeur dans notre manière de procéder! On dirait que nous le jugeons incapable de comprendre les choses sérieuses; il n'est pas si sot et si étroit; on s'en rendrait compte en essayant de l'intéresser aux grands problèmes qui mettent en jeu l'avenir du pays. Ceux-ci ne sont pas transcendants, quand on ne les formule pas en latin : traduits dans la langue ordinaire, ils se ramènent au bon sens et peuvent être saisis par chacun, surtout en France où le peuple est intelligent.

Considérons la question du charbon. Pour en faire comprendre l'importance, il suffit d'attirer l'attention sur un fait que tout le monde connaît et sur lequel peu de personnes ont eu l'occasion de méditer, nous voulons parler du rôle fondamental que joue ce combustible dans l'industrie, dont il est une matière indispensable, puisque les usines les plus diverses le consomment.

Si le charbon manque, s'il coûte plus cher dans notre pays que dans les autres, si nous le payons 25 francs quand nos concurrents se le procurent à 15 francs la tonne, que va-t-il arriver? Dans toutes les industries, le prix de revient sera grevé de cette différence de 10 francs; ne produisant pas aussi bon marché que nos voisins, il nous sera difficile, souvent impossible, de lutter avec eux sur le marché mondial; comme conséquence, nous ne pourrons pas exporter.

N'exportant pas, travaillant exclusivement pour nos besoins, nous exploiterons sur une échelle trop modeste; alors nous n'aurons pas le moyen d'installer de grands outillages et d'instituer chez nous les méthodes de travail auxquelles ont recours les pays qui produisent intensivement. Notre infériorité générale ira de ce fait en s'accentuant. Occupant moins d'hommes, payant moins de salaires, nous aurons aussi moins de population. Notre puissance politique ira donc en décroissant également.

Nous sommes certain qu'il n'y a pas un enfant de l'école primaire qui ne comprendrait ces vérités, tant elles sont évidentes; à plus forte raison s'im-

poseraient-elles à tous les hommes voulant un peu raisonner.

Continuons à réfléchir. Quel sera le devoir du gouvernement dans un grand pays qui manque de charbon et voit pour cette raison sa production diminuer, sa population baisser, sa décadence s'accuser nettement d'année en année vis-à-vis des Etats voisins? Pas de doute sur ce point, le gouvernement dont nous parlons aura le devoir impérieux de chercher les moyens de remédier à l'insuffisance de charbon qui mène la nation à sa perte en encourageant, en stimulant l'exploitation minière par tous les procédés dont il dispose.

S'il faisait le contraire, s'il mettait tout en œuvre pour la paralyser, la gêner, en la rendant précaire, incertaine, onéreuse, en la soumettant à des formalités si longues qu'il faudrait attendre des années pour obtenir l'autorisation d'exploiter le gisement qu'on aurait découvert, ne serait-ce pas de sa part de la démence?

Comment les choses se passent-elles en Angleterre? Là-bas, les mines sont des propriétés ordinaires, elles appartiennent au détenteur du sol; on les acquiert, on les transfère comme les autres immeubles. On peut les exploiter soi-même ou les louer à un tiers, comme on veut. Pas de concession administrative, pas d'autre obligation que de se conformer aux lois et règlements qui concernent l'hygiène et la sécurité du travail.

Sous ce régime de liberté, l'industrie minière anglaise gagne 600 millions de profits par an (jugez de ce qu'elle rapporte en salaires!); avec notre sys-

tème de tracasseries, l'industrie française en réalise 60 millions ou dix fois moins.

Le sous-sol anglais est plus riche, objectera-t-on. En est-on sûr? Que produira le nôtre, quand on pourra le fouiller et l'exploiter sans être gêné par l'Etat? Etonnamment plus qu'on ne le croit.

XVIII

Méthodes à changer

Houille blanche, industrie minière, c'est la même question: si l'une et l'autre n'ont pas pris plus d'extension, c'est pour les mêmes raisons, ce sont les mêmes difficultés qu'elles ont trouvées sur leur chemin, c'est la même inertie, la même lenteur à agir, le même formalisme des services administratifs antédiluviens que l'Europe a cessé de nous envier depuis longtemps, si tant est qu'elle l'ait fait autrefois; c'est la même indifférence, la même hostilité de l'Etat vis-à-vis des dirigeants de l'industrie politiquement peu populaires; planant sur tout cela, c'est la même ignorance, la même incompréhension de la vie moderne, la même méconnaissance du rôle essentiel que joue la production dans la civilisation présente, c'est, en un mot, la même « fêlure » que nous observons depuis trente ans dans notre milieu gouvernemental tiré curieusement de la catégorie des citoyens qui, n'ayant pas pris part à la lutte pour l'existence, sont inconscients de ses nécessités...

L'industrie métallurgique de la Meurthe-et-Mo-

selle peut devenir un des plus grands centres manufacturiers du monde à la condition de trouver le charbon dont elle a besoin pour son développement. En 1907 déjà, sur 6.115.000 tonnes consommées dans la région, 2.373.000 seulement venaient de notre sol national, la différence étant importée (860.000 tonnes de Belgique, 18.000 d'Angleterre, 2.860.000 d'Allemagne).

Cette proportion devait aller en s'accentuant; elle avait pour effet que la métallurgie lorraine était à la merci de la métallurgie allemande : unie par les liens du cartel au syndicat charbonnier germanique, celle-ci pouvait interdire, en effet, s'il lui plaisait, toute concurrence à sa rivale, l'industrie française.

Conscients de l'énorme danger que leur faisait courir cette situation, les métallurgistes lorrains dépensèrent des millions à exécuter des travaux de recherches avec l'espoir de découvrir dans leur sous-sol les gisements houillers dont ils avaient besoin pour se soustraire à l'état de servitude dans lequel ils se trouvaient vis-à-vis des grands charbonniers allemands.

Le 26 mai 1904, leurs efforts furent couronnés de succès : à cette date, ils recoupaient à Eply une formation carbonifère, à 700 mètres de profondeur. Encouragés par ce résultat, six ou huit groupements se formèrent et se réunirent : moyennant une dépense de 4.600.000 francs, ils opérèrent dix-huit sondages qui retrouvèrent les veines de houille à des profondeurs variant de 800 à 1.500 mètres.

En même temps, M. Cavallier, administrateur de

la Société des Fonderies de Pont-à-Mousson, faisait exécuter des fouilles sur le terrain de son usine et se trouvait en mesure d'annoncer à l'Académie des sciences, en 1905, qu'il avait recoupé, entre 819 et 1.287 mètres, cinq couches de houille mesurant 3 mètres d'épaisseur au total.

Pour montrer l'importance de ces découvertes, rappelons seulement qu'elles établissaient l'existence dans notre pays d'un nouveau bassin houiller de 25.000 hectares.

Que firent alors les industriels lorrains? Se conformant aux lois de leur pays, ils demandèrent à l'Etat des concessions, c'est-à-dire l'autorisation d'exploiter ces gisements qu'ils avaient découverts au prix de tant de sacrifices et dont ils avaient besoin pour sauver une industrie qui n'intéressait pas seulement eux-mêmes, mais une grande population ouvrière et, par incidence, c'est évident, toute la nation. Ces demandes, ils les adressèrent en novembre 1905, août et novembre 1906.

Etes-vous sceptique, lecteur, êtes-vous blasé? C'est un pauvre état d'esprit, c'est le pire de tous : on n'est bon à rien quand on ne peut plus s'indigner; rien à espérer si le sang ne vous monte pas au visage et si vos poings n'ont plus le pouvoir de se serrer, quoi qu'on vous dise et qu'on vous annonce. Vous n'en êtes pas là, sûrement.

Prenez la chose, en tout cas, comme il plaît à votre tempérament : voici la suite de l'histoire : *douze ans, treize ans se sont écoulés* depuis que les industriels lorrains ont demandé la permission d'exploiter le charbon de notre pays pour ne plus ache-

ter leur combustible en Allemagne; *à l'heure actuelle elle ne leur est pas encore accordée.*

Comme, à partir du moment où notre gouvernement aura bien voulu autoriser les chefs de notre production à travailler, il faudra compter encore bien du temps pour creuser les puits, les galeries et équiper les mines, c'est à bon droit, si vous avez conscience de cette situation, que vous aurez l'envie de vous demander si vous ne faites pas un vilain songe.

Pour terminer, ce pendant : s'inspirant de nos recherches, profitant de nos travaux et de nos études, les Allemands pratiquent un sondage du côté de leur frontière, à peu de distance des nôtres, près de Raucourt. Cela se passe en 1910. Ils découvrent les couches et dans les deux ans qui suivent, en 1912, en accordent la concession aux forges de Rombas, qui les exploitent sans doute actuellement.

XIX

Favorisons-nous l'initiative?

Prenons le cas des industriels lorrains. Ce n'est pas en un jour, on le comprend, qu'ils se sont décidés à dépenser des millions dans des recherches aléatoires où l'on n'a pas une chance sur dix ordinairement de retrouver son argent; avant d'en venir à cette résolution, ils ont passé, comme on peut l'imaginer, par une longue période d'études, d'enquêtes, de réflexions, de consultations, et puis aussi de discussions, de mise au point entre eux,

puisqu'ils devaient se mettre à plusieurs pour constituer le capital important que demandait l'opération.

Le charbon découvert, étaient-ils au bout de leurs peines? On sait que non puisque, pour exploiter, il faut des concessions et que celles-ci sont si malaisées à obtenir qu'eux n'ont pas décroché les leurs après douze ans de sollicitations.

Quand ils les auront, sera-ce fini pour eux? Ah bien, oui, mieux vaut dire qu'ils commenceront à souffrir. D'abord, ils auront à trouver le capital pour exploiter ces gisements (plusieurs dizaines de millions), puis à constituer des sociétés, ensuite à forer des puits, à percer des galeries sur de longues distances, car il faut exécuter des travaux souterrains très importants pour mettre en valeur une mine moderne.

Ce que les métallurgistes lorrains ont découvert est intéressant pour eux en raison des conditions où ils se trouvent, mais ce n'est pas le Pactole, puisque le charbon est à mille mètres de profondeur. Quelle dépense de temps et d'argent pour arriver jusqu'à lui, quelle incertitude aussi s'attache à l'opération! Qui peut dire comment se comportent des gisements qu'on a recoupés sur quelques points, à des intervalles très distants; comment déterminer leur prix de revient?

A dire vrai, dans une tentative de ce genre, il entre une belle hardiesse qui susciterait notre admiration, si nous la comprenions. Dans d'autres grands États, en Amérique, en Angleterre, en Allemagne, on apprécie la forme de bravoure essen-

tiellement moderne qui pousse un homme à risquer son avoir pour faire quelque chose de grand; mais, en France, on rétrécit les idées du peuple au point de lui faire croire que l'industriel agit seulement par amour du gain. Ce mobile agit puissamment, mais dans l'âme du pionnier il entre autre chose que n'a pas discerné jusqu'ici la basse philosophie qui nous abêtit.

Quoi qu'il en soit, on doit compter qu'il faudra six ans, huit ans, sinon plus, pour que ces nouveaux charbonnages lorrains entrent en rapport et donnent un dividende; ceci veut dire qu'il aura fallu vingt ans de tracas pour mettre ces affaires debout.

Pendant la période dite de premier établissement où l'on procède à l'installation, à l'équipement, à la mise en état souterraine de la mine, c'est un fait à noter que les sociétés ont à payer de gros impôts, quoique elles ne fassent, somme toute, que dépenser leur capital en salaires, études, acquisition de matériel, etc., sans encaisser aucune recette.

Il y a quelques mois, un de nos confrères, M. Max Du Bois, de la revue *La Lumière électrique,* avait la curiosité de rechercher ce que payait en impôts une entreprise hydro-électrique de 5.000 chevaux de force, au capital de 6 millions de francs, dont la moitié d'obligations, pendant la période initiale où elle aménage sa chute, s'installe et se met en train, sans rapporter rien à ses actionnaires. Cette phase ingrate dure ordinairement cinq ans.

L'énumération est édifiante : en cinq ans, cette

entreprise a payé : frais de constitution, droits de mutation sur terrains, etc., 40.000 francs; impôt foncier, 30.000 francs; mainmorte, 31.200 francs; patente, 56.400 francs; droits divers, contrôle, droits de passage, enregistrement, timbre, taxes, retraites ouvrières, frais de bourse et chambre de commerce, 27.600 francs; timbre des actions, 6.600 francs; timbre des obligations, 15.200 francs; droits de transmission, 101.500 francs; taxe sur le revenu des obligations, 40.600 francs. Total : 349.100 francs.

Quand les actionnaires touchent un dividende de six pour cent, qui se ramène à cinq et demi pour cent, déduction faite de l'impôt sur le coupon, l'Etat a pris déjà pour son compte onze pour cent du capital-actions de la société!

En contre-partie de cette dépendance administrative, qui répugne aux gens d'initiative, de ces longues attentes pour lesquelles il faut une patience angélique, de cette avidité de l'Etat qui vous détrousse, aussitôt que vous tentez quelque chose, alors qu'il ne vous demande rien si vous vivez en rentier chez vous, y a-t-il, en fin de compte, des compensations brillantes pour ceux qui, sortant des sentiers battus, engagent leurs capitaux dans des entreprises de houille blanche?

Aucune. Consultez les statistiques, elles établissent que si ces affaires sont stables et sérieuses, elles sont d'un rendement modeste, rapportant d'abord deux à trois pour cent, arrivant à donner cinq ou six, et dépassant rarement ce chiffre.

Or, avant la guerre, les banquiers offraient des

quantités de valeurs payant cinq pour cent d'intérêt; elles n'étaient pas exemptes d'aléas; tout de même, en les mettant en portefeuille, on encaissait son coupon immédiatement, on le touchait ensuite régulièrement et l'on avait le plaisir appréciable de n'être pas le jouet des bureaux ou le serf de l'Etat.

Développer la production, chacun le veut aujourd'hui, mais ils sont rares ceux qui comprennent que notre système de législation ne le permet pas.

XX

Vers la crise

Quand on étudiera les erreurs commises pendant la guerre par le gouvernement et le Parlement pour en tirer les conclusions nécessaires en toute liberté, quelle que soit la question qu'on examine, ce sera le même refrain, le même leitmotiv qui reviendra dans ces discussions au bout desquelles force sera de constater non moins invariablement que sempiternellement que « nous n'avons pas su prévoir ».

C'est un peu dans le tempérament français, dit-on. Croyez-vous? Nos paysans n'oublient pas de semer leurs céréales, nos négociants n'achètent pas du charbon sans s'assurer des bateaux pour le transporter; et nos industriels, est-ce au dernier moment qu'ils s'approvisionnent de matières premières ou cherchent pour leurs produits un écoulement?

L'esprit de prévision règne chez ceux qui supportent les conséquences de leurs actions et qui sont exposés à perdre leur fortune ou leur situation pour n'avoir pas pris la peine de réfléchir; il fait défaut, par contre, aux politiciens de métier, triste déchet de la démocratie dégénérée, qui ne subissent pas la répercussion de leur insuffisance et sont même assurés de sortir indemnes de n'importe quelle situation piteuse grâce à la complicité de leurs collègues, au silence des grands journaux, disons aussi, pour ne pas déprécier leur mérite, à la souplesse oratoire qui leur permet de brouiller les cartes indéfiniment, en se jouant de la foule ignorante, gauche d'esprit et forcément inapte à se retrouver dans des questions qu'elle ne connaît pas. Où est-il passé, le furet? Par ici? Par là? Cherchez-le, mes amis.

Si la démocratie devait rester éternellement la pétaudière, l'anarchie, l'incompétence et l'impunité personnifiées, ce n'est pas la vague américaine ou russe qui suffirait à la sauver du danger que lui ferait courir une incapacité réelle à résoudre les petits problèmes pas très drôles, qui vont se poser après la guerre pour le peuple français, quand il s'agira pour lui de manger et de boire en payant ses dettes.

Mais la démocratie peut se comprendre autrement; elle n'a rien d'immuable. Heureusement, car c'est une loi de l'histoire qu'une institution n'est pas loin de sa fin, quand ses partisans ne veulent plus y toucher pour l'accorder avec des réalités qui changent. Un peuple incapable de modifier ses

croyances en dépit des leçons répétées que lui donne la fortune contraire est un vieillard; mais nous n'en sommes pas là, félicitons-nous en.

Ils sont nombreux déjà les républicains qui perçoivent que le régime actuel diffère du système idéal conçu par nos pères, comme le jour se sépare de la nuit, et quand même la foule y souscrirait momentanément, dans l'ignorance où elle est de la vraie situation, il n'y a pas de dogme abêtissant qui puisse nous interdire de proclamer que nous regardons la machine qui nous régit depuis une trentaine d'années avec un effarement très voisin de celui que ressent la poule en voyant sortir de son œuf un canard...

La guerre, nous n'avons pas su la prévoir; nous savons ce qu'il nous en coûte en vies humaines et en argent d'avoir eu cet aveuglement; n'en parlons pas, cependant, puisqu'il n'y a rien d'utile à tirer provisoirement d'une telle discussion; mais l'après-guerre, qui soulève des questions angoissantes dont sont troublés les gens compétents, est-il trop tôt pour s'en occuper?

Dans un an, dans deux ans, peut-être avant, quand les difficultés viendront, les irresponsables prendront des mesures à tort et à travers, sans s'avouer et surtout sans faire connaître que le gâchis sortira du fait qu'ils n'auront pas pris les décisions en temps voulu.

Compter sur les Anglais et les Américains pour nous tirer du pétrin est enfantin. Le problème est d'utiliser les ressources de notre sol en achetant le moins possible à l'étranger, puisque nous n'aurons

plus d'or à exporter, mais toutes les entreprises modernes doivent passer par une période de premier établissement avant d'entrer en fonctionnement. En un mot, pour les créer, il faut du temps. Si ce n'est pas maintenant qu'on commence à y travailler, elles ne seront pas prêtes quand nous en aurons besoin. Ceci s'applique à l'installation des mines, de la houille blanche et de bien d'autres choses encore.

Pour les mines, il s'agit d'accorder au plus tôt des concessions aux gens de bonne volonté qui peuvent les exploiter; pour la houille blanche, la question est de créer sans tarder les conditions requises pour décider l'initiative à s'en occuper. Le fait-on?

Dans cet ordre d'idées, voici la situation : quand il s'agit de répondre aux exigences de la guerre, on se résout à faire le nécessaire, mais il n'en est pas de même en ce qui concerne l'après-guerre; ici la tendance est de ne rien trancher et de tout réserver.

C'est formidable, mais c'est ainsi : de politique, on n'en fait plus, c'est entendu, mais il ne faut pas être dupe de cette formule : en réalité, chacun a gardé ses idées, ses préjugés, ses partis pris; en d'autres mots, nul ne veut abandonner la plateforme sur laquelle il a grimpé pour arriver aussi longtemps qu'il la croit assez solide pour le maintenir dans ses fonctions.

Il y a dans le sein du gouvernement des hommes qui sont issus du vieux socialisme et continuent à prendre son mot d'ordre : pas de conces-

sions minières, pas d'encouragement à la houille blanche, gardons ces « richesses naturelles », c'est l'Etat qui les exploitera, quand il le pourra. Fantastique, criminelle, tant que vous voudrez, la tendance existe; son danger est d'autant plus grand qu'elle ne s'exprime pas dans une thèse, mais se manifeste hypocritement sous la forme d'une obstruction qui paralyse les efforts du collègue assez audacieux pour aimer moins les formules que son pays.

Il y a aussi dans le sein du gouvernement des hommes qui se tâtent et qui se demandent si le vieux socialisme est encore une force électorale : dans le doute, abstiens-toi, dit la sagesse parlementaire. La Chambre pense de même : pourquoi remuer ces questions, amener la désunion, ébranler peut-être le ministère, alors qu'il est si simple de ne rien faire et de laisser les choses aller.

Résultat : pas de concessions. N'est-ce pas une honte qu'on n'ait pas encore attribué nos mines de charbon de Meurthe-et-Moselle à ceux qui ont dépensé des millions pour les découvrir, alors qu'il y a tant d'urgence à les mettre en valeur? Vous avez le projet d'installer une usine et voulez vous assurer la force nécessaire après la guerre. Allez dans la Savoie et dans l'Isère, qui sont nos régions les plus riches en chutes d'eau. Même deux cents chevaux de force, vous ne les trouverez pas dans ces conditions.

Vous dites que la crise économique viendra, si nous n'y prenons garde. Et puis apres? Le peuple n'y verra goutte, on lui fera croire que c'est la

faute du kaiser et les responsables encore une fois se défileront.

XXI

Les parlementaires devant le pays

Avant la guerre, nous manquions annuellement d'une vingtaine de millions de tonnes de charbon que nous achetions en Allemagne et en Angleterre. La paix conclue, quelle sera notre situation au point de vue du combustible?

Nos besoins seront plus grands, puisque nous aurons des territoires entiers à reconstruire, un immense outillage à réparer ou à remplacer, des industries nouvelles à fonder, des stocks à reconstituer, etc.

En même temps, notre extraction sera plus faible. La mine de Lens, notre grande productrice (5 millions de tonnes par an), a été dynamitée et l'on affirme qu'il faut sept ans pour la remettre complètement en état. A Liévin, la situation est la même, les puits sont noyés, les travaux d'art, les boiseries, les ascenseurs, les machines, les pompes, etc., sont détruits ou hors d'usage.

Il n'en sera guère autrement des autres charbonnages, car si les Allemands les épargnent dans une retraite précipitée, nous les retrouverons dans un piteux état, inondés, éboulés, rouillés, usés par ces agents naturels qui s'acharnent à désagréger ce que l'homme crée, quand il n'est pas là pour défendre son œuvre. Ces travaux de restauration dureront des années pendant lesquelles la produc-

tion des houillères, situées dans les régions dévastées, ne peut manquer d'être singulièrement réduite.

Est-ce l'Angleterre qui nous donnera du charbon? Non, pendant la période qui suivra la guerre, elle ne peut nous venir en aide, parce qu'elle manquera de main-d'œuvre et il y aura chez elle de grands besoins.

Autre raison : à cause de la pénurie des bateaux, le transport sera difficile, le fret exorbitant; pour acheter notre charbon à l'étranger il faudra payer des milliards à l'étranger et nous n'en aurons pas.

De tout ceci nos joyeux maroquiniers n'ont cure, parce qu'ils n'aiment guère à se faire de la bile à propos d'éventualités un peu éloignées auxquelles ils se disent qu'il sera temps de penser, quand elles se produiront.

Pour nous tranquilliser ils ont cet argument : « Ne vous tourmentez pas au sujet du charbon. Il y en a chez les Boches : knout en mains on les fera travailler pour en produire. » C'est bientôt dit, mais la chose n'est pas si simple. Nous ne savons pas comment seront les charbonnages allemands, quand nous les prendrons : s'ils sont abîmés comme les nôtres, ce n'est pas eux qui nous tireront d'affaire au moment dont nous parlons. Quant aux modalités de la paix future, elles résulteront de circonstances encore indéterminées; il n'y a pas de leur côté les certitudes rigoureuses sur lesquelles on doit s'appuyer quand on a la charge d'assurer la vie du peuple en l'approvisionnant d'une matière indispensable à son existence.

Ne nous cachons pas la tête comme l'autruche. la situation est simple : après la guerre, nous n'aurons pas la moitié du charbon nécessaire; la crise est donc à redouter, si nous ne prenons pas des mesures pour y parer. La première chose à faire est d'encourager l'exploitation de notre sous-sol, en accordant des concessions aux personnes qui les demandent en s'appuyant sur les droits que leur confèrent la législation.

Rien de plus facile en apparence, mais rien de plus malaisé dans la réalité, puisque depuis dix ans Parlement et Gouvernement ont scellé leur accord sur le terrain qu'il ne serait pas octroyé de concession nouvelle, aussi longtemps que la loi minière n'aurait pas été revisée d'après les idées du vieux socialisme, dût la France tomber dans la décrépitude économique: situation si vieille qu'elle a la force d'une tradition qu'aucun ministre ne veut rompre aujourd'hui, de peur de se brûler auprès de la fraction la plus agissante de la Chambre, quoiqu'il la tienne au fond de lui-même pour criminelle et stupide.

Alors, il tient toujours, le pacte illégal? Mais oui. Rassurez-vous cependant. Le Conseil supérieur des mines délibère pour étudier un projet de loi qui sera soumis à la Chambre, puis au Sénat : aussitôt que les deux assemblées se seront mises d'accord pour le voter, ce qui ne sera guère plus long que pour le projet des loyers, le gouvernement accordera des concessions. Pas de nervosité, par conséquent, mes amis, attendez patiemment.

Quand la Chambre s'occupe de questions se rat-

tachant à la guerre, elle est dans son rôle et remplit son devoir, alors même qu'elle accuse un défaut de compétence; mais ce qui déroute vraiment, c'est sa prétention de modifier nos lois fondamentales du temps de paix dans les circonstances présentes : elle croit donc représenter encore le pays!

Après de si grands événements, après le changement si profond qui s'est produit dans la situation depuis que le corps électoral a été consulté, comment se fait-il que la Chambre n'ait pas le sentiment qu'elle est privée d'indications sur l'état de l'opinion et n'a plus de mandat dans le sens ordinaire du mot? Quand un ministre démissionne il reste en fonctions, aussi longtemps que son successeur n'est pas désigné, mais il s'abstient de prendre des décisions engageant l'avenir et se contente d'expédier les affaires courantes.

La Chambre servirait nos institutions en comprenant son rôle de cette manière, au lieu d'assumer les responsabilités qui pèseront sur elle inévitablement, si son intervention empêche le gouvernement de prendre les mesures dont nous avons besoin, pour conjurer la crise de demain.

XXII

La peur de l'épargne

Quand nous serons venus à bout des difficultés administratives et parlementaires qui retardent l'exploitation de notre houille blanche, nous aurons à résoudre le problème suivant : entourer la mar-

che des entreprises hydrauliques, pendant un certain nombre d'années, de garanties suffisantes pour que l'épargne soit tentée de s'y engager.

Pour aménager la houille blanche intensivement, comme le demande la situation, ce ne sont pas des dizaines, mais des centaines de millions qui sont nécessaires. De telles sommes ne peuvent être fournies par la finance : il faut les capter dans l'océan des moyennes et petites économies ; nous sommes alors tributaires de la psychologie des gens qui possèdent quelque chose, il s'agit de leur inspirer confiance : sans eux on ne peut rien faire, à moins de confisquer leurs biens, mais on devine alors ce qui se passerait.

Il est de notre devoir d'attirer l'attention sur une situation préoccupante que le Parlement a créée et qui tend à s'aggraver, nous parlons du malaise qui se répand chez tous les épargnants ; certes, ils croient à la victoire et donneront jusqu'à leur dernier sou pour assurer la défense du pays, mais ils ont une peur horrible de l'Etat, tel qu'il fonctionne, et le considèrent comme leur ennemi, pas sans raison, car on ne peut dire que leurs craintes soient vaines quand on voit la Chambre voter une loi qui contraint les usines travaillant pour la guerre à partager leurs bénéfices dans une très forte proportion avec l'Etat, sans que ce dernier intervienne en rien, s'il y a perte ou déficit.

En Angleterre, l'Etat a réquisitionné les usines en garantissant à celles-ci les bénéfices et les amortissements du temps de paix ; c'était un système logique. Certes, l'idée de réaliser des profits

pendant la guerre n'est pas populaire, elle n'a rien non plus de particulièrement moral, mais les gains marchent de pair avec les pertes et l'on ne peut supprimer les uns en laissant subsister les autres.

Ce qui est inadmissible, en tout cas, c'est la manière dont on établit ce genre de législation dans notre pays. Le 1er juillet 1916, le Parlement votait une loi pour taxer les bénéfices anormaux de toute nature réalisés pendant la guerre; mais était-ce un régime définitif? Pas du tout.

Depuis le 6 août 1915, il y avait une autre proposition de loi déposée par le groupe socialiste qui suivait la route sinueuse de la procédure : le 22 février dernier, dix-huit mois après, elle est venue en discussion et a été votée; il faut maintenant qu'elle aille devant le Sénat qui ne la ratifiera pas, sans l'amender vraisemblablement; les deux assemblées devront s'accorder ensuite sur le nouveau texte.

Dans l'intervalle, les usiniers qui font des canons et des munitions resteront dans l'ignorance du régime auquel ils sont soumis. Que dites-vous de cette manière de travailler? Est-elle scientifique? Notez ceci, même en temps de guerre il faut deux ou trois ans pour que le Parlement vote une législation intéressant notre défense nationale. Si ce n'est que cela la démocratie, ils n'ont pas tort absolument de s'en gausser, les Allemands!

Voici qui n'est pas moins déroutant : ce projet de loi très important qui fixe les statuts des usines de guerre, le gouvernement en est-il l'initiateur, est-ce lui qui le conçoit et l'impose? Non, au fond,

il lui est hostile : il s'y rallie, parce qu'il émane du groupe socialiste dont il a besoin pour rester au pouvoir. Cela vous emballe, cette manière de pratiquer le parlementarisme? Nous pas. Dans ce système, tout le monde gouverne et le premier venu présente une loi. Cette loi, que deviendra-t-elle? Nul ne peut le dire : c'est au hasard des amendements que n'importe quel député propose aussi.

Par exemple, il était inscrit dans le projet qu'il visait seulement les entreprises qui faisaient la moitié de leur chiffre d'affaires avec l'Etat; mais un député s'est avisé que ce n'était pas assez : alors le ministre a transigé, il a accepté un tiers au lieu de la moitié. Des questions de cette importance se décident en quelques instants, au pied levé; on a l'impression, et c'est exact, que des changements de législation comme ceux-ci, qui tendent à soumettre à un impôt une catégorie de citoyens ou à l'en exonérer sont à la merci d'artifices oratoires. Serré de près dans un débat, le ministre cède. Il s'en moque au fond. Quant à dire à l'avance ce que la Chambre peut voter, ce n'est au pouvoir de personne, pas même d'elle.

Il ne faut pas s'étonner, si l'épargne s'inquiète, en observant que le statut des industries est fixé maintenant par les représentants du vieux socialisme qui continuent à croire que le capital est sans raison d'être et persistent à ne reconnaître aucune valeur aux facteurs de l'effort et de la responsabilité dans la production, en dépit de la catastrophe qu'ils ont attirée sur nos têtes, en persévérant pendant trente ans dans ces absurdes conceptions. De

cette situation naît un grave danger qu'il serait puéril de se dissimuler : c'est, industriellement parlant, la crise de confiance qui s'annonce et qu'il n'est que temps de détourner...

XXIII

La guerre à l'industrie continue

Pour relever le pays après la guerre, nous aurons besoin de la collaboration des ouvriers, mais quelque chose sera plus nécessaire encore, il ne faut pas se le dissimuler, c'est le concours de la classe appelée capitaliste, car on ne peut se passer d'elle; d'abord elle a le savoir, l'expérience, la décision, l'autorité pour conduire les entreprises, ensuite elle a l'argent. Et l'argent joue dans l'industrie le rôle qu'on a coutume d'attribuer au lièvre dans la confection du civet : quand il fait défaut, la base de l'activité s'écroule...

Pendant trente ans, dans notre pays, des gens appelés politiciens se sont fait une situation de premier ordre en rendant l'existence impossible aux patrons, c'est-à-dire en flattant les ouvriers, jugés par eux plus intéressants, parce que plus nombreux et disposant de plus de bulletins de vote. Si cette tactique a été fructueuse pour un petit nombre de malins qu'elle a conduits aux plus hautes fonctions, on sait à quels désastres elle a mené le pays et comment la défiance, l'inquiétude et l'angoisse qui en sont résultés ont jeté le trouble dans les milieux qui pouvaient agir. Quand les capitaux

n'émigraient pas à l'étranger, ils se tapissaient dans l'ombre, comme s'ils avaient peur de se montrer. Splendides ont été les résultats produits par ce terrorisme : voyez notre déclin industriel, l'arrêt de notre population, voyez la guerre...

Après une telle expérience, s'il est un but qui s'impose, c'est d'en finir avec la politique à laquelle nous devons notre ruine et de chercher honnêtement à faire naître des rapports de compréhension réciproque et de mutuelle bienveillance entre des classes de citoyens qui sont unies par la communauté d'intérêts, en même temps que par une solidarité nationale dont il est impossible de ne pas voir la profondeur à ceux qui ont versé leur sang pour la même cause pendant quatre ans côte à côte.

Seuls les parlementaires restent inconscients de la nécessité de cette évolution et dans leurs interventions, dans leurs projets de législation, apparaît la même tendance à prendre un point d'appui dans cette fausse démagogie qui constitue le plus grand danger auquel soit exposée la République.

Exemple : s'il s'agit des loyers, on dispensera de payer même ceux qui en ont les moyens, même ceux qui gagnent plus d'argent pendant la guerre que pendant la paix, pour la raison qu'il y a moins de propriétaires que de locataires et qu'il doit être plus avantageux, au point de vue de la réélection, de plaire aux seconds qu'aux premiers.

Maintenant, qu'arrivera-t-il, par la suite, si l'on habitue les citoyens à ne pas acquitter des obligations qui leur incombent et dont ils ne peuvent être déchargés? On travaille à dissoudre le système so-

cial, comme si l'on en avait un autre à mettre à la place ; mais on n'en a pas, c'est donc qu'on veut la culbute.

Ecœurante, la discussion à la Chambre sur le projet de loi tendant à introduire la régie intéressée dans les usines de guerre. Ce n'est pas le lourd prélèvement opéré sur les bénéfices qui nous chiffonne. Nous ne sommes pas les défenseurs des patrons et nous avons fait la preuve que nous savons les houspiller, quand ils le méritent, mais ceux qui veulent bien nous suivre depuis une douzaine d'années n'ignorent pas que nous mettons notre amour-propre à être un écrivain libre.

Non, ce que nous trouvons répugnant dans le projet de loi dont nous parlons et dans le débat auquel il a donné lieu, c'est la thèse qui lui sert de base et d'après laquelle l'industrie réaliserait des bénéfices scandaleux d'une manière générale et dans son ensemble, alors que ces profits anormaux n'ont jamais été encaissés que par un petit nombre d'individus privilégiés n'appartenant pas pour la plupart au milieu de nos manufactures classiques, et l'ont été dans des conditions telles que s'il est une responsabilité qu'elles mettent en jeu, c'est celle du régime parlementaire, comme il a fonctionné chez nous, de ce régime qui n'avait pas préparé la guerre, et qui, placé devant elle à l'improviste, a été dans la néecssité d'organiser, coûte que coûte, la production de ses canons, en s'adressant trop souvent à des marchands de casserolles.

XXIV

Un pouvoir fort dans la démocratie

Cette guerre, aucun de ceux qui la vivent ne peut se flatter de la comprendre, tant elle les domine et les écrase. Ce n'est pas seulement le plus terrifiant des chocs sanglants que l'histoire ait enregistrés, c'est en même temps le heurt de deux tendances fondamentales de l'esprit humain, c'est un duel décisif entre deux conceptions du monde, deux mentalités.

Sur l'immonde boucherie qui se poursuit, rien à dire que nous ne pensions les uns et les autres avec unanimité, mais le conflit surgit quand nous rapprochons nos méthodes de celles des Allemands pour nous demander avec angoisse quelles sont, des deux, les meilleures et les plus efficaces.

Ceci n'a rien à voir avec la certitude où nous sommes de triompher, parce que nous connaissons la supériorité des ressources alliées, mais la victoire elle-même ne fera pas disparaître la question de savoir si nous aurons utilisé nos moyens avec autant de science que nos puissants ennemis. Disons plus : la victoire aura pour effet de poser le problème du gouvernement des hommes avec plus d'acuité, car il s'agira de réorganiser le pays, et quelles difficultés alors à surmonter !

Peut-on discuter la question en ce moment? Nous le croyons; nous dirons même que c'est nécessaire. Le malaise est une mauvaise chose pour le public :

il a besoin d'idées claires. Le traiter en enfant, c'est une erreur. Notre devoir, à nous écrivains, est de le renseigner et de l'aider à réfléchir, parce qu'il ne peut pas voter utilement, s'il ignore les réalités et ne sait pas les regarder en face.

Suivons l'opinion : elle a des hauts, elle a des bas; il faut les traverser avec elle pour comprendre une mentalité qui se forme, comme tout jugement, par tâtonnements sous l'influence des à-coups que lui donnent les événements successivement dans un sens et dans l'autre.

Pourquoi le nier? Le régime parlementaire que nous avons n'a pas fait preuve d'une aptitude excessive à gouverner le pays avec maîtrise : sans autorité, sans compétence, sans programme, sans ordre, sans méthode, il a laissé la France décroître et l'Allemagne grandir dans des conditions qui nous ont révoltés par la suite, quand nous sommes devenus conscients de son incurie; pendant la guerre, son ignorance, sa mollesse, son incapacité, son impuissance à concevoir une idée et à la suivre, ce qu'on peut appeler, en un mot, les défauts de sa constitution se sont accusés fortement dans toutes les questions se rattachant à la diplomatie, à la conduite des opérations, aux fabrications de guerre, aux transports, aux approvisionnements du pays en blé, en charbon, etc., inspirant souvent l'indignation, la colère, à ceux qui suivaient les événements.

Jamais notre régime républicain n'a été mis en péril, parce que nous sommes attachés aux institutions libres, mais la variété du parlementarisme

que nous avons chez nous et qui permet à cinq cents députés représentatifs d'intérêts locaux ou personnels de se substituer au ministère et d'agir à sa place en lui forçant la main, cette caricature de gouvernement est condamnée dans l'opinion : il ne peut rien en sortir de grand, nous sommes fixés sur ce point.

Par la suite il s'est produit la révolution russe. Enthousiasme et regain de l'idée démocratique. Nous savions ce que nos amis avaient souffert sous le régime tsariste où les gens les plus irréprochables étaient exposés à être pris au collet, jetés au cachot ou déportés sans jugement. Enfin ils étaient libres : joie de l'apprendre, intense sympathie, mais cela ne dura pas; nous déchantons aujourd'hui.

Pourquoi? Le pouvoir, en Russie, qui l'exerce? Un comité de 2.000 ouvriers et soldats qui ne veut pas laisser bouger un doigt au gouvernement sans intervenir dans ses décisions. C'est dix fois, cent fois grossi, l'abus dont nous souffrons dans ce pays. Avertis, éclairés par notre expérience propre, il nous est interdit d'avoir des illusions sur le résultat que peut donner la forme républicaine embryonnaire, appelée pétaudière, dont nous avons constaté les pauvres effets chez nous (1).

Le plus grand problème de l'après-guerre sera la réforme démocratique; elle consistera dans la revision des constitutions populaires, en partant de la nécessité de concilier les droits sacrés de l'individu proclamés par la Révolution avec l'obligation

(1) 16 mai 1917. — La situation s'est développée depuis.

d'avoir au pouvoir un gouvernement fort, sans lequel un pays ne peut pas prospérer. Pendant la guerre, et grâce à la bonne volonté des parlementaires, ce régime vigoureux s'est créé provisoirement en Angleterre où c'est un homme d'Etat qui prend les décisions sous sa responsabilité. Il est à souhaiter qu'il en soit de même en France et, disons-le, surtout en Russie.

LA TARE UNIVERSITAIRE

I

Nos méthodes d'enseignement

Inférieurs en agriculture, en commerce, en industrie, sommes-nous des gens avancés dans nos conceptions? Distancés matériellement, pouvons-nous croire au moins que nous prenons notre revanche intellectuellement et sommes au rang des peuples les plus conscients des directions modernes?

S'il en est autrement, faut-il le dire? Si nous avons rétrogradé sur toute la ligne, est-il salutaire d'en faire l'aveu? Si notre mal est si profond, y a-t-il chance de l'atteindre? En prendre conscience, alors, n'est-ce pas l'aggraver, se déprimer inutilement, tarir en soi sans raison la confiance, un peu fille de l'illusion?

Répondons : pour être malades, nous ne sommes pas condamnés, nous pouvons nous relever, si nous faisons le nécessaire; nous n'aurons cependant le courage d'agir que si nous sommes fixés sur notre cas et comprenons sa gravité.

Un tuberculeux du premier degré est parfaitement curable, s'il est averti en temps voulu qu'il doit changer son genre d'existence et se conformer à certaines prescriptions, sous peine de voir son mal évoluer vers une autre période où sa guérison deviendra problématique ou impossible. Le médecin ne fait pas son devoir, s'il n'en prévient pas son malade.

Comme écrivain, nous sommes aussi dans l'obligation de dire au pays les vérités qui sont nécessaires pour l'éclairer sur son état. En se soignant énergiquement, ce dernier peut se reprendre à l'heure actuelle; il ne le pourra plus, s'il tombe trop bas.

Si le Parlement, comme il fonctionne, est une de nos tares, l'Université, comme elle enseigne, en est une autre. De toutes nos institutions, celle-ci détient la plus haute mission, puisqu'elle forme l'esprit et le caractère des dirigeants du pays : de cette tâche, elle s'acquitte misérablement, de l'avis même de ses représentants les plus éminents qui reconnaissent ses piteux résultats (MM. Lippmann, Appell, Darboux, Lavisse, Séailles, Blondel, Andler, Payot, etc.).

Tout a été dit sur l'absurdité des procédés qui consistent à bourrer les enfants pendant huit années consécutives de matières apprises par cœur intéressant toutes les branches de connaissances pour aboutir à leur faire passer un examen auquel ils satisfont ridiculement, mais qui n'en a pas moins la vertu de les classer pour le restant de leur vie parmi les gens instruits, quoiqu'il soit avéré que

de toutes ces acquisitions c'est à peine s'il reste des bribes quelques mois après dans les cerveaux des candidats. La confection de l'homme-dictionnaire est une absolue faillite.

D'après les idées modernes, l'enseignement consiste à développer chez l'enfant l'art d'observer, de juger, de raisonner par lui-même en le mettant en contact avec les choses sous la direction du professeur qui s'efforce d'éveiller en lui le désir de comprendre. La masse des connaissances acquises est relativement indifférente : ce qu'il importe de former surtout, c'est l'intelligence et le jugement dont l'homme a besoin toute sa vie.

Dans l'ordre moral, la civilisation actuelle exige que l'homme possède les qualités de l'initiative, de la persévérance, de l'ordre, de la méthode, de la discipline, etc. Sous l'influence de ces nécessités, l'enseignement s'est transformé dans les pays modernes, notamment aux Etats-Unis, en Angleterre, en Allemagne, en Suisse, en Suède, en Hollande. La suite ne s'en est pas fait attendre : ces peuples ont grandi, se sont enrichis.

Rien de pareil ne s'est produit chez nous. A part des remaniements de pure forme dans le détail des programmes et dans la couleur des diplômes, nos méthodes d'instruction et d'éducation sont restées les mêmes qu'il y a cinquante ans et sont même devenues plus stériles : autrefois, au moins, on savait le français; maintenant, on ne le sait plus!

II

Produisons-nous des hommes?

L'homme est l'outil de production par excellence. De sa valeur personnelle, de son niveau moral et intellectuel dans la société, tout dépend. La plus fondamentale, la plus féconde, la plus rémunératrice des industries dans un pays est celle qui consiste à usiner l'homme brut, à lui donner le jugement et le caractère pour qu'il soit armé dans l'existence.

Or, la première de nos manufactures, l'Université, sabote horriblement sa mission. Des hommes, ah! c'est bien cela qu'elle produit! Elle fabrique en séries des ratés, des fruits secs, des incapables et, par suite, aussi des prétentieux, des aigris qui, ne pouvant jouer aucun rôle dans la vie ordinaire, se déversent dans l'Administration, quand ils le peuvent, et, s'ils n'y réussissent pas, font de la politique, deviennent députés, sénateurs ou ministres. Les derniers des citoyens par l'expérience et le mérite, ils en sont alors les premiers par le plus absurde des paradoxes...

Nous nous reprochons de toucher à cette grande question d'une manière passagère, alors qu'il faudrait la mettre au premier plan, puisqu'elle est la clé de notre rénovation française. Nous le ferons plus tard. Quand nous attaquons le Parlement actuel, nous avons avec nous plus d'un député qui ne se solidarise pas avec ses collègues; si nous

critiquons l'Université, nous sommes assuré d'être approuvé par bien des professeurs de talent au courant de la stérilité des procédés qui leur sont imposés, et qu'il n'est pas en leur pouvoir de changer, car l'Université, c'est une Eglise qui vit dans des traditions immuables et ne tolère pas d'initiative.

Parler de la question est toutefois prématuré, si ce n'est pour poser un jalon et faire deviner la profondeur des maux dont nous souffrons. L'idée nous vient d'en parler, parce qu'il a été institué de nouveau une commission pour étudier la réorganisation de l'enseignement secondaire des jeunes filles, dans laquelle on fait entrer seize sénateurs et députés, dont bien peu certainement ont une expérience pédagogique.

Dans la liste de ses membres, que la presse a publiée, on ne voit pas figurer, d'autre part, le nom du penseur pénétrant qui démontra l'impuissance de nos procédés d'instruction et d'éducation, dans un livre qui fait époque; nous voulons parler du docteur Gustave Le Bon.

De quoi s'agit-il, du reste? De changer encore des diplômes ou des programmes, sans rien toucher naturellement à cette situation qu'on n'apprend rien dans nos lycées. Encore est-il plaisant de constater que ni le Conseil de l'enseignement, ni le ministre, n'osent assumer la responsabilité des mesures qu'ils préconisent et visent avant tout à se dégager, en les mettant sur le dos d'une petite assemblée, composée, comme c'est l'usage, en grande partie de bureaucrates et de politiciens.

Avec une telle procédure, comment les choses se passeront-elles quand il faudra toucher au fond du problème? Le Parlement réformant l'Université pour qu'elle produise des hommes modernes, ne serait-ce pas — qu'on nous excuse de la raillerie — un peu comme le colimaçon remorquant la limace, pour gagner l'automobile en vitesse?

L'INFECTION

I

Le virus des idées

Ne nous laissons pas déprimer par l'anarchie qui règne en Russie. Quelque chose la compense largement, c'est l'intervention des Etats-Unis, pays de 100 millions d'habitants, qui détient la plus grande industrie du monde.

Et ceci tuera cela. L'Amérique aura raison de l'Allemagne; celle-ci s'épuise, elle a donné son maximum. Oui, les sous-marins, c'est bien... mais les Américains feront mieux.

Ils ont déjà les meilleures raisons d'agir comme démocrates et comme patriotes; mais autre chose les talonne, un sentiment petit si vous voulez, mais puissant, qu'on appelle l'amour-propre. Les Allemands croient être les premiers manufacturiers de l'univers, mais les Américains s'entendent aussi pas mal à fabriquer et désirent le montrer.

Un de nos amis suggérait récemment que les Américains devraient constituer une immense flotte aérienne; il imaginait cinquante mille avions étoi-

lés qui, se suivant comme des fourmis, jetteraient des bombes sur les villes de nos ennemis, jour et nuit. Est-ce cela qu'ils projettent? Nous ne savons, mais il est sûr qu'ils ont en vue quelque chose de grand.

Ce qui se passe en Russie n'en est pas moins triste et plein d'enseignements. On y trouve la preuve absolue que la démocratie du vieux type est sans valeur et qu'il n'est pas possible qu'un pays soit gouverné par une oligarchie de politiciens ignorants, rêveurs ou charlatans. Cette démocratie-là mène à la ruine.

Des hommes sans savoir et sans expérience, qui restent au pouvoir l'espace d'un matin et ne peuvent rien faire pendant cette existence éphémère sans prendre l'avis de milliers de personnes plus ou moins toquées, ne constituent pas des dirigeants d'une qualité supérieure. On ne peut se représenter comment un système comme celui-là donnerait de bons résultats.

Pour le défendre il y a la raison inavouable qui consiste à dire que, le mouvement étant fatal, il vaut mieux le suivre et l'exploiter, en attendant l'inévitable, que d'être broyé pour avoir voulu l'arrêter inutilement; c'est l'argument des lâches, mais n'y a-t-il pas une autre attitude pour ceux qui comprennent? Qu'attendent-ils pour se grouper et manifester leur opinion?

Ce socialiste russe est terrorisant. Nous le voyons comme il est pour la première fois, un grand enfant dévoyé dont la cervelle est farcie d'abracadabrantes théories qui l'empêchent de discerner les réalités

les plus ordinaires. On peut l'aimer et le respecter, cet homme : il a connu l'exil, le cachot et la torture : c'est un martyr...

Dites-en le bien que vous voulez, c'est un danger phénoménal. Avec les meilleures intentions du monde, il peut tuer son pays et couler la civilisation ; il doit même le faire normalement : s'il ne le fait pas, c'est un hasard (1).

Une conclusion s'impose : il n'est pas vrai, le point de vue que la libre propagande est féconde et mène au progrès nécessairement. Nous sommes férus du dogme que toutes les idées ont le même droit à l'existence ; laissons-les indistinctement se répandre et se heurter ; les plus justes et les plus utiles doivent triompher. Eh bien, il est faux, ce dogme.

L'expérience est là pour montrer que des idées inexactes et malsaines arrivent à l'emporter sur les autres au moins pendant un temps. Nous entendons ce que vous dites : il se produira des événements qui donneront tort aux idées mauvaises, et les idées vraies reprendront le dessus ; mais il faut un cataclysme pour effectuer la démonstration : toutes les fois qu'un peuple meurt, c'est qu'il a mal pensé.

L'existence est difficile et rude, le progrès est lent, les idées justes qui reflètent cette situation ne plaisent pas à la foule. Combien elle aime mieux les idées fausses, celles qui promettent le bonheur prochain en mentant à tour de bras !

On a cru longtemps les idées inoffensives, ce sont

(1) Lignes écrites le 23 mai 1917, avant l'écroulement de la Révolution russe.

les choses les plus dangereuses qui soient : à force de boire de l'alcool, on arrive au *delirium tremens;* en s'imprégnant de conceptions imaginaires, on devient un dément en quelques années, sans s'en douter.

Vous voulez nuire à un homme : inoculez dans ses veines des bacilles du typhus et du choléra, c'est déjà bien; mais il y a mieux : lui suggérer une idée fausse assez longtemps pour qu'elle devienne une idée fixe. Il sera fou toute sa vie.

Ils savaient bien ce qu'ils faisaient, les Allemands, en introduisant le virus de l'internationalisme et de la lutte des classes dans les milieux ouvriers de France, d'Angleterre et de Russie, après avoir pris la précaution de s'immuniser, pour ne pas s'infecter eux-mêmes.

II

La liberté des microbes

Une grande usine était prospère, des milliers d'hommes y travaillaient et en vivaient; petit à petit sa marche s'est ralentie, son activité a baissé, l'arrêt est venu, la voici morte.

Devant ce malheur, les uns disent : « C'est la concurrence étrangère qui a réduit les prix, l'usine ne pouvait plus vendre, elle produisait trop cher. » Les autres affirment : « C'est la faute du patron, il avait un vieil outillage, il fallait le changer, il n'a pas osé. »

Ce sont les causes immédiates. Dépassons-les.

Derrière elles se tient un fait plus profond : les ouvriers luttaient sans répit avec leur employeur et se mettaient en grève à tout moment pour travailler moins en gagnant davantage; leur objectif était de supprimer le bénéfice du patron, idée fausse, idée microbe : elle a tué l'usine.

La maladie s'étend : la plupart des entreprises en sont atteintes, les moins robustes trépassent, les autres s'étiolent, le pays languit, sa population décroît à mesure que se propage l'idée pourriture. Ouvrons les yeux : que voyons-nous? Un champ de bataille immense, à perte de vue des cadavres. Mon Dieu! qu'il y en a! Qui les a tués, ces hommes? On vous dira : « Des fusils, des canons. » Non, c'est elle encore, l'idée cancer, l'idée maudite.

Vive la liberté, messieurs! La liberté sans restriction, la liberté de s'alcooliser et de fabriquer des enfants vicieux, dégénérés, qui souffriront toute leur vie, la liberté de passer aux autres des maladies qui pourrissent, sans subir aucune sanction, la liberté de prêcher la restriction des naissances et l'avortement (écart entre les Français et les Allemands : 30 millions en quarante ans), la liberté d'exciter à la débauche par des dessins et des écrits, la liberté de travailler contre son pays, la liberté de le trahir, la liberté d'être immoral et antisocial conçue comme un droit de l'homme et du citoyen.

Qu'on lise deux livres courageux et admirables sous bien des rapports, écrits avant la guerre : l'un s'appelle *Un pays de célibataires et de fils uniques*, de M. Rossignol; l'autre, *La Crise française*, d'André Chéradame. Ils rendent compte de l'anarchie

qui régnait dans nos idées, et leurs auteurs ne sont pas des réactionnaires, mais des démocrates épouvantés du danger que font courir au pays des conceptions déliquescentes que nous appelons avancées et qui sont outrageusement rétrogrades, puisqu'elles ont causé notre décadence et mènent à l'anéantissement de notre race d'une manière certaine en quelques années.

Pour la science, il y a deux sortes d'idées : celles qui sont justes et celles qui sont fausses. Mentionnons une autre catégorie : les idées incertaines; en attendant de les connaître, on les épie, mais la science a fait faillite si, de l'étude de l'homme et des sociétés et de tout le mouvement du monde qu'elle a sous les yeux, elle ne dégage rien de précis, et si son dernier mot consiste à dire : « On ne sait pas, toutes les idées se valent. »

Aussi n'est-ce pas son point de vue. Dans tous les domaines où elle n'est pas sûre, la science se réserve, mais dans les autres elle affirme. Point n'est besoin d'être instruit, du reste; un peu de bon sens suffit pour savoir qu'il y a des idées dissolvantes et que l'indiscipline, l'anarchie, le manque de patriotisme sont des poisons qui font mourir un peuple.

La liberté, c'est le progrès, mais pas toujours, pas d'une manière absolue; on s'en rend compte; de là ses limitations. On suit un principe, aussi longtemps qu'on s'en trouve bien; on le lâche quand il fait du gâchis. C'est la tendance moderne : s'inspirer des faits et n'appliquer qu'à bon escient les formules.

La liberté du travail est une bonne chose — on a fait une révolution pour l'avoir — mais elle tourne mal dans certaines circonstances : on la supprime alors complètement. Défense de travailler à l'usine plus de tant d'heures par jour. Nous marchons vers le syndicat obligatoire : tous les ouvriers devront y entrer, parce qu'il le faudra dans leur intérêt.

Le propriétaire est libre de construire, mais pas comme il lui plaît, dans les grandes villes : à l'usage on s'est aperçu qu'il y avait des inconvénients à laisser édifier des immeubles qui ne répondaient pas aux exigences de l'hygiène. De là, des prescriptions : les courettes, la loge du concierge, les chambres de bonnes, les cuisines, les water-closets, etc., doivent remplir certaines conditions.

La liberté des échanges, un grand bienfait certainement; il n'empêche qu'ils sont nombreux les cas où l'on admet qu'il faut la museler. De là, les droits qui protègent l'agriculture et l'industrie : on peut en abuser, ils n'en sont pas moins nécessaires, on le reconnaît, pour permettre à telle branche de se fortifier, à l'abri de la concurrence étrangère qui s'attacherait autrement à la tuer pendant cette période de transformation. Si, par suite de contingences, la liberté des échanges devient un mal au lieu d'être un bien; si, par exemple, elle se traduit par une excessive invasion de produits étrangers, c'est un principe sur lequel il est permis de s'asseoir, tout en le saluant respectueusement.

La liberté totale, conception grossière. On en revient. Nous sommes entrés dans l'ère de la res-

triction des libertés, oui, des libertés, car il y en a beaucoup et toutes ne méritent pas le respect. Les unes sont bonnes, les autres mauvaises. On doit donc encourager les premières et châtier les secondes; du moins c'est la politique à suivre pour sauver un pays. Laissez pousser la mauvaise herbe dans un champ, elle envahira tout; ce n'est pas la plante utile, le blé, qui prendra le dessus.

Ne vous mentez pas à vous-mêmes; les idées saines qui favorisent l'intérêt national au détriment de l'individu ne lutteront pas à armes égales avec des instincts mauvais qui sont cent fois plus vigoureux qu'elles : pour qu'elles se tirent d'affaire et ne soient pas condamnées d'avance, il faut qu'elles jouissent d'une protection, comme il est nécessaire que les denrées de bon aloi soient défendues contre les marchandises truquées.

Dans le cas contraire, pas d'illusions : si nous restons cramponnés au principe qu'il faut respecter la libre circulation des idées, si bêtes, si fausses, si pernicieuses et si criminelles qu'elles soient, nous serons peut-être d'excellents républicains, mais nous mourrons.

III

Comment on tue le moral d'un pays

Des hommes fous, il y en a toujours eu. Un pauvre être déambule sur le boulevard dans le costume d'Adam, on s'en saisit prestement, la chose n'émeut pas : c'est un dément, chacun s'en rend

compte et reste convaincu qu'il n'est pas licite d'aller tout nu dans la rue.

Mais voici le thème d'une nouvelle à écrire pour un observateur des maladies mentales (un romancier comme Edgar Poe traiterait bien ce sujet) :

Quand on veut arrêter notre toqué, des personnes s'interposent en disant : « Quel mal fait-il? Il n'a pas de chemise, mais c'est son droit, après tout. » Quelques badauds opinent du bonnet, d'autres protestent ; le sergent de ville, hésitant, n'appréhende pas l'individu.

La question se complique : certain parti trouve son compte à protéger l'impudeur, le gouvernement a peur de se prononcer dans un sens ou dans l'autre — la scène se passe sous un régime où il n'y a guère d'autorité.

Qu'arrive-t-il alors? Les partisans de la nudité s'enhardissent, en même temps que le public suit une évolution curieuse : au début, ses instincts se révoltaient contre l'idée d'aller non habillé dans la rue, c'était pour lui d'une notoire immoralité, mais comme le gouvernement n'intervient pas pour le soutenir dans cette manière de voir, son indignation s'atténue, puis l'impudente thèse continuant à bourdonner à ses oreilles, il cesse de s'en émouvoir, se familiarise avec elle et finit par juger douteuse une notion qu'il avait tenue jusque-là pour tout à fait certaine. La gangrène l'a touché : hier, il aurait tempêté, il cesse aujourd'hui de protester; que tolérera-t-il demain?

La plus obscène des armées envahit notre territoire, violente nos femmes, tue nos enfants, réduit

notre population en esclavage; nos soldats meurent par milliers pour sauver la France, d'autres sont mutilés, aveugles, asphyxiés, gelés; on se désole sur leurs souffrances, quand, subitement, on apprend que deux ou trois députés ont passé la frontière pour rencontrer nos ennemis et causer paix avec eux.

Premier mouvement : la stupeur, la colère; on s'écrie que c'est monstrueux, on se réjouit en pensant que le gouvernement va mettre la main au collet des tristes sires. Pour soutenir le peuple, il le fallait; cette mesure, il l'attendait; pas de doute à ses yeux que c'était un crime de négocier avec l'ennemi, fût-on député.

Nos émissaires rentrent. On les met en prison? Ah! bien oui. Réclame dans les journaux. A la Chambre, leurs collègues les reçoivent courtoisement et continuent à les appeler des « honorables ».

Coup de bélier dans le moral populaire, car on ne résiste pas au raisonnement suivant : si le gouvernement lui-même est d'avis que ce n'est pas un crime pour des particuliers de pactiser avec l'ennemi, pendant que les soldats se battent dans les tranchées, on n'est pas de son siècle évidemment en cultivant le patriotisme farouche. Toutes ces choses auxquelles on croyait du fond du cœur : la défense du sol, la vengeance des morts, le ressentiment de l'affront, du moment que les grands s'en détachent, on en doute.

Les fondations sont ébranlées, mais tiennent encore; il s'agit de les miner : les députés pacifistes font de la propagande, tiennent des conférences et

distribuent des brochures pour demander la reprise des relations avec l'ennemi; c'est formidable à constater, mais c'est ainsi. Le gouvernement laisse faire, l'agitation porte ses fruits : il y a dix-huit mois, les minoritaires se comptaient sur le bout du doigt, ils sont devenus des centaines, puis des milliers, les voici maîtres du parti socialiste.

Rendons-nous compte de cette conséquence : d'odieuses et de criminelles qu'elles étaient et sont encore, leurs idées passent à l'état où on les discute sans se formaliser : qu'on attende encore un peu pour les amputer, ces idées nous auront.

L'aberration du pays est déjà caractéristique : alors que les soldats se font tuer dans les tranchées, des citoyens agitent la question de savoir s'ils iront ou n'iront pas discuter la paix avec des sujets ennemis; les journaux reproduisent ces discussions sans les blâmer, le gouvernement ne les interdit pas, il ne fait pas savoir qu'il regarde comme un crime pour des Français de causer de paix avec des Allemands.

Mettez-vous dans la peau d'un poilu sur le front, du père d'un combattant mort pour la patrie, du mari d'une femme abandonnée dans les pays envahis. Il n'y a pour eux que deux sentiments devant des faits aussi révoltants : ou l'indignation qui suffoque et porte à n'importe quel excès, ou la démoralisation, le chaos des idées, la notion que tout s'effondre et qu'on ne peut se raccrocher à rien.

Si les socialistes ont le droit de négocier la paix, pourquoi n'en serait-il pas ainsi des radicaux, des catholiques? Il n'y a pas de citoyens privilégiés. Ce

qu'on permet aux ouvriers ne peut être interdit aux industriels, aux commerçants, aux paysans. Conclusion alors : plus de pouvoir central, plus d'Etat, plus de nation, chacun traitant la paix pour son compte, c'est fou!

Mais le gouvernement n'est pas si logique. Est-ce le libéralisme qui l'inspire? Pas du tout, c'est la faiblesse, la peur d'un parti comptant cent députés, car, vous ou moi, qui ne sommes pas internationalistes, ne pouvons faire de l'agitation sur la paix; dans notre cas, ce serait délictueux : pour un propos tenu chez le marchand de vin ou dans un tramway, des gens sont incriminés. Des industriels, estimés jusque-là, vont passer au conseil de guerre pour avoir vendu du ferro-silicium à la maison Krupp... en 1912, deux ans avant l'invasion allemande. En toute franchise, avouez que leur cas n'est pas aussi grave que celui des socialistes qui vont faire commerce avec l'ennemi, pendant qu'il tient du territoire français sous sa botte.

Le moral est comme le corps, il a son hygiène : il faut le ménager, le soigner surtout dans une guerre de longue durée.

Précieuse fonction de garder le feu sacré! Depuis le début des hostilités, un seul homme l'a exercée, sans discontinuité, traversant les ministères nombreux qui se sont succédé, parce qu'il était jugé probablement le plus digne de l'occuper (1), mais nous n'envions pas ses responsabilités.

---

(1) Il ne l'exerce plus heureusement.

IV

Auteurs et complices

Nous avons traversé bien des moments angoissants, depuis que cette guerre se déroule, mais le vice de nos institutions n'est jamais apparu d'une manière aussi périlleuse qu'à l'heure où nous écrivons ces lignes : ce vice est l'absence d'un gouvernement responsable, y a-t-il encore quelqu'un chez nous pour l'ignorer? (1).

Pour ne pas avoir eu cette direction pendant la paix, nous avons laissé notre pays tomber au rang d'un Etat de second ordre et, par son affaiblissement, exciter la convoitise d'une nation qui s'était développée formidablement à nos côtés, il faut bien le dire, par la supériorité de ses méthodes.

De ne pas l'avoir eue pendant la guerre, nous savons ce qu'il nous en coûte de sang versé, en malheurs, en privations injustifiées. Les meilleurs républicains le reconnaissent.

Hier encore, un sénateur écrivait que « la seule crise profonde dont a souffert et souffre encore la nation est celle de l'autorité ». Est-il impossible, ajoutait-il, qu'elle ait jamais un gouvernement qui ose dire « je veux »?

C'était à propos du charbon, mais les parlementaires les plus avancés expriment les mêmes doléances au sujet du blé, de la viande, des armements, des munitions, des avions, etc. Ils le disent

(1) 4 juin 1917.

à tout moment dans l'*Officiel* : ce qui règne en hauts lieux, c'est l'indécision, la mollesse, la versatilité, l'imprécision ; il n'y a guère de jour où ils ne reprochent à leurs ministres de ne pas avoir d'esprit de suite et d'être surpris continuellement par les événements.

Le moral de la population est la première chose à défendre en temps de guerre, puisqu'il va de soi que son salut en dépend et que c'est d'ordinaire la volonté la plus opiniâtre qui s'attribue la victoire. Dans l'étonnante lutte de fond qui se poursuit depuis trois ans, ce facteur sera plus décisif que l'armement. Il doit vaincre, celui qui s'est mis dans la tête de ne céder jamais.

Comment défend-on le moral de la foule ? Par des moyens connus qui sont vieux comme le monde — nous n'avons tout de même pas la prétention de différer complètement de ceux qui nous ont précédés !

D'abord empêcher les mauvais germes d'y entrer : c'est la raison d'être de la censure, à laquelle ont recours en temps de guerre les pays les plus libéraux ; ensuite, s'ils y pénètrent, les extirper : c'est l'explication de la sévérité du code militaire, fondée sur l'expérience qui nous apprend que les mauvais courants ne naissent pas d'un coup, mais s'établissent par contagion.

A l'origine, c'est un petit foyer qui se déclare ; qu'on le supprime à ce moment, tout est fini ; qu'on n'y touche pas, au contraire, il grandit, fait tache d'huile ; vient un moment où c'est trop tard pour l'atteindre : tout l'organisme est pourri.

Nous n'en sommes pas là, c'est entendu, mais il faut être aveugle pour ne pas voir qu'il y a chez nous un centre de purulence qui s'étend si vite qu'il n'y a plus de temps à perdre pour agir chirurgicalement.

C'est qu'elle n'est pas nouvelle, cette infection : elle a débuté modestement comme toutes les autres, mais on n'a rien fait pour l'enrayer, au contraire, on lui a reconnu le droit d'exister, de se développer au nom de la liberté!

C'est inouï, mais il en a été de la question du moral comme de celle du blé : puisqu'on ne prenait pas de mesure pour conjurer le mal, il devait s'aggraver fatalement. Tout le monde s'en rendait compte, seuls les ministres ne le voyaient pas; ce sont donc des innocents?

Non. Sincères, ils le sont dans une certaine mesure, car leur éducation les gêne pour apprécier le principe d'autorité qu'ils croient condamné par le progrès; mais ce ne sont pas des idées qui les mènent, ils obéissent aux nécessités de la vie gouvernementale, telles que les crée le parlementarisme dont nous jouissons : défendant leur existence au jour le jour, ils pactisent avec les partis dont ils ont besoin pour rester au pouvoir. Bien des concessions qu'ils leur accordent sont secrètes ou passent inaperçues, parce qu'elles consistent dans des tolérances.

C'est ainsi qu'ils ferment les yeux sur des abus qui sont mortels pour le pays, à la longue, quand leurs effets se sont accumulés et que la crise éclate; mais que leur importe, alors, puisqu'ils sont sûrs

qu'on ne saura pas à qui s'en prendre et qu'ils pourront siffloter : « Ni vu ni connu »!

Ils capitulent depuis trente ans, ils ont capitulé hier, demain encore ils capituleront, si le système continue.

V

Politiciens et citoyens

Il n'y a pas un homme de bon sens qui ne se dise en lisant le discours où M. Ribot annonce son refus d'autoriser les socialistes français à se rendre à Stockholm : puisque le gouvernement était d'avis que ce voyage devait être interdit, pourquoi ne l'a-t-il pas fait connaître plus tôt?

S'il avait pris la décision en son for intérieur de ne pas permettre aux internationalistes français de visiter leurs « camarades » allemands, il savait que leur honteuse discussion ne pouvait aboutir et qu'il n'en résulterait que du mal pour le pays.

On se demande alors pour quelle raison il a laissé se dérouler la triste controverse qu'il avait le pouvoir d'arrêter depuis longtemps par le simple énoncé de ses décisions.

Il n'est pas difficile de répondre, car les faits sont trop clairs pour tromper qui que ce soit; la réalité, la voici : le gouvernement a attendu jusqu'au dernier jour pour savoir s'il était licite ou criminel à des socialistes de faire commerce avec l'ennemi; il a tranché la question *in extremis*, quand il s'est aperçu que la majorité parlementaire penchait manifestement d'un certain côté sous

l'influence d'un mouvement qui se dessinait dans l'opinion; il aurait pris l'attitude inverse si les dispositions des députés avaient été contraires...

Nous exprimions ces réflexions sans intention de dénigrer les ministres du jour, qui valent ceux d'hier et peut-être aussi ceux de demain, mais l'heure est passée des illusions; voyons nos gouvernants comme ils sont.

Pendant les derniers jours qui précédèrent l'interpellation, interrogé par les délégations des députés qui venaient s'enquérir de ses intentions, le gouvernement refusait de préciser l'attitude à laquelle il s'arrêtait définitivement. Hésitation révoltante, si l'on observe qu'il s'agissait d'une question de morale élémentaire, touchant au patriotisme le plus primitif, puisqu'elle se ramenait à savoir s'il était licite à des citoyens d'entrer en rapports avec l'ennemi, problème qui n'a jamais été solutionné dans l'histoire par les moyens doux...

Il faut l'avouer, du reste : ni dans les commentaires de la presse, ni dans les déclarations gouvernementales et parlementaires ne résonne le cri d'indignation qui répondrait aux sentiments de la grande partie de notre population, restée saine et pure; celle-ci ne se retrouve ni dans le scepticisme ni dans les finasseries des hommes politiques : ce dont elle souffre le plus, c'est que personne ne l'exprime et ne lui donne le ton. Il est triste de voir apprécier un acte ignoble au point de vue moral avec une indulgence décadente, comme cela se passe un peu partout dans nos hautes sphères...

Personne ne se tourne vers les ministres pour

leur reprocher d'avoir laissé grandir un mal qui les déborde, au point qu'ils en sont réduits à le flatter avec la platitude qu'ils témoignent envers toutes les forces électoralement mesurables; personne ne leur demande ce qu'ils comptent faire dans l'avenir pour endiguer le fléau de la basse propagande; personne ne traduit donc les aspirations de la foule des citoyens honnêtes, et plus les choses vont, moins ceux-ci sont représentés par les politiciens.

VI

Pays sans chef

Nous pouvons juger du niveau moral du milieu parlementaire en méditant sur le débat qui s'est terminé par un ordre du jour où la Chambre déclare attendre de la guerre « le retour de l'Alsace-Lorraine et la juste réparation des dommages » dont elle a souffert (1).

Cette résolution, si insuffisante au point de vue patriotique, n'a pas réuni l'unanimité des députés : 55 ont voté contre.

Le sang monte au visage quand on lit le discours du premier ministre : n'a-t-il pas cherché des mots vibrants pour affirmer que les deux provinces retenues par l'Allemagne étaient vraiment françaises, qu'on les avait prises à notre pays par la vio-

(1) Lignes écrites le 7 juin 1917.

lence et qu'il était juste que nous en demandions la restitution?

Si ces paroles avaient été prononcées pour convaincre nos alliés russes, on les excuserait, mais voilà le scandale, le plaidoyer s'adressait aux députés « français »!

« Je vous supplie, s'est écrié M. Ribot en se tournant vers les socialistes, de voter avec nous que l'Alsace doit redevenir française et que l'Allemagne sera tenue de réparer les dommages qu'elle nous aura causés en nous attaquant... Vous pouvez voter cet ordre du jour avec conscience, avec honneur (*sic*). Votez-le, c'est la prière que je vous adresse au nom de la France, au nom du pays tout entier. »

(5 *lignes censurées*)

Le peuple regardait comme criminel le fait de nouer des relations avec l'envahisseur du territoire : avec l'autorité dont il dispose comme chef de gouvernement, M. Ribot lui donne l'assurance qu'il n'y a pas de déshonneur dans cette action, qu'elle n'entache en rien le caractère de ceux qui s'y livrent et qu'on est aussi bon Français, qu'on soit à Stockholm ou dans les tranchées!

Une foule de braves gens tiennent sans faiblir pour éviter la honte qui s'attache au fait de capituler, depuis que le monde existe. M. Ribot les avertit qu'ils se trompent : du moment qu'on est sincère, toute opinion en vaut une autre, moralement parlant. Du coup, voici la porte ouverte aux dé-

faillances, elles sont excusées d'avance: les scrupules qui leur barraient la route étant détruits, rien ne les empêche plus de s'étendre. Qu'elle coule, la source immonde, son lit est creusé!

Il y a des vérités qui crèvent les yeux, celle-ci notamment : nous sommes gouvernés par des hommes qui n'ont ni caractère ni conviction, qui sont du même type, comme s'ils étaient fabriqués en séries: ce qui change, c'est leur nom seulement.

Pour leur métier, il est nécessaire qu'ils n'aient pas d'idées personnelles et qu'il leur soit indifférent de penser blanc ou noir, d'aller à gauche ou à droite. Si vous en doutez, étudiez la carrière de n'importe lequel de nos ministres.

Il faut, en outre, qu'ils soient éloquents et manient la parole assez bien pour donner le change à la masse des députés, qui ne sait pas non plus très bien ce qu'elle veut, parce que la majorité s'y déplace à tout moment sous l'influence des combinaisons d'intérêts électoraux ou autres.

Cette majorité, le talent du ministre consiste à la découvrir, voire à la grouper par l'emploi des mots heureux qui répondent le mieux au sentiment du moment; mais les mots qui sont bons à une séance sont mauvais à une autre, et tel discours réussit admirablement aujourd'hui qui ne ferait pas recette huit jours plus tard.

Si le ministre avait la notion du bien et du mal, de l'exactitude et de l'erreur, comment aurait-il la souplesse de se prêter aux fluctuations parlementaires? Une parole de franchise, il serait fini et devrait s'en aller : voyez le général Lyautey. Nos

gouvernants sont donc ce qu'ils doivent être dans les conditions qui leur sont faites.

Un grand homme est celui qui dirige les autres; un petit homme est celui qui capitule éternellement devant eux, sans savoir où cela le mène, en attendant le cataclysme. Il y a longtemps que nous n'en avons pas d'autres sous la République, hélas!

VII

Le pansement sale

De tous les dangers auxquels nous sommes exposés, le plus grave est cette illusion d'une paix prochaine qui se propage insidieusement, sans rencontrer de résistance du côté du gouvernement et des journaux.

Le point de départ de cet empoisonnement est la manœuvre des socialistes zimmerwaldiens et kienthaliens. A l'origine, il s'agissait d'un foyer minuscule; mais, aucune mesure d'antisepsie n'étant prise, il a gagné certaines couches du peuple, c'était fatal.

Vous vous rappelez qu'il y avait autrefois des chirurgiens qui pratiquaient les opérations sans purifier leurs instruments et que leurs patients avaient beau mourir des infections qu'ils communiquaient à leurs plaies, ils n'en restaient pas moins partisans du pansement sale. Nous sommes restés des adeptes du pansement sale en politique : que le pays en meure, peu importe.

Comme il est dans nos principes que toutes les

idées peuvent circuler sans qu'il y ait lieu de distinguer s'il en est d'antisociales, il est de règle chez nous que des individus tarés intellectuellement ou moralement peuvent propager les notions les plus dissolvantes sans sortir de leur droit.

Que voulez-vous dire, voyons? Alors, il est vrai que les socialistes minoritaires ont été laissés libres de faire de la propagande en faveur de leurs « idées »? Mais oui, c'est vrai. Qu'ils ont distribué des brochures pour demander la « reprise des relations » avec l'ennemi? Exact aussi. Qu'ils ont adressé, dans ce but, des tracts à nos soldats? Encore authentique. Et le gouvernement a laissé faire? Sans doute, il a laissé faire, mais il est bien patriote, allez! Voyez ses discours, quelle éloquence! Comme il dit bien qu'on les aura, comme c'est tapé, ce qu'il crie aux Prussiens, qu'ils sont des assassins et des barbares!

On sait comment la contagion s'est faite. Petit à petit les minoritaires grossissaient, de mois en mois ils devenaient plus forts; à chaque réunion, à chaque congrès, ils gagnaient des voix. Ce que voyant les majoritaires prirent peur et capitulèrent habilement en trouvant un biais pour sauver la face : à la manière des politiciens de métier, ils trouvèrent, le moment venu, la formule intermédiaire dont ils avaient besoin pour passer dans le camp de l'adversaire en prétendant rester fidèles à eux-mêmes. « Nous ne voulons pas entrer en rapport avec l'ennemi, dirent-ils, mais si vous y tenez nous le ferons tout de même. Seulement, nous vous prévenons que si nous parlons aux « camarades »

allemands, ce sera pour leur dire des choses terribles, etc... »

Les parlementaires sont des navigateurs habitués à rechercher d'où le vent souffle. Un certain nombre furent ébranlés, en constatant que la tendance de la lâcheté gagnait du terrain. Il faut tenir compte de cette indication, pensèrent-ils.

Comme c'est visible dans leurs discours! « Camarades et amis, dit M. de Monzie, s'adressant aux socialistes, nous sommes d'accord, c'est la même paix que nous voulons. Allez donc à Stockholm; moi, je n'y vois pas d'inconvénient (*sic*). »

Ecoutez M. Jean Hennessy : « Nous sommes à une époque où, la guerre ayant pris des proportions immenses, nous ne pouvons attendre sa conclusion que si toutes ces forces sont mises en œuvre : celles des clergés, celles des industries, celles des ouvriers, celles du capital (*sic*). Elles seules, sans engager les gouvernements ou les représentations légales des Etats, monsieur le président du conseil, peuvent préparer pour l'Europe et le monde entier les bases sur lesquelles nous discuterons ensuite. (*Applaudissements sur les bancs du parti socialiste et sur divers bancs à gauche.*) »

Elle est jolie, la théorie! Vous voyez d'ici toutes les corporations religieuses, toutes les organisations patronales et ouvrières de France et d'Allemagne discutant officieusement les unes avec les autres des conditions de paix que l'Etat ratifierait ensuite. De telles choses se disent au Parlement!

Mais, M. Hennessy le sait bien, ni le clergé, ni l'industrie, ni le capital ne manifestent de velléité

de négocier la paix en passant sur le dos du gouvernement. S'il en était ainsi, nous serions un pays pourri. Ce qu'il en dit est seulement pour excuser les socialistes internationalistes; qui sait si ces derniers ne rallieront pas l'opinion?

Alors, M. Ribot de se gratter la tête. Accordera-t-il les passeports? Il a hésité, il était pour, il était contre; décidément, il refuse, il n'aurait pas la majorité, mais les pacifistes sont une force qu'il faut respecter.

La décision que le gouvernement a prise, déclare-t-il, après y avoir mûrement réfléchi, il doit la maintenir, mais *en rendant hommage aux motifs* qui ont été donnés de ce côté de la Chambre (*l'extrême-gauche*). Ce n'est pas une vaine forme de langage que j'emploie quand je dis que je rends hommage au patriotisme de *tous* nos collègues. Je puis, en ce moment, ne pas être d'accord avec eux; je le serai demain ou après-demain, parce que je sais qu'ils sont de bons Français... »

Après-demain! Lui-même le laisse entendre. Comme il sait bien, au fond, qu'il ne mène pas le mouvement, mais qu'il le suit!

VIII

La France ou les principes

On voudrait parler d'autre chose qu'on ne le pourrait pas, tant la question hante en ce moment ceux qui réfléchissent sans être influencés par les histoires que leur raconte audacieusement le syndicat

des politiciens de toute couleur, qu'un de nos amis appelle spirituellement la Société d'exploitation de la République.

Cette question est obsédante, il n'y a pas d'homme un peu conscient qu'elle ne tourmente du matin au soir, quand ce n'est pas du soir au matin : s'il n'y songe pas, elle flotte autour de lui comme un malaise; pour peu qu'elle se précise, il sent la douleur lancinante d'une pointe entrant dans son cœur.

Il faut qu'elle soit posée, cette question : nul ne l'empêchera de sortir, ni la censure, ni les députés, ni les ministres. Trop de gens pensent comme nous : on ne les bridera pas! Si l'immonde propagande est permise, il ferait beau voir qu'on ne puisse pas établir qu'elle perd le pays!

La page la plus belle de notre histoire est celle qui fut écrite à la Marne et à Verdun, quand les soldats français repoussèrent un envahisseur préparé terriblement avec les pauvres moyens dont les avait dotés leur gouvernement. Ils sont encore plus grands, ces événements, quand on songe que la conscience populaire s'est ressaisie devant l'imminence du danger, après avoir été si longtemps pervertie par d'odieuses théories, cultivant en elle l'antipatriotisme et l'indiscipline.

Mais cette page est d'hier et nous tournons un nouveau feuillet, sur lequel on veut inscrire des choses honteuses, des choses si basses qu'il serait le dernier de notre histoire, car après il n'y en aurait plus d'autre!

Citoyens, nous vous le crions en toute sincérité, pendant qu'il en est temps encore : vous êtes per-

dus si vous ne réagissez pas, car les politiciens ont repris leur métier, qui consiste à flatter vos défaillances. Après quatre ans d'héroïsme et de souffrances, après tant de deuils et tant de ruines, il serait étonnant que vous ne soyez pas un peu las et anxieux d'en finir avec cette guerre que vous n'avez pas voulue. Ah! la mine d'or à exploiter!

(12 *lignes censurées*)

On ne vous dit pas qu'une paix boiteuse serait la mort de notre pays et que voici la vérité brutale : si nous n'écrasons pas le peuple allemand — il s'agit bien du gouvernement! — la France ne peut pas se relever, parce qu'elle aura devant elle un ennemi qui la dominera par le nombre de ses habitants et par ses méthodes, au point qu'il lui faudra vingt ans pour le rejoindre... si celui-ci ne bouge pas; mais il bougera, il progressera, n'est-ce pas, vous vous en doutez.

Vingt ans pour refaire notre population, transformer notre mentalité, donner une instruction appropriée à notre élite et à nos travailleurs, ce n'est pas de trop. Si nous ne portons pas un coup terrible au peuple allemand, nous n'aurons pas ces vingt ans de répit et si ces vingt ans nous manquent, la France est perdue : voilà le fait.

Il s'agit de savoir si nous voulons sacrifier les principes à la France ou la France aux principes. Si nous sacrifions la France aux principes, c'est pour rien que nos enfants seront morts, pour rien

que nos héros auront donné leurs bras ou leurs jambes et resteront des infirmes, des mutilés traînant une pauvre existence, pour rien que nos femmes auront subi des outrages. Nous nous contenterons de ces malheurs en pensant aux principes!

Comme elle éclate l'imbécillité du dogme inventé récemment par les politiciens pour « bourrer le crâne » des pauvres gens que le peuple est à même de connaître des conditions de paix à dicter à l'ennemi; ce qui veut dire qu'il se rend compte de l'écart existant entre les méthodes allemandes et les nôtres et peut déterminer les mesures à prendre pour le combler après mûre réflexion.

Le peuple n'est pas si présomptueux; mais si cette basse flatterie prenait, les politiciens auraient réussi à saboter la guerre, comme ils ont saboté la paix.

Dans la pratique, on sait que ces théories ont pour but d'attiser une tendance qu'on estime avoir des chances de grandir et qu'il s'agit d'exploiter fructueusement. Un parti mène le jeu; s'il réussit, les autres suivent pour ne pas rester en arrière, et le gouvernement emboîte le pas, chacun se disant qu'il est à couvert et que M. Tout le Monde a les responsabilités.

Quand on observe qu'un peu plus, un peu moins d'intelligence et de courage de la part de ceux qui gouvernent, et nous sauvons ou perdons notre existence, on ne peut s'empêcher de trouver effrayant que nous soyons menés, dans un moment comme celui-ci, par les hommes à qui nous reprochions pendant la paix leurs petits calculs électoraux.

Il n'est que trop visible, le péril : le peuple est sans soutien, il n'y a pas de chef pour le conseiller, le guider, disons-le même, pour l'arrêter, le contraindre, si c'était nécessaire. Il ne se trouve pas bien, le peuple, de n'être pas protégé contre lui-même, pas plus qu'il ne plaît au poilu d'avoir un officier sans volonté qui lui demande ce qu'il doit faire au lieu de le lui dire.

Elle revient alors, la question douloureuse : allons-nous tolérer plus longtemps la propagande infâme? Que fait-on pour la réprimer, et, s'il y a des hommes qui s'y livrent criminellement, qu'attend-on pour les boucler?

IX

Les Allemands chez nous

Il ne faut pas se lasser de le redire, il n'y a qu'un mal en France : on n'y est pas gouverné. Quels que soient les problèmes, c'est la même constatation qu'il n'y a pas chez nous d'Etat qui prévoie, qui décide et qui exécute.

Démocratie, cela? Démocratie, ce régime où le pouvoir est aux mains d'une petite caste de politiciens impuissants et veules dont aucun ne veut risquer sa situation pour montrer le chemin au peuple? Démocratie? Est-ce qu'on ne se moque pas du monde en appelant démocratie ce qui n'est pour tout homme de bonne foi qu'un système parasitaire, où certains privilégiés ont capté les plus hautes fonctions de l'Etat et se cramponnent à elles

éperdument, quoiqu'ils ne soient désignés pour les occuper ni par leur acquit, ni par leur passé? Démocratie, cela? Non, mille fois non. Démocratie veut dire accès au pouvoir des gens de mérite, ou c'est un mot qui n'intéresse pas les honnêtes gens.

Plus tard, quand on sera libre de le faire, plus tard, quand on aura le droit d'écrire et de parler, on recherchera par quel concours de circonstances certains hommes sont restés à la tête des services de l'Etat les plus importants, les plus vitaux, pendant toute la durée de cette guerre où se joue l'existence du pays, sans qu'il y ait eu moyen de les déloger.

S'il est avéré qu'ils ont été conservés à cause de leurs capacités, nous nous inclinerons; mais s'il est établi qu'ils se sont imposés pour des raisons étrangères, sinon contraires au salut de l'Etat, qu'ils ne se flattent pas d'échapper aux responsabilités qui leur incombent : démocratie veut dire avant tout justice.

Il était du devoir du gouvernement d'arrêter les zimmerwaldiens ou kienthaliens qui s'étaient entremis avec l'ennemi. Le poilu qui trahirait serait passé par les armes et tous les poilus diraient que c'est bien : or, il n'y a pas deux morales, une pour le poilu, l'autre pour le député.

Première faute impardonnable : n'avoir pas mis en prison ces misérables, alors qu'on les comptait sur le bout du doigt; mais, deuxième faute encore plus grave : avoir laissé les tristes sires organiser une propagande et devenir une force « électorale » qui grossit par elle-même, quand elle atteint ce

stade, parce qu'elle attire à elle — n'est-ce pas le jeu du régime? — les arrivistes, les détraqués, les vicieux, les faibles, les malheureux, les aigris, etc., et troisième faute plus épouvantable : n'avoir pas senti que dans ce mouvement il y avait la main de l'Allemagne, ou l'avoir senti, mais n'avoir rien fait pour couper le mal dans sa racine, par faiblesse ou pour des raisons obscures, incompréhensibles : nous ne sondons pas les âmes, nous exprimons un trouble...

Laissons de côté le passé, parlons du présent pour dire qu'il se poursuit des menées inquiétantes en ce moment. Vous pouvez en juger, lecteur, en lisant certains journaux fondés plus ou moins récemment et qui « travaillent » pour la paix, oui, pour la paix, vous entendez bien : pour la paix, c'est la nouveauté du jour! Ces journaux, le gouvernement les laisse paraître; de temps en temps il leur coupe quelques lignes comme à nous, mais, à part cela, leur propagande est libre. L'idéalisme, vous savez.

Dans l'un de ces journaux, qui s'adresse aux poilus, vous trouverez un article de M. Romain Rolland. C'est une protestation incohérente et passionnée contre la guerre à laquelle il faut mettre fin à tout prix. De ce fléau l'auteur rend responsable l'argent, qu'il écrit avec une majuscule : c'est pour les capitalistes, à l'en croire, que se battraient les soldats. Vraiment, M. Romain Rolland n'est pas bien renseigné sur les réalités de l'existence, s'il croit que cette guerre se traduira par un accroissement des fortunes. Tout de même l'article paraît et tourne des cervelles...

Par une coïncidence que personne ne croira fortuite, les avions allemands déversent en ce moment sur nos lignes des paquets de journaux qui reproduisent une littérature anarchiste, publiée chez nous, il y a quelques années, et qui soutient la même thèse : que la guerre est voulue par les capitalistes, qu'elle profite à ces derniers et pas aux soldats, qui sont des naïfs de se battre ainsi pour les autres. Notre frère en permission du front rapporte un exemplaire de ces journaux qui sont jetés en quantités par les avions boches pour déprimer nos combattants.

Comme on le voit, le poilu reçoit l'argumentation des deux côtés : en même temps que les Allemands la lui envoient, des « Français » lui en adressent un duplicata. Il y a de quoi bondir; mais le plus révoltant n'est pas là, si l'on y réfléchit : où la chose tourne au cauchemar, c'est que le gouvernement laisse des agents allemands travailler chez nous à contaminer nos soldats!

X

Un danger national

Il faut le dire, parce que c'est un scandale; mais un scandale, est-ce le mot, quand il s'agit d'un tel péril? Ecoutez plutôt : on lance en ce moment à coup de millions un journal infect, exactement la feuille qu'il faudrait publier, si l'on avait pour but d'amener les Français à capituler devant les Allemands (1).

(1) Lignes écrites le 25 juin 1917.

Un journal comme celui-là fait plus que cinquante divisions amenées comme renfort pour écraser les poilus. Un journal comme celui-là peut être payé par nos ennemis n'importe quel prix: ils avaient pensé nous envoyer le choléra, ils ont trouvé mieux : c'est bien plus fort de semer le doute, la dépression, le découragement dans tous les coins de notre territoire en se servant des procédés de la grande industrie pour répandre quotidiennement dans le pays des centaines de mille d'exemplaires d'un journal étudié pour corrompre la mentalité populaire et faire dériver celle-ci vers un but qu'on s'est tracé, sans qu'elle en ait conscience...

Que fallait-il pour réaliser ce projet? Trouver en France « quelqu'un » d'assez puissant, d'assez ambitieux, d'assez pervers pour mobiliser des forces malsaines qui ne manquent pas chez nous : politiciens discrédités, responsables de la guerre qu'ils n'ont pas su préparer, appelés à rendre des comptes un jour prochain, qui n'ont qu'un but : brouiller les cartes pour recommencer leur métier, universitaires socialisants, arrivistes, mais impuissants, sans talent et pour cela même dévoyés, aigris, littérateurs anarchistes plus ou moins sincères, plus ou moins experts en l'art de cultiver le paradoxe ou la saleté qui donnent le succès en librairie.

Quand on aura rassemblé ces éléments parmi lesquels se trouveront des gens connus, faisant illusion, il ne sera pas difficile de décider à se joindre à eux deux ou trois personnalités honnêtes qui se fourvoieront dans ce milieu, sans apercevoir qu'on se sert de leurs noms et de leurs écrits pour donner

le change sur une sale besogne. Il faut dans le tableau quelques « pompiers », ou le public se méfierait.

Mettez-vous à la place de « quelqu'un » qui disposerait d'un grand journal pour préparer la paix allemande en travaillant la mentalité des Français. Ce « quelqu'un » ne serait pas assez bête pour le dire ou pour le manifester trop visiblement; il n'inviterait pas les poilus à la désertion et ne ferait pas un éloge exagéré des Allemands. Ces arguments seraient mauvais, ils n'atteindraient pas leur but : au contraire, ils détermineraient dans le public une réaction.

Il faut donc y aller plus doucement, plus insidieusement; mais inutile d'imaginer ce qu'on peut faire dans cet ordre d'idées, il suffit d'analyser les procédés auxquels a recours le journal dont nous parlons : ils consistent dans le développement de certains *leitmotive* (c'est bien le cas d'employer ce mot allemand) qui doivent par leur répétition ébranler le moral des lecteurs et que nous allons exposer rapidement, pour que chacun soit à même d'apprécier s'ils servent nos intérêts ou ceux de nos ennemis.

Premier thème : la guerre est une chose horrible, dégoûtante; mais pourquoi y a-t-il la guerre en ce moment? Est-ce le peuple allemand qui la veut? Non. La guerre a pour but d'enrichir certains privilégiés (c'est l'argument des avions boches). Lisez cet extrait :

« Que tels fournisseurs qui gagnent cent mille marks ou cent mille francs par jour ou tel simple

épicier qui a fait fortune veuillent *continuer* ou recommencer; qu'il y ait des producteurs pour préférer qu'on égorge leurs concurrents; que tous ceux pour qui le malheur public représente de la gloire ou de l'argent soient nationalistes, soit. Ces gens sont dans la logique de leurs satisfactions personnelles. Mais ces idées-là ne peuvent être celles des hommes normaux que passagèrement et tant qu'ils ne s'apercevront pas qu'on leur ment... »

Ailleurs, éloge de M. Jean Herbette, qui a osé dire « qu'il était mauvais de dénoncer collectivement le peuple allemand tout entier ».

Sous le titre « Cas de conscience », voici le sujet traité : vous avez tous lu l'admirable affiche où des pères et des mères ayant perdu leurs enfants sur le front demandent que la France continue la lutte jusqu'au bout. Eh bien, le rédacteur se demande s'il signerait ou ne signerait pas l'affiche. Cas de conscience vite résolu : il ne la signerait pas. Il ne s'arrogerait pas le droit de faire continuer la guerre. Cette pensée lui fait horreur (*sic*)!

Deuxième thème : les socialistes français doivent aller négocier la paix à Stockholm. « Arrière la diplomatie des portes closes, et que vienne enfin la diplomatie des peuples », dit l'un. « Le peuple français veut être son propre diplomate », dit un second. « Les socialistes français doivent aller à Stockholm pour démontrer la fausseté d'un certain document allemand », dit un troisième. Il y a 500 parlementaires à la Chambre. Si 100 députés socialistes sont seuls à représenter le peuple, qui

donc a nommé les 400 autres? On ne l'explique pas, mais qu'importe?

Troisième thème : « vive le « Soviet »! idéalisation du rôle du Comité des ouvriers et soldats russes.

« Grâce aux Russes, maintenant, nous pouvons parler. Et nous ne marquerons jamais assez de reconnaissance à ces jeunes révolutionnaires qui, par la contagion de leur enthousiasme ou le prestige de leur succès, nous ont rendu la foi en la démocratie, la confiance en nous et l'audace, et, après avoir libéré la Russie, achèvent de libérer la République française (*sic*). »

Un comble, ceci! Le Soviet russe dont on connaît l'action désorganisatrice (désertions générales ou fraternisation des soldats avec l'ennemi, arrêt des industries, crise des finances, etc.), qui rend l'armée russe inutilisable, au moins provisoirement, et permet aux Allemands d'amener tous leurs hommes sur notre front (que resterait-il des démocraties si nous faiblissions?), le Soviet russe qui cause la mort de milliers de soldats français et anglais et ferait perdre la guerre aux Alliés s'ils n'avaient pas l'héroïsme de tenir en attendant l'effort américain, ce Soviet russe est représenté comme une institution que nous devons chérir, honorer, bien plus, que nous devons imiter et qui constitue pour nous l'exemple à suivre. Ne faut-il pas être malfaiteur ou dément pour propager de telles idées dans notre pays en ce moment?

Avec une extraordinaire audace, le journal qui répand ces thèses éhontées appelle « bourreurs de

crâne » ceux qui s'efforcent de maintenir le moral de la nation et sa foi dans ses destinées, il s'attache à grossir les germes de scepticisme qui se sont glissés dans des esprits fatigués par une longue guerre où les déceptions ne nous ont pas été épargnées, mais qui ne peut manquer de bien finir, si nous avons le courage d'aller jusqu'au bout : lui ne veut pas apparemment qu'elle finisse bien...

Jusqu'ici la propagande allemande était conduite avec les moyens limités de l'organisation socialiste. elle attaque aujourd'hui le grand public effrontément en dépensant des millions à la barbe du gouvernement qui laisse faire, sans être pressé peut-être d'être fixé, autant qu'il convient, sur les points suivants : derrière le journal qui poursuit la triste besogne que nous avons dite, anonymement, sans la signer, il y a « quelqu'un »: quel est-il et d'où lui vient l'argent?

XI

La propagande infâme

Le *Journal des Débats* a publié, le 17 juin 1917, une correspondance de Zurich extrêmement significative, dont il convient de dire un mot. L'auteur rapporte que, déconcerté momentanément par la révolution de Pétrograd, le gouvernement allemand a repris confiance en constatant l'ignorance et la présomption du socialisme international et que, sur son ordre, M. de Bülow est revenu en Suisse pour reprendre ses trames et tenter un effort désespéré. De quel effort s'agit-il?

« Pour éviter une défaite complète et obtenir la transaction qui, de cascade en cascade, est devenue le dernier espoir du germanisme, on emploie tous les moyens, tous les détours, toutes les entremises. Socialisme, franc-maçonnerie, catholicisme, conservatisme même, malgré sa faillite, tout est exploité; on fait flèche de tout bois. La nuée des agents allemands et autrichiens s'agite furieusement, parle, écrit, insinue, calomnie, intrigue, ment et corrompt. Quand on écrira l'histoire détaillée de cette période tragique, on restera confondu de l'activité diabolique déployée par cette autre armée impériale dont les procédés et les actes valent dans un autre genre ceux des militaires en uniforme. »

Ainsi parlait notre confrère. De son côté, dans son numéro du 26 juin, le *Matin* disait :

« La découverte du complot allemand en Norvège ramène l'attention sur l'effort considérable de la propagande ennemie dans les pays neutres.

« On peut estimer à 400 millions par an la somme que leur coûte dans le monde entier leur sournois travail de propagande. »

Ces menées allemandes sont classiques, elles se déroulent dans tous les pays : en Suède, en Norvège, en Hollande, en Suisse, en Espagne, au Brésil, en République Argentine, au Mexique, pour parler des pays neutres; mais elles n'épargnent pas les pays belligérants, nous le savons tous; nous avons tous présentes à l'esprit les manœuvres des agents germanophiles en Italie, aux Etats-Unis. Il est inutile de le nier : si ces manœuvres n'ont pas donné tous les résultats que leurs auteurs pou-

vaient en attendre, elles n'ont pas échoué non plus, c'est certain, puisqu'elles ont créé des difficultés intérieures aux gouvernements de nos alliés, qui ne sont pas entrés en lice à cause d'elles aussi tôt qu'ils auraient voulu, aussi vite qu'il aurait fallu pour ménager la vie de nos soldats, seuls, trop longtemps seuls à supporter le choc d'une armée diaboliquement outillée pour mener à bien un projet d'épouvantable agression.

En Russie, nous avons vu l'agent allemand Sturmer prendre le pouvoir; un comble, n'est-ce pas? Espérons qu'il n'y a pas de Sturmer ailleurs qu'en Russie. La révolution a mis fin à ce scandale, mais un autre a surgi : le Soviet russe est tombé par moments sous la coupe d'une foule d'agents provocateurs teutons qui l'ont mené par le bout du nez, sans qu'il s'en doute. Quelques-uns sont démasqués : on les appelle Lenine, Grimm, etc., mais la plupart grouillent dans la coulisse en toute sécurité, sans qu'on puisse les atteindre.

Est-ce que le gouvernement russe ne voit pas le danger? Ce n'est pas exact, mais il n'a pas assez d'autorité pour agir et purger le pays de ces policiers berlinois qui restent tapis dans l'ombre et dont l'art consiste à faire marcher les autres, les sots, les niais, les détraqués, les névrosés, les exaltés, les mystiques, en réveillant en eux la vieille idéologie qu'ils ont mise dans leurs cerveaux et qu'ils appellent pacifisme, internationalisme, etc. Qui ne se doute chez nous que la formule « ni annexions, ni indemnités » n'est pas le produit de la pensée russe, mais la réflexion du désir intensé-

ment éprouvé par le peuple allemand d'échapper au châtiment qu'il redoute et qui s'approche?

L'heure est critique pour nos ennemis, puisque l'intervention américaine est prochaine. En mobilisant toutes leurs forces, ils arrivent seulement à se maintenir dans un état d'équilibre précaire pour eux, puisqu'il est certain qu'il doit se rompre en leur défaveur, aussitôt que nous aurons reçu des renforts des Etats-Unis, qui vont nous envoyer, avec des effectifs puissants, un matériel colossal, auquel il ne leur est pas possible de résister, ils le savent bien. Ils le savent si bien que leur seul espoir de salut est d'obtenir la paix avant, en créant le désordre dans les pays belligérants, pour amener ces derniers à traiter une paix blanche qui serait pour eux la victoire.

Cette situation est claire pour les gens qui raisonnent, et, pour peu qu'on y songe et qu'on la pèse, on apprécie toute la portée de l'avertissement que le correspondant zurichois des *Débats* faisait parvenir, il y a quelque temps, au public français et que confirmait encore une lettre de M. Camille Jullian (numéro du 25 juin), pour mettre nos concitoyens en garde contre les manœuvres auxquelles l'Allemagne va se livrer pour créer chez nous une agitation en faveur de cette paix boiteuse à laquelle elle aspire désespérément, en corrompant, en intriguant, en se servant de toutes les forces obscures qu'elle pourra mobiliser à l'effet de nous troubler, de nous désorganiser, de nous déprimer, de nous tromper, de nous égarer en réveillant nos vieilles passions politiques, ou bien encore en favorisant la

circulation d'idées tendancieuses, présentées sous l'étiquette démocratique ou socialiste pour qu'elles trouvent plus de crédit.

Alors que nous avons conscience des menées auxquelles les Allemands ont recours dans tous les pays du monde, il faudrait que nous fussions des godiches pour avoir l'idée qu'ils n'en poursuivent pas dans ce pays, dans lequel il n'est pas admissible qu'ils n'aient pas conservé de nombreux points d'attache, puisqu'ils y régnaient en maîtres avant la guerre.

Quand nous voyons des journaux fondés plus ou moins récemment faire campagne pour habituer le public à l'idée d'une paix honteuse, il faudrait que nous fussions des simples d'esprit pour ne pas avoir le soupçon que cette propagande affreuse fait le jeu de nos ennemis, autant qu'elle dessert le nôtre.

Si nous, écrivain, voyant, constatant ces vérités qui sont trop claires, nous ne les disions pas, nous ne les proclamions pas, nous serions un lâche... il nous répugne de l'être.

Nous avons le devoir de dénoncer l'immense danger que fait courir à la nation la propagande infâme, parce qu'il est à notre connaissance que le gouvernement n'ose pas agir et que, pour remédier à une situation qu'il juge intolérable, il a recours à des moyens mesquins qui donnent une pauvre idée de sa volonté.

N'a-t-il pas eu l'idée d'intercéder auprès du marchand de papier pour qu'il ne livre plus de matière première au journal qui fait la triste campagne? Si

c'est là toute l'autorité dont il dispose, il n'y a plus qu'à dire : hélas!

XII

Troublante question

L'examen des faits qui se déroulent depuis plusieurs mois mène à la conclusion qu'il existe une machination pour déprimer ou fausser le moral de notre population et faire dériver petit à petit celle-ci vers l'idée de la paix blanche, qui constitue la seule solution pouvant sauver les Allemands.

En continuant à regarder les réalités, on constate aussi que les auteurs du complot jouissent, nous ne dirons pas d'une protection, si le mot peut vous choquer, mais au moins d'un encouragement; non, rayons ce terme aussi, écrivons seulement, pour être certain d'exprimer la vérité et de ne pas la dépasser, d'une tolérance de la part d'un homme ou de certains hommes au pouvoir; nous ne précisons pas pour rester dans la limite de ce que nous voyons.

Une tolérance, c'est certain, puisque les zimmerwaldiens et kienthaliens ont été laissés libres de développer leur situation en faisant des conférences dans toute la France et qu'on n'a pris aucune mesure pour les empêcher d'envoyer des brochures ou des tracts exposant leur thèse aux soldats. Mentons-nous?

Nous allons citer un petit fait troublant : longtemps la censure fut impitoyable pour les romans qui décrivaient la guerre sous ses aspects réalistes,

en insistant sur les tristes effets qui résultaient de la promiscuité des soldats, en exposant crûment, brutalement leurs privations, leurs misères, leurs souffrances, l'horreur de la vie du combattant qui tue et voit mourir de lui.

Elle avait raison, la censure : il n'y a pas de dévouement sans illusion. Plus d'illusion, plus de grandeur, plus de sacrifice. Mais quelle hypocrisie, soit dit en passant, que la prétention des politiciens de supprimer l'illusion, puisque c'est à peine s'ils l'ont détruite qu'ils en créent une autre qui n'a pas fait ses preuves, celle-là sans fondement, celle-là fictive et mensongère! La patrie, cela existe, on meurt pour elle depuis qu'il y a des hommes; mais la société des nations, qu'en adviendra-t-il, que savez-vous là-dessus, charlatans? Mais il vous est égal que le peuple atteigne ou non la carotte; en attendant, vous aurez les places et les honneurs...

Longtemps la censure comprit la nécessité de ne pas aider le soldat à s'appesantir sur son triste cas, en laissant publier des romans malsains, quand subitement, pour des raisons qui n'ont pas été comprises, elle autorisa l'impression d'une œuvre épouvantable, écrite avec un talent réel, mais dont les conclusions étaient odieuses : perdant toute notion de la mesure et du vrai, l'auteur étalait dans ces dernières pages des idées anarchiques d'un caractère outrancier, révoltant, dissolvant, éminemment propre à miner la confiance des esprits non cultivés dans la noblesse de la cause que nous défendons.

Alors, on doit poser la question : pourquoi l'in-

terdiction de publier une littérature nuisible a-t-elle été levée brusquement en faveur de cet affreux roman, auquel on doit la perversion de milliers de consciences? Pourquoi? Qui l'a voulu, qui l'a permis, qui?

Nous accusons un nouveau journal qui se lance avec fracas, comme si les millions ne lui coûtaient rien, de faire une propagande incitant le public au découragement (1); nous ne l'accusons pas arbitrairement, nous citons des textes formels et précis, et que disent-ils, ces textes? Qu'il faut être sans pitié, sans humanité, ou vaniteux, avide d'honneurs, ou sordidement intéressé comme un fournisseur militaire, un épicier enrichi, pour vouloir continuer la guerre, qu'un homme normal ne peut vouloir cela que passagèrement, jusqu'au jour où il s'aperçoit qu'on l'a trompé, qu'on lui a menti...

Car vous avez écrit cela, messieurs. Vous le regrettez, nous le savons bien; vous êtes au désespoir d'avoir montré votre jeu si bêtement, c'est certain; vous allez maintenant être bien sages pendant quelque temps pour qu'on vous oublie, nous n'en doutons pas; mais, tout de même, vous l'avez écrit, vous vous êtes trahis.

Quoi que vous disiez, désormais, nous sommes fixés : qu'y a-t-il derrière vous, où prenez-vous l'argent? sont des points à élucider; mais nous ne demandons pas : où allez-vous?

Comme nos citations ne sont pas fausses, comme elles sont vraies, comme le gouvernement les a lues,

(1) Lignes écrites le 25 juin 1917.

comment se fait-il qu'il n'ait pas pris de sanction contre le journal infâme? Est-ce qu'il est protégé aussi, ce journal? Qu'on le veuille ou non, alors on le voit, la question s'élargit...

XIII

La nouvelle arme allemande

Nous sommes entrés dans une phase de la guerre où l'on peut dire que le péril n'est plus sur le front, mais à l'intérieur des pays alliés, parce que c'est chez nous, dans nos milieux, souvent même au sein de nos familles, que les Allemands prennent l'offensive, en se servant d'une arme nouvelle si dangereuse que nous, qui sommes habitué à peser nos mots, n'hésitons pas à écrire que nous sommes effrayé de la situation qui peut se créer dans notre pays, si le gouvernement continue à laisser les choses aller, sans intervenir, que ce soit par manque de volonté, que ce soit par complaisance, que ce soit pour toute autre raison, car il y a mieux à faire que de sonder l'état d'esprit du gouvernement en ce moment : il s'agit de sauver le pays du danger le plus grand peut-être qu'il ait couru, depuis que la guerre a commencé...

Chers compatriotes, civils qui ne vous battez pas et n'en avez pas moins de lourds devoirs, si vous ne voulez pas voir le danger, nous vous en prévenons : à cause de votre insouciance, de votre inaction, de votre incurie, par conséquent à cause de vous aussi il arrivera que, parvenue près de la vic-

toire, sur le point de la saisir, arrivant au but pour ainsi dire, après avoir sacrifié le meilleur de sa population dans un effort de sublime héroïsme, tout l'enjeu de la lutte pour lequel elle se sera usée pendant quatre ans, son existence, son relèvement, sa grandeur future, la France la perdra d'un coup au dernier quart d'heure, en tombant dans le plus bête des panneaux.

L'arme nouvelle des Allemands n'est plus le zeppelin, l'aviatik, le gros canon, le sous-marin — à tous ces périls on a paré — c'est l'utopie, précisons : l'utopie de la paix formulée dans l'extraordinaire blague de la « Société des Nations » comprise à l'allemande, c'est-à-dire travestie, déviée, truquée, pour amener les Français à se relâcher dans leur effort, en leur laissant croire que s'il n'y a pas de sanction à la guerre (ni annexions, ni indemnités), rien n'empêchera d'instituer dans le monde entier un système de fraternité universelle où tous les Etats communieront, où Français et Prussiens s'embrasseront, sans perdre leur temps à rechercher si quelqu'un est responsable d'avoir fait tuer dix millions d'hommes.

Créez un tel espoir et répandez de telles idées en ce moment : d'elle-même la réflexion viendra, sans qu'on ait à la suggérer, que si la guerre mène à cela, qu'il n'y aura ni vainqueurs ni vaincus, et que tout le monde sera d'accord, ce n'est plus la peine de continuer à se faire tuer et de ne pas s'entendre sur cette base dès maintenant... et quand on est là, le tour est joué...

Si ce point de vue prenait, il en résulterait que

nos adversaires sont sur le velours en procédant tous les trente ou cinquante ans à une guerre de conquêtes, puisque, s'ils réussissent, ils mettent la main sur le butin et que, s'ils perdent, nous qui sommes des Christs, ne leur prenons rien et les faisons entrer dans la grande famille humaine où nous leur assurons toutes sortes de droits et de libertés qu'ils n'ont pas.

Bien différente est la conception de la « Société des Nations » chez les Alliés : elle consiste à vaincre l'Allemagne, à lui faire payer le prix du forfait qu'elle a commis (restitution de territoires indûment conquis, indemnités, garanties). Pour qu'elle ne soit pas tentée de recommencer, ne faut-il pas qu'elle soit punie? C'est après, quand ce résultat aura été atteint, qu'il est dans l'esprit des Alliés de rechercher par quelles mesures, institutions et perfectionnements (arbitrages, désarmement, etc.), en s'inspirant des réalités et sans s'abandonner au rêve, on peut rendre le retour d'un choc sanglant entre les peuples extrêmement difficile, si ce n'est impossible, et consolider pour longtemps la paix permanente à laquelle aspirent les gens civilisés...

Arriver à la « Société des Nations » sans passer par l'étape intermédiaire de leur châtiment, c'est l'idée des Allemands. De toute manière, faire discuter, mettre à la mode des projets saugrenus de « Société des Nations » est très avantageux pour eux en ce moment, car éveiller l'idée de concorde chez l'adversaire est affaiblir l'esprit de vengeance dont il a besoin pour se battre.

Il existe une publicité allemande sur la « Société

des Nations » : pour préciser, elle vient de Suisse : dans ce pays a été fondée la grande industrie de la propagande en faveur de la « Société des Nations », sous la direction de M. de Bülow, idéaliste, comme on sait.

Lecteurs, vous n'êtes pas sans vous apercevoir que les journaux pacifistes poussent comme des champignons, au moment où la presse à grand tirage joint difficilement les deux bouts, parce que le papier est cher, très cher (il est trois fois plus cher qu'autrefois).

Ceci dit, entendons-nous : s'il y a des manœuvres ennemies à la base du mouvement, c'est pour l'attiser, le mettre en branle et lui donner des moyens d'action : appuyé, alimenté, il grandit ensuite en s'appuyant sur les tendances, les intérêts, les préjugés, les passions de toute nature, divers et souvent contradictoires, qui trouvent leur compte à s'y rallier, comme il arrive dans tous les mouvements sociaux. Passons en revue quelques-unes de ces recrues.

Il y a ceux qui sont las de la guerre; il serait étonnant qu'il n'y en eût pas : on ne peut tenir, dans une lutte aussi longue, sans faire violence à ses instincts. Certains sont frappés cruellement, d'autres sont indemnes : la guerre crée donc des mécontents en quantité.

Il y a les anciens meneurs du peuple, pour leur donner leur nom, les politiciens, qui s'affolent en voyant le discrédit qui les atteint. De toutes leurs affirmations d'avant la guerre, aucune ne s'est trouvée vraie; leurs personnes comme leurs for-

mules sont usées, ils le sentent, ils le savent; alors, comprenez leur trouble : s'ils ne trouvent pas quelque chose de neuf pour remonter en selle, c'est fini de la belle situation qu'ils ont discouru si longtemps pour acquérir.

La « Société des Nations » vient à point pour les tirer d'affaire. « Nous ne nous étions pas trompés, vont-ils soutenir audacieusement, en prédisant la paix et la concorde universelles, elles arrivent; il est vrai qu'il a fallu tuer plusieurs millions d'hommes pour réaliser nos idées, c'est un détail que nous avions omis de vous signaler : au bout du compte nous n'en avions pas moins raison, comme vous voyez. »

Il y a le Français intellectuel ou prétendu tel, qui se nourrit de théories, d'idées creuses et de rêveries, sans comprendre les réalités, sans les regarder, produit de notre Université, moucheron qui se grille à la flamme, alouette pour le Boche... Quel appât pour celui-là que la Société des Nations!

Telles sont les forces complices ou inconscientes que les Allemands entreprennent de mobiliser dans ce pays, pour amoindrir sa résistance qu'ils ne peuvent entamer sur le terrain de l'héroïsme...

CONCLUSIONS

Nous venons de reproduire des réflexions émises par nous dans ces derniers mois. Les unes se rattachent aux évènements du moment, mais la plupart ont trait à l'immense crise de principes dont nous souffrons, car si la guerre a tué nos hommes et détruit nos richesses, elle a aussi mis en lambeaux le système d'idées qui constituait notre credo.

Sans remonter plus haut, parce que les discussions trop retrospectives sont inutiles, on peut dire que nous gouvernons notre pays depuis trente ans comme des hallucinés. Parmi les vues dont nous étions imprégnés, il y en avait peu qui supportaient la controverse et qui s'accordaient avec les réalités froidement constatées; nous n'en persistions pas moins à croire en elles : il a fallu des émotions épouvantables pour nous dégriser, pour nous éclairer, pour nous sauver.

Après quatre années de chocs terribles et d'épreuves sans nombre, l'ensemble des

visions fausses et des opinions erronées sur lesquelles nous avons essayé vainement de rebâtir la société française, après avoir détruit les supports qui l'étayaient pendant des siècles, n'est plus qu'un édifice vermoulu, lézardé, délabré, prêt à crouler, si misérable, si chancelant qu'on ne peut plus le consolider, qu'on n'a plus d'autre ressource ni d'autre devoir que de le jeter à bas, pour faire place nette, afin de reconstruire l'habitation gauloise sur un nouveau plan.

Un industriel décrivait devant nous récemment les sauvages destructions opérées par les Allemands dans les usines françaises qu'ils ont en leur possession. « C'est un grand malheur, ajoutait-il, mais il en sortira du bien, car ces fabriques étant le plus souvent défectueuses, mal comprises ou mesquinement conçues, il ne convient pas de les raccomoder pour les remettre en marche : il faut faire table rase de ces ruines et sur leur emplacement, édifier des installations nouvelles, répondant aux besoins modernes, inspirées d'une large vision de l'avenir, en partant de principes opposés à ceux qui nous ont guidés jusqu'ici ».

Nous ne réparerons pas la vieille maison paysanne humide et noire, victime du bombardement gigantesque, nous achèverons de

la démolir pour ériger à sa place une demeure claire et spacieuse, comme le veut l'hygiène actuelle.

Allant plus loin, nous ne rendrons pas au cultivateur sinistré ses vingt petits lopins de terre, nous lui remettrons un grand champ de la même superficie ; nous ne lui restituerons pas son cheval et sa charrue, nous lui donnerons les moyens de labourer mécaniquement.

Rien de ce qui a été détruit ne sera rétabli, comme il était avant : ni les usines ni les maisons, ni les champs, ni les méthodes, ni les idées, mais cette transformation oblige à passer par une dure étape : il faut achever de démolir ce qui est usé, ce qui est cassé, ce qui est pourri.....

Brave maçon français, à toi le triste devoir d'abattre ce qui reste de la maison du grand père qui menace ruine, pour en construire une plus belle et plus solide. Prends ton pic et manie-le sans faiblir, la patrie l'exige.

Devant nous aussi, qui tenons une plume, il y a la cruelle obligation de donner le coup de grâce à l'idée qui s'éteint, pour que naisse l'idée nouvelle qui fera sortir le génie français, comme le phénix antique, encore une fois de ses cendres.....

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

L'INDUSTRIALISATION ET LA SÉCURITÉ DES PEUPLES

CHAPITRE II

LA DÉMENCE INTERNATIONALISTE

CHAPITRE III

L'IDÉOLOGIE POLITICIENNE

CHAPITRE IV

L'INÉGALITÉ NÉCESSAIRE

CHAPITRE V

PROBLÈMES ACTUELS

CHAPITRE VI

L'INCAPACITÉ DU RÉGIME

CHAPITRE VII

L'INCURIE CRIMINELLE

CHAPITRE VIII

LA TARE UNIVERSITAIRE

Chapitre IX

L'INFECTION

mprimerie E. Durand 18, rue Séguier, Paris

CHOIX DE LIVRES PUBLIÉS PAR LA LIBRAIRIE PAYOT & CIE, PARIS, 106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN



TABLE

LYSIS

VERS LA DÉMOCRATIE NOUVELLE

In-16 .... 4 fr. 50

POUR RENAITRE

In-16 .... 4 fr. 50

L'ERREUR FRANÇAISE

In-16 .... 4 fr. 50

Si un citoyen français a encore envie de dormir après avoir lu *Vers la Démocratie nouvelle*, c'est que la maladie du sommeil est chez lui incurable. A. AULARD.

Ces livres sont d'une lecture si claire qu'ils font autour d'une même lumière l'union des mentalités les plus différentes. (*L'Illustration*).

La thèse que soutient *Vers la Démocratie nouvelle* s'impose à l'attention, car le problème dont il s'agit n'est autre que celui de la paix sociale dans la France de demain. (*Revue de Paris*).

Les conclusions du livre *Vers la Démocratie nouvelle* constitueront peut-être la charte démocratique de demain. (*New-York Herald*).

L'auteur apporte une doctrine forte, précise, étayée sur le bon sens, qui répond au besoin que chacun éprouve de trouver une direction dans la crise où la guerre nous a plongés. (*L'Actualité Scientifique*).

Il s'agit de la France, de notre sort après la guerre. Ce livre intéresse donc tous les Français et il est à souhaiter que tous le méditent et entendent les fortes paroles de Lysis. (*Bulletin de l'Union des Physiciens*).

Nous éprouvons un plaisir particulier à signaler *Pour renaître*, et cela d'autant plus que ce livre est un véritable hymne à la chimie et aux industries chimiques... (*Revue des Produits chimiques*).

VICTOR BORET

LA BATAILLE ÉCONOMIQUE DE DEMAIN

In-16 . . . . 4 fr. 50

M. Victor Boret émet de très saines idées qui lui ont été inspirées par sa longue expérience commerciale.

(Paris-Bourse.)

Le livre de M. Victor Boret est une œuvre courageuse. L'auteur ne craint pas de mettre le doigt sur la plaie et de dire aux uns et aux autres, même aux parlementaires, leurs vérités.

(L'Union économique de l'Est.)

M. Victor Boret met en pleine lumière cette idée, dont il faut bien nous pénétrer que, pour les Allemands, l'étranger reste toujours l'ennemi contre qui l'état de paix ne doit pas interrompre la lutte.

(Le Monde industriel.)

ÉDOUARD HERRIOT

AGIR

In-16 . . . . 4 fr. 50

M. Édouard Herriot a dédié son beau et bon livre à la mémoire du grand Colbert...

Charles Maurras (*L'Action française*).

Ce livre est tout un programme : celui vers lequel nous devons tendre tous nos efforts.

(*L'Union économique de l'Est*).

Pages admirables et bien conformes aux traditions véritables de notre génie national.

(*Télégramme*, Toulouse).

M. Herriot aspire — tout son livre le dit expressément — « à une politique d'ordre dans la grandeur ». Vive et belle formule.

Paul Courcoural (*Le Nouvelliste*, Bordeaux).

En Préparation :

CRÉER

Deux volumes in-16

BIARD D'AUNET

APRÈS LA GUERRE :

POUR
REMETTRE DE L'ORDRE
DANS LA MAISON

Préface de M. Étienne LAMY, de l'Académie française

In-16 .... 4 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences Morales et Politiques

LA POLITIQUE ET LES AFFAIRES

In-16.......................... 4 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française
Prix Fabien

Nul n'a plus de sûreté dans les informations, de justesse dans l'esprit et de clarté dans le style.

Etienne Lamy.

Il est quelques rares ouvrages de valeur où l'on trouve exprimés des idées justes et des conseils excellents. De ceux-ci est le livre de M. Biard d'Aunet.

A. Liesse, de l'Institut (*Journal des Débats*).

C'est un clair catéchisme d'action future, et en pleine harmonie avec la tradition et les qualités vitales de la nation... Tous les Français que préoccupe l'avenir de notre pays après la guerre devront le lire et le discuter. Aucun ouvrage actuel n'est plus capable de rendre service au pays.

Commandant G. Bourge (*Sémaphore de Marseille*).




UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 12 05 04 10 008 3